



Histoire

LES COLLECTIONS

LA CHINE

1912 - 2012

D'un empire à l'autre





L'Histoire
LES COLLECTIONS

www.histoire.presse.fr

REVUE MENSUELLE CRÉÉE EN 1978,
ÉDITÉE PAR SOPHIA PUBLICATIONS,
74, AVENUE DU MAINE,
75014 PARIS. TÉL. : 01 44 10 12 90

Directeur de la publication : Philippe Clerget
Assistante de direction : Christe Mazzaud (3 74)

Abonnements

Tarif France : 1 an, 8 n° : 65 €
1 an, 8 n° + 4 n° Collections de L'Histoire : 85 €
Tarif international : nous contacter

Écrire à : Service abonnements L'Histoire,
17, route des Boudangers, 78926 Yvelines Cedex 9
Tél. France : 01 55 56 71 19
Tél. depuis l'étranger : 00 33 1 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gl.com
Belgique : Edigroup Belgique. Tél. : 0032 70 233 304
Suisse : Edigroup SA. Tél. : 0041 22 860 84 01

Achat de revues et écrits
L'Histoire, 24, chemin Latéral, 45390 Puisseux
Tél. : 02 38 33 42 88

Rédaction, documentation, réalisation
Tél. : 01 44 10 12 90. Fax : 01 44 10 54 47
Courriel rédaction : courriel@histoire.presse.fr

Directrice de la rédaction - rédactrice en chef
Valérie Hannin (54 31)

Conseillers de la direction
Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney

Rédactrice en chef, responsable des Collections
Séverine Nèl (54 32)

Rédactrice en chef adjointe
Hélène Kalebka (54 34)

Secrétaire générale de la rédaction
Cécile Rey (54 33)

Assistants
Stéphane Ursulet (54 44), Claire Wallet (54 12)

Chefs de rubrique
Juliette Rigondet (54 35), Géraldine Soudry (54 43),
Olivier Thomas (site internet) (54 37)

Rédaction : Ariane Mathieu (54 57)

Comité de rédaction : Pierre Assouline, Jacques Berlioz,
Patrick Boucheron, Bruno Cabanes, Pierre Chuvp, Joël Cornette, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, François Lebrun, Pap Ndiaye, Olivier Postel-Vinay, Didier Pourquerey, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Laurent Theis, Anette Wiewiorka, Olivier Wiewiorka, Michel Winock

Correspondants : Claude Aziza, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Jean-Louis Biget, Catherine Brice, Françoise Briquel-Chatonnnet, Philippe Burin, Jacques Chiffolleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Isabelle Heullant-Donat, Édouard Husson, Gilles Kepel, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Mazard-Bonucci, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière, Pierre-François Souyri, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth

Directrice artistique : Marie Toulouze (54 39)
Directrice artistique adjointe,
responsable des Collections : Catherine Auclair (54 40)

Premier secrétaire de rédaction
Raymond Lévêque (54 41)

Chef du service photo
Sophie Marcus-Antier (54 36)

Ont collaboré à ce numéro
Gilles Antier, Cosima Flateau, Julien Grunberg, Huguette Meunier, Fabien Paquet, Jérémy Suarez

Directrice déléguée aux activités de gestion
et aux activités numériques
Dounia Aemmer

Responsable de la comptabilité
Sylvie Poirier (12 89)

Responsable de fabrication
Christophe Perrusson (13 78)

Directrice commerciale et marketing
Virginie Marliac (54 49)

Marketing direct et abonnements
Directrice : Virginie Marliac (54 49)

Responsable de la gestion :
Isabelle Parez (13 60)

Ventes et promotion
Directrice : Évelyne Mont (13 80)

Ventes messageries : VIP Diffusion Presse,
Frédéric Vinot (N° Vert 08 00 51 49 34)

Diffusion librairies DIF'POP*
Tél. : 01 40 24 21 31 - Fax : 01 40 24 15 88

Publicité
Directrice commerciale publicité et développement
Caroline Nourry (13 96)

Publicité littéraire
Directrice de clientèle
Marie Ansel (12 8)

Publicité culturelle
Directrice de clientèle
Françoise Hulot (12 13)

Responsable communication
Élodie Dantard (54 55)

AVANT-PROPOS

Le réveil chinois

IL Y A CENT ANS, l'immense empire chinois s'écroulait, incapable de se moderniser, pénétré par les intérêts occidentaux, contraint d'abandonner au Japon victorieux son hégémonie sur l'Asie du Sud-Est. A peine la République proclamée par Sun Yat-sen, la Chine sombre dans quatre décennies de divisions internes et d'interventions étrangères, entre seigneurs de la guerre, entre nationalistes et communistes, puis contre les envahisseurs japonais. Le terrible conflit sino-japonais jette sur les routes 100 millions de réfugiés.

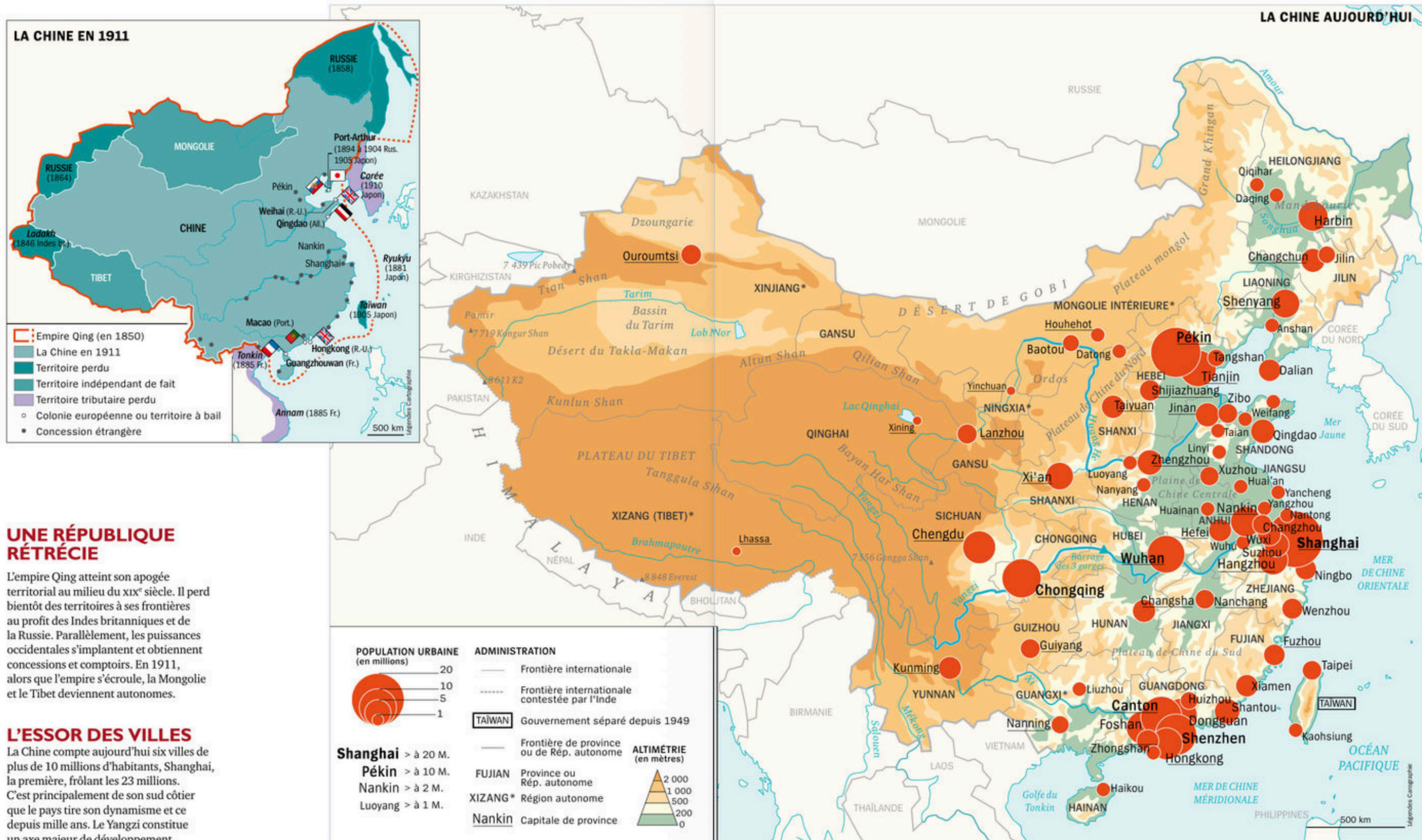
LE 1^{er} OCTOBRE 1949, Mao Zedong proclame la naissance de la République populaire de Chine. Même si son rival Chiang Kai-shek conserve Taïwan et représente la Chine à l'ONU, le Parti communiste domine la quasi-totalité des territoires des Qing. Fait unique dans l'histoire mondiale, l'empire en s'effondrant ne s'est pas disloqué. Mao Zedong, maître du pays jusqu'à sa mort en 1976, établit d'emblée un régime totalitaire qui devient, avec le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle, un des plus délirants et meurtriers du xx^e siècle. Il s'agit de faire naître un monde nouveau, un homme nouveau, quel qu'en soit le prix. La terrible famine consécutive au Grand Bond cause 36 millions de morts, une saignée comparable à celle de la Première Guerre mondiale pour l'Europe. Le travail d'une nouvelle génération d'historiens chinois permet d'en prendre la mesure après des décennies de propagande, de censure et d'ignorance. Des sources nouvelles dévoilent la vie et l'action des dirigeants, un groupe stable en dépit des purges, gouvernant derrière les murs rouges du palais de la Cité interdite. Au sommet : un stratège de génie, un tyran, un bourreau de travail insomniaque, un manipulateur hors pair qui attise les intrigues de cour pour éliminer ses rivaux et conserver un pouvoir absolu.

ON NE COMPREND PAS l'énergie avec laquelle la société chinoise s'est jetée après 1978 dans la croissance si on oublie la violence des années Mao. Le « miracle économique » qui a fait de la Chine la deuxième puissance mondiale a un coût : un développement brutal et inégal, l'exploitation de dizaines de millions de sans-droits, la destruction assumée de l'environnement. Toujours seul au pouvoir, le Parti communiste a remis l'idéologie, non le nationalisme. Toute réforme politique est bloquée par une élite dirigeante de « princes rouges », souvent les fils des compagnons de Mao. La tension renaît en mer de Chine. L'avenir n'est pas écrit. ■

EN COUVERTURE :

En haut : Mao Zedong et Lin Biao entourés de gardes rouges, affiche chinoise de 1967 ; en bas : l'impératrice douairière Cixi photographiée dans la Cité interdite (Kharbine/Tapabor - Collection Dagli Orti).

1912-2012 : les limites d' un pays continent



La Chine *D'un empire à l'autre*

4 Cartes :
1912-2012, les limites d'un pays continent

Chapitre 1

Le temps des révolutions

- 8 Pourquoi l'empire s'est effondré
par **R. Bin Wong**
- 10 Le vrai enjeu des guerres de l'opium
par **Marie-Claire Bergère**
- 12 55 jours à Pékin
d'après **Michel Hoàng**
- 14 Cixi impératrice
par **Danièle Elisseeff**
- 16 Visite à la Cité interdite
d'après **Luca Gabbiani**
- 18 Chiang Kai-shek, malheur aux vaincus
par **Alain Roux**
- 22 D'une révolution à l'autre
par **Lucien Bianco**
- 28 Les massacres de Nankin
par **Jean-Louis Margolin**
- 30 Naissance d'un mythe :
la « révolution paysanne »
par **Lucien Bianco**

Chapitre 2

Les années Mao

- 32 L'irrésistible ascension d'un fils de paysan
entretien avec **Yves Chevrier**
- 34 Carte : la longue marche
- 36 Comment Mao a dirigé la Chine
entretien avec **Jean-Louis Domenach**
- 38 Quand les archives s'ouvrent
- 40 Le dernier empereur
- 44 Les héritiers

ABONNEZ-VOUS PAGE 73

Toute l'actualité de l'histoire sur www.histoire.presse.fr

Ce numéro comporte trois encarts jetés : *Diapason* (abonnés), *L'Histoire* (kiosques France et export, hors Belgique et Suisse) et *Edigroup* (kiosques Belgique et Suisse)

1. Le temps des révolutions

TOUS UNIS CONTRE LE JAPON

De 1937 à 1945, la Chine se bat
aussi contre le Japon (ci-dessous,
région de Canton, juin 1939).

L'abdication du dernier empereur de Chine, à l'issue d'une première révolution en 1911, amène la république. Mais les nationalistes et les communistes s'affrontent sur la nature du nouveau régime.



- 48 Le jour où le Tibet fut annexé
par **Claude Arpi**
- 50 Révélations sur le Grand Bond en avant
par **Philippe Paquet**
- 52 La Révolution culturelle frappe à la tête
par **Jean-Louis Domenach**
- 57 Le délire des maos français
par **Annette Wieviorka**

Chapitre 3

Le tournant capitaliste

- 62 Trente-trois ans de réformes
entretien avec **François Godement**
- 70 Xi Jinping, le « prince rouge »
- 74 Le deuxième âge d'or de Shanghai
par **Thierry Sanjuan**
- 75 2010 : Expo « universelle »
- 76 Dur d'être Chinoise !
par **Isabelle Attané**
- 80 Les musulmans du Xinjiang
par **Isabelle Attané**
- 81 Carte : les principales minorités
- 82 Capitalisme chinois :
l'État derrière le marché
par **Marie-Claire Bergère**
- 85 Carte : une croissance déséquilibrée
- 92 Chronologie
- 94 Lexique
- 96 A lire, voir et écouter

Pourquoi l'empire s'est effondré

A la fin du XVIII^e siècle, l'empire des Qing est le plus grand et le plus riche pays du monde. Pourtant, sa puissance est fragile. Dès le XIX^e, la Chine ne peut rien contre les interventions des Occidentaux et du Japon. Incapable de se moderniser, ce vaste empire entre dans une ère de déclin.

par **R. BIN WONG**

Professeur

à l'université de Californie (Los Angeles), directeur de l'Asia Institute, R. Bin Wong est notamment l'auteur de *China Transformed: Historical Change and the Limits of European Experience* (Cornell University Press, 1997).

Cet article a été publié dans L'Histoire n° 300, pp. 64-71.

Au XVIII^e siècle, l'empire des Qing est le plus grand et le plus riche pays du monde. Dans les régions les plus développées commercialement, artisans et paysans produisent des biens de consommation variés dont une partie aboutit chez les habitants des villes et des campagnes, proches et lointaines. Pourtant la réussite matérielle de l'empire est fragile. La Chine ne trouvera pas les moyens d'une croissance radicale de la production comme celle qu'a permise la révolution industrielle en Europe. Comment l'expliquer ?

Dès la fin du XVIII^e siècle, l'essor démographique, surtout dans les provinces pauvres et excentrées, est cause de difficultés économiques de plus en plus grandes. Au début du XIX^e siècle, les zones où le commerce est le plus développé sont confrontées à un phénomène de déflation qui freine les échanges. D'où une aggravation des tensions sociales et une déstabilisation de l'économie dans la plupart des provinces. Un peu partout – au sud, au sud-ouest, au nord-ouest et au nord de la Chine – les mécontents se regroupent et s'affrontent aux autorités de façon de plus en plus violente.

LA RÉVOLTE DES TAIPING

La plus importante de ces rébellions est celle des Taiping. On trouve à l'origine un petit groupe de gens comparable à une secte religieuse et mené par un candidat malheureux aux examens, Hong Xiuquan. Celui-ci,



LE DERNIER

EMPEREUR Né en 1906, Puyi devient empereur en 1908. C'est un enfant qui abdique le 12 février 1912, après la proclamation de la République.



LA COUR DE L'IMPÉRATRICE CIXI

Cixi au palais impérial (sans date). Elle fut régente de 1861 à 1908.

influencé par la propagande des missionnaires protestants, avait rêvé pendant un accès de fièvre qu'il était le frère cadet de Jésus-Christ. Après des débuts modestes dans une sous-préfecture déshéritée du Guangxi, Hong Xiuquan et sa petite troupe recrutent des adeptes de plus en plus nombreux et mettent progressivement sur pied une armée qui avance vers le nord jusqu'au fleuve Yangzi, puis se dirige vers Nankin, à l'est, en attaquant les villes sur son passage. S'étant emparés de Nankin, ils en font leur « Capitale céleste » ; elle le restera jusqu'à l'assaut final des forces impériales, en 1864¹.

Bien que professant une idéologie qui promet l'égalité des hommes et des femmes et la propriété de leur terre à tous les paysans, le gouvernement des Taiping en est venu dans les faits à s'appuyer sur les mêmes institutions et à pratiquer les mêmes politiques que les fonctionnaires des Qing* dont il avait provisoirement pris la place. A son apogée, il occupera la plus grande partie des riches provinces du Yangzi, mais celles-ci subiront de terribles destructions pendant de longues années de guerre incertaine entre les « rebelles aux longs cheveux » (les Taiping refusaient la tonsure imposée à leurs sujets par les Qing) et les armées mobilisées par une pléiade de hauts fonctionnaires loyalistes.

Plusieurs autres rébellions dévastent des régions étendues pendant les mêmes années : un État moins efficace n'aurait probablement pas survécu à une

agitation d'une telle ampleur. Cependant, la dynastie tient bon. Les fonctionnaires provinciaux acquièrent en fait un poids nouveau à la faveur de ces événements : ce sont eux qui doivent se battre pour trouver les ressources nécessaires au financement des troupes recrutées contre les différents mouvements rebelles.

Une fois ceux-ci écrasés, les fonctionnaires, au moins dans les régions les plus développées de l'empire – correspondant en partie au territoire précédemment contrôlé par les Taiping –, tendent à se tourner de plus en plus vers les élites locales et les habitants les plus riches pour leur confier un rôle plus actif dans la collecte des impôts et le maintien de l'ordre. Cette vision du gouvernement local répond à des idées formulées depuis plusieurs décennies, mais ses bases institutionnelles et organisationnelles sont désormais élargies et l'alliance entre fonctionnaires et détenteurs du pouvoir local devient plus visible et explicite.

DES CANONNIÈRES BRITANNIQUES À CANTON

Dans certaines régions moins favorisées, en revanche, où ont éclaté d'autres révoltes, l'État manque de ressources et d'hommes pour accroître effectivement >>>

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. La ville avait été, avant Pékin, la première capitale de l'empire des Ming, près de cinq siècles plus tôt.

LE VRAI ENJEU DES GUERRES DE L'OPIMUM

En ouvrant de force la Chine au commerce occidental, les guerres de l'Opium, au milieu du XIX^e siècle, ont accéléré la crise économique et sociale.

Deux « guerres de l'Opium » opposent la Grande-Bretagne et la France à la Chine en 1839-1842, puis en 1858-1860. Si l'enjeu véritable est l'ouverture de la Chine aux relations internationales, le prétexte en est le commerce de l'opium. Depuis la fin du XVIII^e siècle, en effet, les marchands anglais qui achètent thé et soie aux Chinois commencent, pour équilibrer leurs échanges, à leur vendre de l'opium, venu d'Inde par bateau.

À partir des années 1830, les autorités chinoises s'inquiètent des effets de la drogue sur la santé publique et sur les liens sociaux – et surtout du déséquilibre des échanges commerciaux. Lin Zexu, haut fonctionnaire brillant, adresse en mars 1839 un ultimatum aux marchands anglais de Canton, seul port ouvert au commerce européen. Les marchands se replient à Macao que les Chinois bloquent alors. D'escarmouche en escarmouche, c'est le conflit : les Anglais arrivent à Nankin, la Chine se résigne à signer un traité en 1842. L'exécution des clauses est garantie par la cession de Hongkong. Mais la Chine refuse encore l'établissement de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Une seconde guerre contraint Pékin à les accepter.



LES OCCIDENTAUX VAINQUEURS Les guerres de l'Opium (ci-dessus, prise du fort de Dagu sur la route de Tianjin, par les Français le 14 août 1870) libèrent le trafic. Riches citadins mais aussi coolies et paysans fréquentent les fumeries, luxueuses ou rudimentaires (ci-dessous).

Le trafic de l'opium augmente beaucoup dans ces années. Il est légalisé au traité de Tianjin de 1858. La culture est finalement autorisée en Chine en 1890.

L'argent de l'opium finance le capitalisme étranger en Chine et le capitalisme moderne chinois des grandes cités côtières. Il fait la fortune de Shanghai et augmente les revenus de l'État : le budget est multiplié par dix entre 1840 et 1911, essentiellement grâce aux taxes sur le commerce et donc sur l'opium.

Certes, à partir de 1901-1902, le gouvernement, dans sa « Nouvelle Politique » de modernisation, s'attaque de nouveau à la drogue. Et le nationalisme émergent se montre hostile à l'opium, accusé d'affaiblir la nation. En 1911, la Chine est presque délivrée de ce fléau. Mais pendant la guerre civile, les potentats militaires locaux encouragent de nouveau la culture et le commerce de l'opium. Quand Chiang Kai-shek prend le pouvoir en 1927, il établit un monopole officiel, théoriquement pour éradiquer la consommation, en fait pour détourner les bénéfices à son profit pour financer la guerre contre les communistes. Qui, eux aussi, ont favorisé l'opium. Tout le monde l'a fait : c'était le nerf de la guerre.

Marie-Claire Bergère



L'ouverture diplomatique n'a pas vraiment remis en cause les structures bureaucratiques chargées d'administrer l'intérieur du pays

>>> sa présence. C'est qu'au même moment il doit faire face à des problèmes nouveaux, dont l'origine remonte à l'apparition des canonnières britanniques devant le port de Canton en 1840, préluant aux guerres de l'Opium.

Ce ne sont pas les Anglais qui ont créé la demande chinoise d'opium au début du XIX^e siècle. Les Chinois y ont pris goût depuis plusieurs générations, surtout ceux des régions côtières liés par le commerce et l'émigration à leurs compatriotes installés en Asie du Sud-Est. Mais les Anglais se sont effectivement organisés pour accroître sans cesse les exportations d'opium indien vers la Chine, dont les profits leur permettent de payer leurs importations de produits chinois.

Il y a bien quelques hommes politiques en Angleterre pour trouver immoral que leurs concitoyens s'engagent dans le commerce de la drogue, mais pratiquement tout le monde convient que le gouvernement des Qing n'a pas le droit de confisquer et détruire les marchandises britanniques, opium ou pas, et soutient par conséquent le gouvernement de Sa Majesté lorsque celui-ci exige une indemnisation après la destruction par les fonctionnaires chinois de l'opium anglais stocké à Canton, en 1839. Ainsi va commencer la première guerre de l'Opium.

1842 : LE TRAITÉ DE NANKIN

Les dommages causés par les canonnières et les marines britanniques pendant les opérations qui vont suivre contraignent les Qing à négocier sous les murs de Nankin en août 1842 un accord garantissant des conditions plus favorables aux marchands anglais, et bientôt à ceux des autres nations occidentales. Les principales dispositions du traité de Nankin sont : une indemnité de 21 millions de dollars versés aux Britanniques ; l'ouverture au commerce étranger de cinq ports (Canton, Amoy, Fuzhou, Ningbo et Shanghai) ; l'égalité de statut dans les échanges diplomatiques entre fonctionnaires de même rang ; l'installation d'un consul britannique dans chaque port ouvert ; l'abolition du monopole du Cohong, qui obligeait depuis 1757 les marchands étrangers à traiter avec un nombre limité de marchands cantonnais accrédités par l'empereur ; un tarif douanier uniforme et modéré pour toutes les importations et exportations ; enfin, la cession de l'île de Hongkong à l'Angleterre.

Aux yeux du gouvernement des Qing, le traité ne fait que laisser aux Européens la responsabilité de conduire leurs propres affaires, plus ou moins comme par le passé les marchands étrangers sur les marches septentrionales et occidentales de l'empire. Il était alors difficile de prévoir l'importance que la présence occidentale prendrait plus tard dans l'empire des Qing.

Au moins au début, les intérêts commerciaux des étrangers restent cantonnés aux frontières.

LE POIDS DE LA BUREAUCRATIE

Du coup, une grande partie de l'activité de l'État des Qing, pendant les décennies suivantes, va consister à développer sa capacité bureaucratique face aux problèmes posés par la présence croissante des Occidentaux dans l'empire. On crée une administration chargée de gérer les relations diplomatiques. Un bureau de traduction est mis sur pied dans la capitale, et les fonctionnaires commencent à s'initier aux technologies étrangères pour créer chantiers navals et usines d'armements.

Ces mesures et d'autres sont financées par les nouveaux droits perçus sur le commerce extérieur, lesquels sont collectés par une administration sino-étrangère placée sous l'autorité de l'État des Qing, les Douanes maritimes impériales. Il est désormais possible pour l'État chinois d'emprunter aux banques étrangères, dans un premier temps afin de payer les armées envoyées combattre les rebelles dans les provinces, et plus tard pour financer des projets de modernisation comme la construction de voies ferrées. Les recettes des Douanes maritimes impériales, dont une partie sert à rembourser la dette extérieure, sont déposées dans des banques étrangères et passent par leur réseau financier avant de parvenir au gouvernement des Qing.

Ces opérations fiscales d'un type nouveau viennent compléter les méthodes instituées de collecte des impôts. De la même façon, les relations diplomatiques avec les Occidentaux sont gérées selon des méthodes nouvelles sans que soient remises en cause les structures bureaucratiques en place chargées d'administrer l'intérieur du pays.

On peut donc considérer que pendant les années 1870 et 1880 l'État des Qing a répondu plutôt efficacement aux défis liés à la présence diplomatique occidentale dans l'empire, et aussi aux possibilités qu'elle ouvrait. Mais l'implication occidentale en Chine allait bien au-delà des relations diplomatiques entre gouvernements : missionnaires et marchands vont se révéler de leur côté des forces capables d'influencer puissamment la situation sociale et économique dans le pays.

Malgré leur petit nombre, les quelques missionnaires catholiques présents à la Cour à la fin des Ming y avaient exercé une certaine influence. Mais lorsqu'une nouvelle vague de missionnaires, aussi bien catholiques que protestants, est arrivée en Chine au milieu du >>>

55 JOURS À PÉKIN

Le siège du quartier occidental de Pékin par les Boxeurs en 1900 illustre les tensions internes à la Chine.

Au milieu du XIX^e siècle, la Chine s'ouvre brutalement aux influences étrangères, ce qui provoque une grave crise de société dont la gigantesque révolte populaire des Taiping (1850-1864) est une illustration. Peu à peu se forment des sectes xénophobes dont les membres pratiquent la boxe chinoise, d'où leur surnom de Boxeurs.

En juin 1900, manipulés par l'impératrice Cixi, les Boxeurs isolent Pékin, lynchent les chrétiens, brûlent les bâtiments étrangers. Retranchés dans le quartier des légations, 475 civils (dont 12 diplomates), 450 soldats et 2 300 Chinois christianisés résistent. Les grandes puissances envoient 20 000 soldats qui, le 14 août, entrent dans Pékin (ci-dessous, les Français à Tianjin). Les Boxeurs sont bousculés, le quartier des légations délivré après cinquante-cinq jours de siège. Les étrangers ont eu 231 tués, les Chinois des milliers.

Après le protocole du 7 septembre 1901, véritable capitulation, des troupes d'occupation sont stationnées en territoire chinois, les forts côtiers démantelés, la Chine doit verser 67 millions de livres. Seules les rivalités entre grandes puissances empêchent le dépècement de l'empire. Pour la dynastie des Qing, c'est un camouflet. Mais la Chine a compris que l'ordre ancien ne pouvait subsister : dès 1902, des réformes sont engagées, insuffisantes cependant pour empêcher la révolution de 1911.

D'après Michel Hoang, *L'Histoire* n° 133.



>>> XIX^e siècle, après une longue période de proscription, leur influence a été beaucoup plus profonde. S'ils ne semblent pas avoir effectivement converti un très grand nombre de Chinois, pas plus qu'ils n'ont réussi à réduire significativement les problèmes sociaux de plus en plus pressants causés par la diffusion de l'opium dans toute la société, les missionnaires n'en ont pas moins établi leur présence bien au-delà des ports ouverts par les traités, surtout après la deuxième guerre de l'Opium 1858-1860.

Acquérant des terrains un peu partout dans les zones rurales, ils sont devenus des acteurs importants dans les conflits de pouvoir au niveau local. Les écoles qu'ils ouvrent dans les villes initient au moins une fraction des Chinois aux disciplines et aux sciences de l'Occident, pour lesquelles il y a une forte demande, même si le christianisme en tant que doctrine ne suscite guère d'enthousiasme. Mais presque partout la majorité des gens ordinaires se méfient de la présence des missionnaires, sans parler de ceux qui prennent pour argent comptant les rumeurs selon lesquelles ces derniers kidnappent les enfants et se livrent à divers forfaits abominables.

LA RÉVOLTE DES BOXEURS

Ces peurs encouragent les agressions contre les religieux. Les incidents les plus graves se produisent à l'extrême fin du XIX^e siècle dans des régions proches de la capitale : c'est la révolte des « Boxeurs » ou Boxers – praticiens d'une boxe sacrée supposée les rendre invulnérables –, pendant laquelle un grand nombre de missionnaires et de convertis chinois sont massacrés. Exaspérés par l'incapacité, ou plutôt la réticence, du gouvernement mandchou à mettre rapidement un terme à ces agressions et punir sévèrement les responsables, les gouvernements étrangers mettent sur pied une armée regroupant les forces de huit pays qui marche sur Pékin et libère le quartier des légations assiégé par une coalition de rebelles et de troupes chinoises, et exigent des compensations pour les victimes et les pertes matérielles. L'énorme indemnité imposée aux Qing pour les punir d'avoir laissé se développer pareille situation obligera le gouvernement à lever des sommes considérables et à modifier radicalement son système bureaucratique.

Après 1900, le poids de la dette extérieure se conjugue avec le développement des industries étrangères implantées en Chine pour compromettre le développement économique du pays.

En effet, pour beaucoup de Chinois ordinaires, la présence des compagnies étrangères et les liens croissants avec l'économie internationale au tournant du XX^e siècle n'ont rien apporté en termes de prospérité. Un grand nombre vivent et travaillent hors d'atteinte du



commerce extérieur. Et pour ceux dont la production est destinée, au moins en partie, au commerce international, le changement n'est pas toujours pour le mieux. Alors que, par le passé, les marchandises chinoises qui comptaient le plus à l'exportation étaient des produits manufacturés ou des produits agricoles transformés, comme les soies, les porcelaines et le thé, à partir de la fin du XIX^e siècle la demande diminue au fur et à mesure que les soies japonaises s'imposent à l'étranger, que les Européens produisent davantage de porcelaine et que l'Angleterre prend goût aux thés indiens.

Les industries modernes qui font alors leur apparition dans les villes chinoises ne suscitent en général que peu de changements dans les campagnes, car la production rurale s'articule mal aux industries urbaines, en dépit de certaines connexions particulières comme le tissage rural des cotonnades avec des filés produits industriellement – et c'est là incontestablement une nouveauté qui a profité à l'activité traditionnelle de tissage « à la ferme ».

Mais, globalement, il y a peu d'indications à cette époque que la Chine est à la veille de s'industrialiser. L'un des changements possibles aurait été la substitution des produits d'importation par des produits nationaux. Or, vers 1900, le plus clair des succès chinois en matière de substitution des importations, c'est l'opium. La culture du pavot en Chine a régulièrement progressé pendant les dernières décennies du XIX^e siècle, confisquant des surfaces considérables au détriment des cultures vivrières dans les zones les plus pauvres du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La consommation ne cesse de s'étendre dans toutes les classes sociales. Si certains ne sont que des fumeurs occasionnels, d'autres tombent dans la dépendance, leur vie quotidienne tournant entièrement autour de leur addiction et de leurs efforts pour trouver l'argent nécessaire.

Les Occidentaux auront donc influencé la société chinoise de multiples façons, et l'on n'a pas cessé de discuter pour savoir si c'est plutôt en bien ou plutôt en mal. Mais ceux qui vont bientôt devenir à la fois les plus attirants et les plus inquiétants des étrangers pour les Chinois, ce sont les Japonais.

LE JAPON, PUISSANCE MONTANTE

L'impérialisme japonais s'affirme à la fin du XIX^e siècle, ainsi en Corée (1894-1895), où la Chine, venue mater une révolte à la demande du gouvernement coréen, est rapidement vaincue. On voit ici un soldat japonais, blessé par un Coréen terrassé, ouvrir la porte de Pyongyang à ses camarades. L'empire Meiji devient le nouveau centre politique et économique de l'Asie orientale.

Pendant une grande partie de l'histoire impériale, l'empereur avait pu se considérer comme siégeant au centre d'une Asie orientale où la Chine dominait les relations diplomatiques qui la liaient aux peuples d'Asie centrale et du Sud-Est, ainsi qu'à la Corée et au Japon. Si, aux XVII^e et XVIII^e siècles, le régime japonais des Tokugawa avait restreint ses contacts avec l'étranger et cessé d'avoir des relations diplomatiques directes avec les Ming et les Qing, il n'en autorisait pas moins un commerce indirect avec la Chine via les ports coréens et ceux du royaume de Ryukyu Okinawa, situé entre Taïwan et l'extrémité sud du Japon.

Au XIX^e siècle, les shoguns Tokugawa se trouvent confrontés, tout comme les empereurs Qing, à une combinaison de difficultés intérieures et de menaces extérieures. Mais, alors que la monarchie Qing survit à toutes les rébellions et à l'ouverture de l'empire aux Occidentaux, le shogun et son gouvernement tombent quelques années après avoir dû ouvrir le Japon au commodore américain Perry, une vingtaine d'années après le traité de Nankin. Cependant, le défi occidental est plus tardif au Japon, et moins pressant parce que les possibilités commerciales y semblent moins intéressantes qu'en Chine ; de ce fait, le nouvel État Meiji peut s'organiser sans avoir à répondre aux mêmes exigences et aux mêmes attentes de la part des puissances que le gouvernement des Qing.

Les dirigeants Meiji envisagent pour le Japon une société et une économie nouvelles où les pratiques >>>

CIXI IMPÉRATRICE

Elle a régné sur la Chine pendant plus de cinquante ans. En donnant à l'empereur son seul fils, la jeune concubine s'est ouvert un destin exceptionnel : elle est devenue la femme la plus puissante d'un empire en déclin.

« Si le nom de Cixi, ou Tseu Hi, est l'un des rares noms de femmes connus dans l'histoire chinoise, c'est pour au moins trois raisons. D'abord elle joue un rôle majeur à la Cour au moment où les puissances occidentales et japonaise forcent les portes de la Chine. La deuxième raison tient au poids, à l'époque nouveau, de son image, largement diffusée à travers le monde, à la fin de son règne, grâce à la photographie. Enfin, dotée d'une culture et d'une intelligence exceptionnelles, Cixi réussit, par des voies détournées, à régner de fait jusqu'à sa disparition en 1908 sur un empire où, généralement, seuls les hommes ont le pouvoir. Ses conseils avisés gagneront définitivement la confiance de l'empereur.

La future Cixi, qui se nomme alors Yehe Nara (Yehonala), naît en 1835 dans une famille mandchoue, la même ethnie que la dynastie régnante. Très instruite pour son époque, elle sait lire et écrire, connaît la littérature, les arts du pinceau (calligraphie, peinture). Elle lit également et pratique parfaitement, ce qui est rare pour une femme, la langue écrite, celle des classiques fondamentaux et de la littérature politique. Par ailleurs, en tant que femme, créature « de l'intérieur », on lui a aussi enseigné les techniques du tissage, de la couture, du maquillage et les secrets du soin du corps.

À 16 ans, elle entre à la cour de l'empereur Xianfeng (1851-1861) en tant que concubine de 5^e (et dernier) rang, une parmi les milliers de femmes qui constituent le harem impérial et dont la plupart ne verront jamais leur maître. Un soir de 1856, sa beauté lui vaut d'être sélectionnée dans le petit groupe de jeunes femmes que l'on offre à l'empereur pour la nuit ; et le souverain la choisit. Elle séduit alors si bien Xianfeng – plutôt réputé pour ses tendances homosexuelles – qu'il la convoque les nuits suivantes.

Quelques mois plus tard, Yehonala donne naissance à un garçon, le seul fils de l'empereur : le futur Tongzhi et grimpe dans la hiérarchie du harem – qui dépend à la fois de l'ancienneté, de la maternité et de la capacité de donner naissance à un fils. Elle devient alors concubine de seconde classe (*yi fei*) mais non impératrice. Car bien que le titre d'impératrice, éminemment révocable, soit attribué en principe à la mère de l'enfant désigné



RESTAURER LA GRANDEUR MANDCHOUE Celle que la France connaît sous le nom de Tseu Hi manifeste dès sa jeunesse un sens politique aigu qui lui permet de s'imposer auprès de l'empereur. Mais, à une nécessaire modernisation, elle préfère le maintien des valeurs anciennes – les siennes.

comme héritier présomptif, et que l'impératrice en titre, Ci'an, n'ait pas d'enfant mâle, celle-ci vient d'un clan puissant. C'est pourquoi Xianfeng garde Ci'an comme impératrice, en plaçant Yehonala tout de suite après elle dans la hiérarchie.

Cixi acquiert le goût de la politique aux côtés de l'empereur Xianfeng. Son rôle est celui d'une courtisane au sens plein du terme : sa beauté, mais aussi son intelligence et sa culture en font une compagne agréable,

une conseillère. L'empereur lui donne à lire les rapports administratifs qu'il reçoit ainsi que ses réponses. Cixi prétendra même plus tard avoir parfois corrigé les textes de l'empereur !

Lorsque l'empereur meurt, en 1861, Tongzhi n'a que 5 ans ; les deux femmes ont la sagesse de s'entendre, du moins en apparence, et Yehonala devient corégente. C'est à ce moment qu'elle reçoit le nom de Cixi, « compatissante et bienveillante ». Elle fait également entrer en scène un prince du sang, Yixin, pour éviter de dresser contre elle des clans puissants. C'est ce trio qui prend le pouvoir en 1861. En réalité, Ci'an étant peu éduquée, et Yixin incompetent, c'est Cixi qui gouverne, au nom bien sûr de l'héritier du trône.

Plus étonnant, elle réussit à garder le pouvoir après la disparition de son fils, le jeune empereur Tongzhi, mort officiellement, en 1875, de la petite vérole. Cixi conserve alors la régence en faisant désigner comme héritier le fils d'une de ses sœurs, un enfant de 3 ans, l'empereur Guangxu, qu'elle s'efforce de tenir en sujétion jusqu'à sa mort prématurée en 1908.

On a accusé Cixi d'assassinats horribles et de manigances diaboliques et il est probable qu'elle ait su se débarrasser des gêneurs, notamment de l'impératrice Ci'an, morte brutalement en 1881 alors qu'on lui attribuait une santé de fer. Une femme comme Cixi a en effet une dimension diabolique, mais c'est que le harem est un système diabolique... Une fois en place, ces femmes qui ont beaucoup souffert pour s'élever ne reculent devant rien pour se maintenir.

Les femmes du harem ont été éduquées pour la réussite. La seule moralité qu'on leur a enseignée est de servir l'empereur – et encore. En dehors de cela, on leur a plutôt appris à louvoyer, à mentir, à semer la discorde pour réussir et pour défendre les intérêts de leur clan.

Cixi a-t-elle eu une ambition pour son pays, la Chine ? Indéniablement, mais en voulant aussi et avant tout conserver le pouvoir, pour lequel elle s'est tant battue. En 1900, elle se trouve dans un entourage politique majoritairement hostile aux étrangers : les Occidentaux y sont considérés comme des ennemis dont on n'a rien à apprendre et qu'il faut chasser. C'est sous son règne qu'ont lieu les violents affrontements connus sous le nom de révolte des Boxeurs. Plus que la modernisation, l'objectif prioritaire de Cixi et des siens est la restauration de la grandeur mandchoue et de la splendeur chinoise.

Cixi fut-elle à l'origine de la chute de l'empire ? En réalité, le système s'effondrait depuis la fin du XVIII^e siècle. Si elle n'a rien fait pour empêcher l'inéluctable, c'est peut-être que sa vie perdait tout sens hors du système ancien. »

Danielle Elisseeff, ingénieur de recherches émérite à l'École des hautes études en sciences sociales (centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine), professeur à l'École du Louvre.
(Propos recueillis par Juliette Rigondet.)

>>> anciennes seront en partie transformées en s'adaptant aux idées et aux institutions occidentales. Certains rêvent aussi d'un rôle politique plus important pour le Japon en Asie orientale. De leur côté, les Qing s'alarment du désir de puissance du Japon et espèrent profiter des traités conclus par les puissances avec la Corée, supposés lui assurer une certaine reconnaissance internationale, pour freiner l'expansion japonaise sur le continent.

DÉFAITE EN CORÉE

Inquiets de l'influence que l'un ou l'autre pourrait vouloir exercer en Corée, les gouvernements chinois et japonais finissent par conclure en 1885 un accord interdisant à chacun des deux États d'y envoyer des troupes sans avoir averti l'autre par écrit de ses intentions. Mais le désir d'expansion continue de s'affirmer au Japon : les dirigeants japonais sont persuadés que la consolidation de l'État doit passer par une affirmation de la puissance nationale, se manifestant par un plus grand rôle politique dans la région. Pour certains, cela veut dire que la Corée doit accepter une influence accrue du Japon, sinon un contrôle direct, afin de renforcer les liens économiques de plus en plus étroits entre les deux pays : 90 % des exportations coréennes à la fin du XIX^e siècle – essentiellement du riz et du soja – vont au Japon, où elles s'échangent contre des produits manufacturés japonais ou occidentaux.

L'occasion d'intervenir se présente en 1894 lorsque les autorités coréennes demandent aux Chinois de leur envoyer des troupes pour les aider à réprimer une révolte. Considérant l'opération comme une violation de l'accord de 1885, le Japon envoie en réponse un corps expéditionnaire qui défait rapidement les forces chinoises en Corée avant de poursuivre vers la péninsule de Liaodong, ce qui constitue une menace autrement grave pour le gouvernement des Qing. Le traité de Shimonoseki, signé en 1895, qui met fin aux hostilités, donne au Japon des droits territoriaux sur la péninsule du Liaodong et sur l'île de Taiwan, ainsi qu'une indemnité de plus de 300 millions de yens. Le Japon est devenu la première puissance impérialiste non occidentale de la fin du XIX^e siècle.

La défaite face aux Japonais convainc les intellectuels chinois que ceux-ci ont réussi bien mieux que la Chine à s'initier aux techniques occidentales conduisant à la puissance et à la richesse. Du coup, ils se préoccupent davantage d'imiter la façon dont les Japonais ont tiré parti des sciences et des techniques occidentales et d'étudier attentivement leurs institutions politiques. L'empire agrarien des Qing a manifestement perdu au bénéfice du Japon sa prééminence politique sur la scène extrême-orientale – et il va en être ainsi pour au moins un siècle. Économiquement aussi, les Japonais ont >>>

Si faible qu'il ait été, le gouvernement de la fin des Qing a fourni la base sur laquelle le régime actuel a pu créer un État fort, et édifier une Chine nouvelle

À SAVOIR

Visite à la Cité interdite

Véritable ville dans la ville, la Cité interdite à Pékin comptait deux parties principales : la cour extérieure, où l'on tenait la plupart des grandes cérémonies officielles sous les Ming et les Qing, et la cour intérieure, au nord de la première, qui abritait la résidence des empereurs et de leurs proches. Vingt-quatre souverains successifs y habitèrent entre 1420 et 1911. Contrairement à ce que le terme « interdite » peut laisser penser, les quelques centaines d'hectares du Palais n'étaient pas totalement inaccessibles. Dirigeant le pays depuis ce lieu, les empereurs y recevaient chaque jour en audience des fonctionnaires. Des centaines de soldats en assuraient la sécurité et des milliers d'eunuques et de servantes se chargeaient de l'intendance au quotidien. Son accès n'en demeurait pas moins strictement réglementé, si bien que, pour une majorité d'habitants, elle était associée aux hautes murailles qui en délimitaient l'espace et forçaient à de longs détours. Les connaissances extrêmement parcellaires dont disposait la population sur la Cité interdite alimentaient l'aura de mystère entourant un souverain dont la tradition voulait qu'il demeure à l'abri des regards. Après la chute du régime impérial en 1912, la ville demeura le siège du gouvernement central républicain jusqu'en 1928, date à laquelle Nankin devient capitale. Victorieux en octobre 1949, les communistes rendent à Pékin son statut de première ville et préservent la Cité interdite, installant le pouvoir dans le parc impérial de Zhongnanhai.

D'après Luca Gabbiani, *L'Histoire* n° 300, p. 43.



>>> délogé les Chinois de leurs positions dominantes : leurs soies remplacent les soies chinoises sur les marchés occidentaux, et leurs cotonnades supplantent celles de Chine sur les marchés asiatiques.

En somme, le Japon de l'empereur Meiji s'est substitué à la Chine des Qing pour devenir le centre politique et le moteur économique de l'Asie orientale, alors même que celle-ci se trouvait de plus en plus étroitement connectée à un ordre international dominé par les puissances occidentales.

LE MAUVAIS PROCÈS FAIT À CIXI

Certains ont voulu trouver des raisons dynastiques à ce déclin. À la mort de l'empereur Xianfeng, en 1861, la mère de son seul fils survivant devient l'impératrice douairière Cixi ou Tseu Hi, et elle va exercer un pouvoir considérable pendant près d'un demi-siècle. Monté sur le trône à l'âge de 5 ans, le nouvel empereur, Tongzhi, meurt à 19 ans ; pour lui succéder, Cixi choisit alors son neveu âgé de 3 ans, qui régnera sous le nom de Guangxu.

En dehors d'une brève période à la fin des années 1890 où Guangxu essaie, contre l'avis de l'impératrice douairière, de lancer un train de réformes radicales – pour réorganiser l'armée, moderniser l'enseignement, doter l'empire d'un véritable budget –, Cixi semble avoir toujours réussi à imposer à la Cour la ligne politique qui avait sa préférence. Or si la Cour elle-même n'a plus l'efficacité qu'avaient réussi à lui donner les empereurs au XVIII^e siècle, la bureaucratie se révèle capable d'assumer les problèmes de politique intérieure aussi bien que les affaires étrangères. Malgré l'absence de direction ferme du côté du trône, l'État tient bon face aux rebelles et aux diplomates.

À vrai dire, les conditions dans lesquelles il fallait gouverner étant infiniment plus difficiles que pendant la première moitié de la dynastie, on ne pouvait espérer des empereurs du XIX^e siècle qu'ils exercent un leadership fort. Par le passé, l'empereur Kangxi (1661-1722) avait pu commander en personne plusieurs campagnes militaires, encourager une bureaucratie encore relativement peu nombreuse à prendre des initiatives, comme d'enregistrer les terres agricoles nouvellement défrichées ou de mettre sur pied des greniers publics pour faire face aux crises de subsistance.

Son successeur, Yongzheng (1722-1735), avait œuvré énergiquement pour améliorer l'efficacité de l'administration et faire en sorte que les fonctionnaires aient davantage à répondre de leurs actions. L'empereur Qianlong (1735-1796), quant à lui, avait poursuivi ces efforts ; il était allé plus loin encore pour renforcer le contrôle du pouvoir central sur les fonctionnaires de la base, et il avait réussi à établir définitivement la



L'INDUSTRIALISATION MANQUÉE Une usine textile vers 1900 : le textile est l'une des rares industries à s'être développée en Chine à la fin du XIX^e siècle. Mais il se heurte à la concurrence japonaise. Limitée, l'industrialisation a peu marqué l'ensemble du pays, resté rural (ci-contre, Mandchourie vers 1900-1920).

domination de la Chine sur l'Asie centrale. Mais à la fin du XVIII^e siècle, le traitement des informations et la coordination des décisions entre les différents niveaux de l'État étaient devenus beaucoup plus difficiles, et l'efficacité du gouvernement ne pouvait qu'en pâtir.

Un empereur plus énergique aurait-il fait une grande différence à la fin du XIX^e siècle ? La question n'est pas triviale, car la responsabilité que l'on attribue habituellement à l'impératrice douairière en raison de son opposition à toute réforme politique dans les années 1890 implique que si la Cour avait été plus clairvoyante, l'action de l'État aurait pu servir plus efficacement la modernisation de la Chine.

Mais il n'est que de songer aux défis qu'il fallait affronter. Si un effort considérable de réorganisation de l'administration a bien été entrepris à partir de 1901, les difficultés étaient bien plus grandes qu'au Japon au moment de la restauration Meiji, près de quarante ans plus tôt. En dépit de ses limites et des problèmes qu'elle rencontrait, la bureaucratie des Qing restait un ensemble vaste et complexe d'institutions : il y avait trop d'activité administrative en cours pour qu'il soit réaliste de vouloir soudain tout changer.

Et, au-delà de l'organisation de la bureaucratie elle-même, encore fallait-il savoir ce qu'elle devrait promouvoir et mettre en œuvre. Les fonctionnaires les plus familiers des pratiques de l'Occident souhaitaient en imiter la richesse et la puissance, mais il

n'existait pas de modèle simple qu'on pût copier pour industrialiser une économie. Plus important peut-être, l'expérience des pays occidentaux ne renseignait guère sur la manière de s'attaquer à la pauvreté économique dans les campagnes : la plupart des sociétés européennes s'étaient détournées de la scène rurale au fur et à mesure qu'elles s'urbanisaient et s'industrialisaient. Par contraste, le poids écrasant du monde rural dans la société chinoise faisait que les dirigeants de l'empire n'avaient guère de choix.

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, il est peu probable que les insuffisances de l'impératrice douairière ou le fait que le dernier empereur ait encore été en bas âge au moment de la révolution de 1911 aient joué un rôle essentiel dans le déclin politique de la dynastie des Qing.

Il n'est en fait guère surprenant que celle-ci se soit effondrée, ni que la Chine ait ensuite plongé dans près de quatre décennies de divisions internes et d'interventions étrangères. Ce qui est unique dans l'histoire mondiale, c'est l'émergence en 1949 d'un État postimpérial ayant pu convaincre la communauté internationale de ses droits sur la quasi-totalité des territoires sur lesquels régnaient les Qing à leur apogée : il n'y a pas d'exemple, même approché, d'un État succédant ainsi à un vaste empire agrarien et réussissant à en préserver le domaine jusqu'en plein XXI^e siècle.

Si faible et inefficace qu'il ait été, le gouvernement de la fin des Qing a fourni la base sur laquelle le régime actuel, entré dans l'histoire longtemps après la chute de l'empire, a eu la possibilité de créer un État fort et édifier une nouvelle Chine.

Traduction de Pierre-Étienne Will.

Chiang Kai-shek, malheur aux vaincus

La Chine de Chiang Kai-shek est l'un des cinq membres du conseil de sécurité de l'ONU en 1945. En 1949, vaincu par Mao, Chiang se replie à Taïwan et est lentement oublié. Comment expliquer cette ascension ? Et cette chute ?

par **ALAIN ROUX**

Professeur des universités émérite,

Alain Roux a publié *Le Singe et le Tigre. Mao, un destin chinois* (Larousse, 2009). Il prépare une biographie de Chiang Kai-shek.

Q quatre fortes personnalités ont dominé l'histoire de la Chine au ^{xx}e siècle. Trois d'entre elles ont acquis un statut indiscutable : Sun Yat-sen est « le père de la nation », Mao Zedong le fondateur de la République populaire de Chine et Deng Xiaoping l'initiateur d'une réforme (gaïze) qui fit de la Chine durant ces dernières années la deuxième puissance économique du monde. Il est plus difficile d'évaluer le rôle de Chiang Kai-shek. En 1943, à la conférence du Caire, il siège aux côtés de Roosevelt et de Churchill pour coordonner les opérations de guerre contre le Japon. Avec Staline, il était un des quatre Grands. La Chine nationaliste, rejointe par la France, devint en 1945 un des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. Mais, vaincu par les communistes dirigés par Mao Zedong dans la guerre civile qui les opposait aux nationalistes du Guomindang*, Chiang Kai-shek se réfugia en décembre 1949 dans l'île de Taïwan et ne présida plus qu'une République de Chine réduite aux dimensions de la Belgique. En octobre 1971, la République populaire de Chine (RPC) remplaçait la République de Chine (ROC) à l'ONU.

L'ASCENSION D'UN MILITAIRE

Un bref rappel des étapes de la carrière du généralissime explique ce destin déroutant. Né en 1887 à Xikou, au Zhejiang, dans une famille de paysans riches devenus des commerçants sous licence – un statut qui



Chiang Kai-shek, en 1945.



Parmi les Grands A la conférence du Caire, en 1943, Chiang Kai-shek, à gauche, pose aux côtés de Roosevelt et Churchill. Il fait alors partie, avec Staline, des quatre Grands.

ressemble à celui de nos buralistes –, sans être de véritables notables, Chiang a été orphelin de père dès sa neuvième année et a eu des relations difficiles avec une mère autoritaire qui ne l'aimait guère. Il choisit très tôt la carrière militaire pour « sauver » son pays menacé d'être dépecé par le Japon et les impérialismes dominants.

Toute sa vie, il aime porter l'uniforme, qui seyait à sa silhouette élégante et lui donnait une certaine prestance malgré sa taille médiocre. Son regard inquisiteur confirmait cette allure martiale, tout en inquiétant ses visiteurs, d'autant plus que Chiang se montra très tôt autoritaire, brutal lors de terribles colères, impitoyable et rancunier envers ses ennemis.

Ayant participé activement à la révolution de 1911 (cf. Lucien Bianco, p. 22), il devient général à un peu plus de 30 ans, après quelques années troubles à Shanghai passées dans le monde des sociétés secrètes. Cet aventurier suit Sun Yat-sen par ambition ou par conviction. Ils s'impose dès avant la mort du « père de la nation » en 1925 comme un des principaux dirigeants du Guomindang qui a besoin de ses compétences militaires pour unifier la Chine partagée entre militaristes rivaux. Il prend la tête de l'expédition du Nord (Beifa) qui, à partir de l'été 1926, défait successivement les

armées des seigneurs de la guerre. Il sait tirer profit de la mobilisation populaire, notamment paysanne, pour compenser son infériorité numérique. A partir du 12 avril 1927, à Shanghai, puis dans toute la Chine du Sud, il élimine brutalement les communistes, ses anciens alliés, et réprime dans le sang les mouvements populaires. C'est à ce prix qu'il parvient en apparence à unifier le pays sous son autorité à l'automne 1928.

Entre 1928 et 1937, depuis sa capitale de Nankin, où le Guomindang a mis en place les rouages essentiels d'un État qu'il se propose de moderniser, Chiang Kai-shek domine la vie politique. Le bilan de cette décennie est l'objet de controverses entre historiens. Il est difficile d'apprécier une œuvre lourdement hypothéquée par le contexte militaire et économique. Aggressions japonaises (la Mandchourie est envahie dès septembre 1931), rébellions de seigneurs de la guerre refusant tout contrôle, opérations militaires pour réduire les zones tenues par les communistes qui mènent de leur côté une stratégie insurrectionnelle, se succèdent (cf. Yves Chevrier, p. 32). A quoi s'ajoute la crise économique consécutive au krach de 1929 qui touche la Chine avec un peu de retard. Le pouvoir nationaliste ne s'exerce guère que sur les régions du bas Yangzi et de Chine orientale (cf. carte, p. 34).

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.

Chiang a perdu un conflit qu'il ne pouvait pas gagner. Le régime, miné par la corruption et l'inflation, reposait sur une armée déconsidérée et démoralisée

La Chine ne retrouve un certain calme qu'en 1936. Le gouvernement de Nankin tente alors de mettre en place une Constitution qui mettrait fin à la tutelle autoritaire absolue du parti Guomindang pour passer à une sorte d'autoritarisme éclairé. Ce projet constitutionnel, qui évoque la Constitution du Consulat en France, repose sur un système électoral de collèges et de suffrage indirect masculin dominé par les notables, tout en maintenant quasi intacte l'autorité suprême du président Chiang Kai-shek. Au même moment, on assiste à l'affirmation du rôle de l'État dans l'économie avec le lancement en 1936 d'un plan quinquennal, qui avortera du fait de la guerre. Mais le secteur industriel ne représente toujours que 10 % en valeur d'une production chinoise encore très largement agricole (65 % du PIB et quatre cinquièmes de la population). Le dirigisme proclamé en matière économique par le Guomindang reste largement velléitaire. « L'incident de Xian », un putsch fomenté par des généraux qui arrêtaient Chiang en décembre 1936, puis finissent par le relâcher, traduit la fragilité du régime, mais aussi, paradoxalement, la popularité de son chef.

En somme, en 1937, le régime instauré par Chiang Kai-shek était sans doute mal parti mais il conservait encore ses chances : il n'avait disposé que de moins d'un an d'une sérénité relative pour faire ses preuves !

GUERRE SUR TOUS LES FRONTS

Les douze années suivantes (1937-1949) sont des années de guerre générale contre le Japon et de guerre civile – parfois des deux à la fois –, à l'exception de quelques mois de trêve durant l'été 1945. La militarisation du régime, qui lui était largement consubstantielle, s'accélère. L'armée en est le pilier central : elle s'appuie sur des réseaux politiques et les services secrets qui surveillent la loyauté de ses chefs envers Chiang. L'assiette du régime est donc fragile : il lui manque des forces sociales modernes suffisamment développées dans cette Chine encore massivement rurale. D'autant plus que le sort des armes face aux Japonais est constamment défavorable, malgré le courage et la détermination des combattants chinois et de leur chef.

Fin 1937, après diverses tractations secrètes, communistes et nationalistes s'allient contre leur ennemi commun, le Japon. Les communistes préservent leur autonomie territoriale et militaire, tout en modérant fortement la réforme agraire dans les régions qu'ils contrôlent. Mais la défaite subie face au Japon lors de la bataille de Shanghai à l'automne 1937 et la chute de Wuhan en octobre 1938 ouvrent une longue période d'une guerre de position démoralisante. Replié au Sichuan où Chongqing est devenu la capitale de guerre, le régime s'enlise dans la Chine intérieure ultra traditionnelle. L'inflation galopante en sape les bases déjà fragilisées par les défaites militaires.

Malgré les accords passés, la guerre civile entre communistes et nationalistes couve sous les braises. L'élimination par les armées nationalistes de la « nouvelle quatrième armée communiste » en janvier 1941 et le blocus sévère qu'elles opèrent des régions sous contrôle communiste au nord du Shaanxi font douter des priorités du régime. L'entrée en guerre des États-Unis après Pearl Harbor en décembre 1941 donne un répit et Chiang Kai-shek doit à son courageux refus de capituler d'être invité à la conférence du Caire en 1943. Mais, en 1944, l'ultime offensive terrestre japonaise (appelée Ichigo) tourne au désastre pour une armée nationaliste déconsidérée et démoralisée.

Quand le Japon capitule en août 1945, la victoire a un goût amer pour Chiang Kai-shek. Celui-ci doit, de plus, sous la pression américaine, accueillir à Chongqing Mao Zedong avec qui il signe un accord en vue de négociations pour mettre sur pied un gouvernement de coalition – accord que ni lui ni le chef communiste devenu son challenger n'ont l'intention de respecter.

La guerre civile qui n'a jamais totalement cessé reprend en effet au printemps 1946. Le combat est inégal sur le papier, les armées nationalistes étant beaucoup plus nombreuses et partiellement équipées par les États-Unis qui ne ménagent pas leur aide, d'autant



MILITARISME, CONSERVATISME ET AUTORITARISME

Ci-contre : Chiang Kai-shek s'adressant à l'Académie militaire de Nankin, en 1935. Ci-dessus : à Taïwan, lors de la commémoration du 59^e anniversaire de la fondation de la Chine nationaliste (en 1911), Taipei, 10 octobre 1970.

plus que la guerre froide commence. Mais, après quelques succès trompeurs, comme la prise de Yan'an en mars 1947, les armées de Chiang Kai-shek sont en difficulté dès l'automne de cette même année.

Les difficultés militaires se doublent d'une désaffection croissante de la population à l'égard des nationalistes. Leur victoire initiale s'est accompagnée d'un retour à l'ordre ancien tandis que les communistes ont lancé avec une vigueur nouvelle une réforme agraire qui leur rallie la paysannerie. A la ville, les gens qui avaient suivi le gouvernement dans les provinces de l'intérieur adoptent, dès leur retour à Shanghai et en Chine orientale, un comportement revanchard à l'encontre de ceux qui avaient subi l'occupation japonaise tenus pour des traîtres. Les manipulations monétaires, les spoliations et une inflation galopante rendent les nationalistes impopulaires. Le régime ne repose plus guère que sur son armée qui elle-même se décompose à partir des défaites stratégiques de Shenyang en Mandchourie à l'automne 1948, puis de la bataille de Huaihai dans la plaine centrale en janvier 1949. Le ralliement enthousiaste aux communistes des uns et la résignation des autres, lassés ou excédés par le comportement du Guomindang, entraînent rapidement la débâcle du régime républicain.

Chiang a perdu un conflit qu'il ne pouvait pas gagner. Il avait refusé dès les années 1930 les réformes sociales et politiques indispensables pour moderniser la Chine. Son régime, miné par la corruption et l'inflation, reposait sur une armée déconsidérée et démoralisée. Enfin, il avait choisi la Mandchourie pour l'épreuve de force finale, contre l'avis de ses conseillers américains, région où les communistes pouvaient bénéficier à plein de l'aide militaire soviétique, alors que ce terrain de bataille étirait dangereusement les lignes de communication nationalistes.

L'EXIL À TAÏWAN

Chiang Kai-shek se replie avec un million de civils et 600 000 soldats dans l'île de Taïwan. Il compte partir à la reconquête du continent perdu en s'appuyant sur la grande île dont il fait un réduit fortifié. L'aide américaine lui en fournit les moyens, d'autant plus que la guerre de Corée à partir de juin 1950 renforce l'intérêt stratégique de Taïwan devenue pour le Pentagone « une porte-avions insubmersible ». On évalue le montant de cette aide à 1,5 milliard de dollars, soit la plus grosse aide américaine dans le monde en considération de la population. Les Américains exigent en retour que ce régime ultra-conservateur et répressif mette en œuvre des réformes structurelles, dont une réforme agraire opérée à partir de 1950.

L'effet combiné de l'exode rural, de la révolution verte et de la création d'une bourgeoisie à partir d'une politique interventionniste de l'État qui a confisqué les biens japonais, entraîne, à partir des années 1960, un bouleversement en profondeur de la société mal compris par Chiang. Ce dernier persiste dans son autoritarisme paternaliste de plus en plus anachronique. Une opération de la prostate ratée en 1962, un accident de voiture en 1969, puis un collapsus cardiaque fin juillet 1972, qui provoque un coma profond jusqu'en janvier 1973, l'écartent peu à peu du pouvoir.

Malgré la condamnation par les tribunaux de divers libéraux ou indépendantistes, un Taïwanais « de souche », qui avait fui l'occupation japonaise sur le continent, est élu en 1972 à la tête du gouvernement. Néanmoins, quand Chiang Kai-shek meurt le 5 avril 1975, la route vers la démocratie est encore longue. Aussi me paraît-il abusif de lui en attribuer le mérite : il l'a retardée tant qu'il l'a pu et ce n'est qu'en 1986 que le virage décisif sera pris par son fils Chiang Ching-kuo. ■



FRÈRES ENNEMIS

Mao et Chiang Kai-shek trinquent ensemble, à Chongqing, en 1946. Les relations entre Parti communiste et Guomindang ont été chaotiques : alliance entre 1922 et 1927, rompue par le massacre de communistes à Shanghai ; front uni de 1937 à 1946, ce qui n'empêche pas la lutte de se poursuivre entre les deux camps avant la guerre déclarée.



D'une révolution à l'autre

La révolution de 1911 avait voulu réunifier et moderniser un pays attardé. C'est tout le contraire qui se produit : son échec ouvre une ère de guerres civiles, de brigandage et de conflit avec le Japon. En 1949, les communistes peuvent ramasser la mise.

par **LUCIEN BIANCO**

Directeur d'études à l'EHESS,

Lucien Bianco a notamment publié *Jacqueries et révolutions dans la Chine du xx^e siècle* (La Martinière, 2005).

Cet article est la version revue et mise à jour de « Comment la Chine est devenue communiste », publié dans *L'Histoire* n° 300, pp. 76-81.

Le 1^{er} janvier 1912, Sun Yat-sen proclame la République à Nankin. Le pays entre dans une ère de troubles et de divisions ; les structures assurant la pérennité de l'empire (légitimité de l'empereur, administration) s'écroulent. Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la République populaire à Pékin. Comment en est-on arrivé là ?

à l'autre

LES PREMIERS INSURGÉS

C'est dans une caserne de Wuchang (aujourd'hui Wuhan), en Chine centrale, qu'éclate la révolution du 10 octobre 1911 qui va, en quelques mois, abattre l'empire millénaire.

La Chine était grosse d'une révolution depuis la fin du xix^e siècle, mais certainement pas d'une révolution communiste. Exploitées et misérables, les masses chinoises, essentiellement paysannes, n'étaient pas pour autant prêtes à se soulever et leur sort ne préoccupait guère les premiers révolutionnaires : ceux-ci se souciaient uniquement de leur patrie, assiégée par l'impérialisme triomphant.

UNE RÉPUBLIQUE POUR SAUVER LA CHINE

La révolution chinoise a donc commencé par être nationaliste. Elle ne pouvait s'accomplir qu'en se mettant à l'école de ceux qu'elle combattait : comme les Japonais de l'ère Meiji, les Chinois devaient copier les barbares d'Occident afin de leur résister ; le pays ne deviendrait fort qu'en empruntant leurs techniques, leur science et certains de leurs principes, autrement dit en acceptant de mettre en question son propre héritage, de rompre avec l'« essence » chinoise nationale,

pour faire aboutir la modernisation. Tel est le paradoxe des premiers révolutionnaires.

La révolution éclate à Wuchang, en Chine centrale, le 10 octobre 1911. Il lui suffit de quelques mois pour l'emporter : les unes après les autres, les provinces proclament leur indépendance vis-à-vis de Pékin ; la République est proclamée à Nankin le 1^{er} janvier 1912 ; l'empereur (Puyi, âgé de 5 ans !) est contraint d'abdiquer dès février 1912. Cette abdication, cependant, est négociée par un homme de l'ancien régime, Yuan Shikai, devant lequel le leader nationaliste Sun Yat-sen (cf. p. 24), qui n'a ni armes ni argent, doit s'effacer. C'est Yuan Shikai qui est reconnu président de la nouvelle République en mars 1912.

Ce n'est pas parce qu'elle dresse les Han* contre les empereurs mandchous que la révolution de 1911 est nationaliste. Certes, l'origine étrangère de la dynastie a fourni des arguments à sa rhétorique. Mais le grand tort du régime impérial est d'être incapable de bouter les Occidentaux hors de Chine. D'où l'illusion qu'un régime républicain, autre emprunt à l'Occident, sera plus >>>



SUN YAT-SEN

Né en 1866 dans une famille paysanne, Sun Yat-sen, médecin, converti au christianisme, lutte contre les Mandchous dès 1894. La révolution de 1911 éclate alors qu'il se trouve aux États-Unis. Le 1^{er} janvier 1912, il proclame la république. La même année, il fonde le Guomindang, le parti nationaliste. Il meurt en 1925.

En 1925-1927 éclate une révolution « 1 bis » : elle permet au Guomindang, le parti nationaliste fondé par Sun Yat-sen, de prendre le pouvoir en 1928

de la conférence de la paix à Versailles, des étudiants descendent dans la rue à Pékin pour protester contre la décision de transférer au Japon les droits (concessions ferroviaires, base de Qingdao, etc.) que l'Allemagne avait acquis deux décennies auparavant en 1898 dans la province du Shandong. Bientôt le mouvement s'étend, gagne les milieux commerçants et ouvriers. Il donne force au courant iconoclaste des modernisateurs, Chen Duxiu en tête, qui, contre la tradition nationale, exaltent la raison, la science et la démocratie pour sauver la nation.

En 1925-1927 éclate une révolution « 1 bis » : elle permet au Parti nationaliste, le Guomindang*, fondé par Sun Yat-sen en 1912, de conquérir le pouvoir en 1928. C'est le nationalisme qui, dans ce mouvement encore, a été déterminant. Mais le Guomindang n'est parvenu à ses fins qu'en s'entendant avec les communistes contre les seigneurs de la guerre. Également soucieux de moderniser le pays, ces frères ennemis se sont un temps entendus contre les tenants de la tradition : un « front uni » encouragé par les Soviétiques dès 1922. L'alliance est brève ; les nationalistes ne tardent pas à se retourner contre les communistes : le 12 avril 1927, c'est le « coup de Shanghai », le massacre des communistes.

LE MOUVEMENT DU 4 MAI 1919

Trois mille étudiants manifestent à Pékin contre le traité de Versailles qui attribue le Shandong au Japon. Ils sont liés au « Mouvement pour une nouvelle culture » fondé vers 1915 en réaction aux valeurs confucéennes. Le 4 mai reste la fête de « la Jeunesse » en République populaire de Chine, de « la Littérature » à Taïwan.



>>> fort et parviendra à unifier les Chinois – qui ressemblent alors à du « sable dispersé » selon l'expression de Sun Yat-sen.

C'est tout le contraire qui se produit : la République n'échoue pas seulement à unifier et à fortifier la Chine, elle va la rendre plus faible et désunie. Dès 1916, les « seigneurs de la guerre » se disputent la plus grande partie du territoire. La première cause de la révolution communiste, c'est donc tout simplement l'échec de la révolution précédente, qui a remplacé l'empire par un régime encore plus démuni face aux menées impérialistes.

Avant la fin de la décennie 1910, l'amer constat s'impose aux modernisateurs les plus radicaux : on ne sauve pas la Chine en changeant son régime politique, le mal est plus profond et plus intime, le remède plus drastique. Ils préconisent donc de renier le confucianisme et son cortège de principes pieusement transmis de génération en génération, autrement dit de « déchinoiser » la Chine afin d'assurer sa survie.

« J'aimerais mieux assister à la ruine de notre quintessence nationale qu'à l'extinction définitive de notre race, en raison de son inaptitude à survivre » : l'auteur de cette profession de foi, Chen Duxiu, est l'homme qui, en 1920-1921, fonde le Parti communiste chinois* – qu'il dirige jusqu'en 1927. Le nationalisme, qui a transformé Chen en un occidentaliste à tous crins, motive aussi sa conversion au marxisme. Paradoxe : cette doctrine empruntée à l'Occident est celle qui condamne celui-ci – encore plus nettement depuis que Lénine a fait de l'impérialisme le stade suprême du capitalisme.

Le nationalisme, toujours lui, rend compte d'un autre paradoxe : celui du mouvement du 4 mai 1919, manifestation patriotique qui a correspondu à une mise en cause radicale de la civilisation chinoise. Que s'est-il passé ? Dès que sont connues en Chine les nouvelles



À SAVOIR

1927, le coup de Shanghai

En mars 1927, une insurrection ouvrière libère Shanghai de la domination d'un seigneur de la guerre (ci-dessus). C'est alors que, la nuit du 11 au 12 avril, le général Chiang Kai-shek rompt avec ses alliés communistes et les fait arrêter et parfois massacrer.

Avec ce coup de force de 1927, nous avons toutefois moins affaire à une révolution qu'à l'unification du pays, accomplie, après la mort de Sun Yat-sen en 1925, par un général victorieux, Chiang Kai-shek, aux dépens des seigneurs de la guerre rivaux. Cependant, cette unification est incomplète, voire de pure forme : en théorie ralliés au nouveau régime, les principaux seigneurs de la guerre maintiennent leur autonomie. Menacée de surcroît par les communistes, qui n'ont aucune raison de pardonner la trahison de Chiang et qui se lancent dans la rébellion, l'unité nationale ne peut être que précaire – de fait, elle ne sera pleinement rétablie qu'en 1949. Face à un Guomindang incapable d'imposer sa loi, c'est la révolution communiste qui va l'emporter. Comment l'expliquer ?

Rappelons d'abord que les communistes n'étaient pas moins nationalistes que les autres, comme l'illustrent à l'envi les mémoires rédigés par une journaliste américaine du futur chef de l'Armée rouge* Zhu De ou les articles publiés à Paris au début des années 1920 par le jeune Zhou Enlai. Persuadé que Lénine était en train de moderniser une Russie arriérée, maint intellectuel nationaliste était impatient de transposer en Chine une méthode qui semblait avoir fait ses preuves.

Comparant Mao au leader yougoslave Tito, le politologue Chalmers Johnson a même identifié les communistes chinois à des nationalistes qui auraient gagné le soutien des masses paysannes en animant la résistance à l'envahisseur nippon¹. Bien que cette thèse soit excessive et unilatérale, c'est incontestablement l'invasion japonaise qui a permis aux communistes de l'emporter : la révolution chinoise fille de la Seconde Guerre mondiale, comme la révolution russe de la Première.

Qui veut donner sens à l'épithète « communiste » accolée à cette révolution est néanmoins obligé de

s'arrêter un moment sur les relations entre communistes et paysans, vrais « damnés de la terre » jaune. Si les révolutionnaires voulaient tous édifier une Chine forte et prospère, les communistes prétendaient aussi défendre les déshérités contre leurs exploiters. Dans un pays agricole où le prolétariat industriel représentait en 1949 moins de 2 % de la population, les pauvres dont il importait de promouvoir la condition, c'était avant tout les paysans.

REPLI STRATÉGIQUE DES VILLES AUX CAMPAGNES

C'est la principale raison du choix de Mao Zedong, qui transfère, à partir de 1927, le combat révolutionnaire des villes aux campagnes – une raison accessoire à ce déplacement étant que l'océan rural fournit un refuge aux militants communistes massacrés dans les villes. De 1927 à 1934, Mao tente de mobiliser les paysans pauvres du Jiangxi en leur distribuant la terre des riches. Non pas dans tout le Jiangxi, mais dans ses régions les plus sous-développées, et ce pour des raisons stratégiques et non sociales : il est plus facile de se terrer et de maintenir une armée dans les collines et montagnes mal administrées que le long des voies de communication. Mao y fonde en 1931 une « République soviétique chinoise ».

NOTES

*Cf. lexique, p. 94.
1. C. Johnson, *Nationalisme paysan et pouvoir communiste : l'émergence de la Chine révolutionnaire, 1937-1945*, traduction française, Payot, 1969.

Les souffrances et l'arbitraire n'ont pas rendu les masses révolutionnaires ; elles les ont conduites à rêver d'ordre, de calme, de paix, d'un peu moins d'injustice

Il n'est pas seul dans cette entreprise révolutionnaire. Différentes bandes communistes établissent des bases dans d'autres provinces chinoises. Mais toutes cèdent sous les attaques des troupes du Guomindang. C'est lorsque la « République soviétique du Jiangxi » s'effondre à son tour que les communistes entament leur Longue Marche* : en octobre 1934, 86 000 hommes prennent la route du sud-ouest ; après maints détours, ils seront 8 000 à parvenir un an plus tard dans le Shaanxi septentrional, à l'issue d'un parcours de près de 10 000 km. Ils y établiront leur capitale à Yan'an. Épopée et plus encore mythe, la Longue Marche est d'abord une retraite, une fuite éperdue pour préserver l'instrument de la conquête du pouvoir : l'armée et ses chefs politiques et militaires.

Réfugiés dans une région plus désolée que les plus inhospitalières collines du Jiangxi méridional, les communistes auraient fort bien pu être liquidés par les armées de Chiang Kai-shek, sans la menace que l'impérialisme japonais fait peser sur le pays. Le Japon, en effet, qui a envahi la Mandchourie en 1931, progresse inexorablement vers l'ouest et le sud.

Chiang, qui connaît bien l'état réel des troupes chinoises, sait que la Chine n'est pas de taille à résister à l'empire du Soleil-Levant. Il tâche donc de gagner du temps, de mettre sur pied une armée moderne et de parachever l'unification du pays avant de le défendre contre l'agresseur. Mais cette « politique d'apaisement » dresse contre lui l'opposition déterminée d'une opinion nationaliste de plus en plus impatiente d'en découdre avec le Japon. Elle exige que les Chinois cessent de se combattre entre eux, autrement dit que Chiang ne pourchasse plus les communistes.

Ceux-ci entonnent pour leur compte le refrain nationaliste et travestissent leur fuite (la Longue Marche) en une « marche vers le nord pour résister au Japon ». Le général chargé d'« annihiler les bandits communistes » s'abstient de les combattre, rencontre Zhou Enlai et finit, le 12 décembre 1936, par capturer Chiang dans l'espoir de le contraindre à faire la paix avec les communistes afin que la Chine résiste unie à l'envahisseur. Il semble y être parvenu lorsqu'il relâche Chiang : un nouveau front uni entre communistes et nationalistes est conclu (il durera jusqu'en 1946).

LA POUSSÉE COMMUNISTE

Chiang manifeste désormais plus de fermeté à l'égard des Japonais. Pas plus grave pourtant que d'autres qui l'ont précédé, un accrochage entre Japonais et Chinois au pont Marco-Polo près de Pékin, le 7 juillet 1937, précipite une guerre devenue inévitable.

Elle durera huit ans. Huit années pendant lesquelles les Armées rouges (huitième armée de route au nord du pays, quatrième armée nouvelle à l'est) font plus que décupler leurs effectifs, pour atteindre 900 000 hommes. S'y ajoute une milice deux fois plus nombreuse, des cadres aguerris répartis dans une vingtaine de bases régionales peuplées de 95 millions de paysans. Fort de 1 200 000 membres, le Parti communiste constitue dès 1945 un prétendant sérieux au pouvoir sur le pays entier.

C'est surtout en Chine du Nord, accessoirement en Chine de l'Est, que le Parti a progressé, dans des régions occupées par les Japonais. Cette occupation, que l'insuffisance des effectifs nippons limite aux villes et aux voies de communication, laisse de larges interstices

À SAVOIR

Les seigneurs de la guerre

Après la révolution de 1911, profitant de ce que la République de Chine est dépourvue d'autorité centrale forte, les détenteurs locaux du pouvoir militaire tentent de consolider leur emprise dans les zones qu'ils contrôlent et participent au marché de l'opium. Près de 1 300 armées privées, essentiellement composées de paysans, s'affrontent jusqu'en 1928, date de la fin officielle des seigneurs de la guerre (de nombreuses factions militaires continuent cependant d'exister jusqu'en 1949). On estime que 2 millions de soldats ont participé à ces conflits, qui ont détruit l'État, ruiné les paysans et participé à la désintégration du territoire (le Tibet devient indépendant, la Mongolie passe sous la main de l'URSS et le Xinjiang échappe à tout contrôle). Ci-contre, les membres de l'armée du général Zhang Zuolin en fuite le 26 juin 1922.



NATIONALISTES CONTRE MAOÏSTES Pendant la guerre civile, Chiang Kai-shek mène plusieurs campagnes contre la république soviétique de Ruijin (Jiangxi), fondée par Mao en 1931.

ruraux disputés entre guérillas nationalistes, communistes et indépendantes, voire sociétés secrètes ou bandes de brigands. Les communistes consacrent davantage d'efforts à progresser aux dépens du rival nationaliste qu'à résister à l'envahisseur, ce qu'ils font néanmoins, parfois, à leurs dépens.

C'est ainsi que, d'abord victorieuse, l'offensive « des Cent Régiments », lancée en août 1940 par le général Peng Dehuai, provoque ensuite de terribles représailles qui fragilisent plusieurs bases communistes. En 1941-1942, l'essentiel devient pour la guérilla communiste de survivre et de préserver l'outil : armée et cadres d'une hypothétique expansion future.

La progression de l'Armée rouge est plus aisée à partir de 1944-1945 lorsque les Japonais dégarnissent les troupes stationnées en Chine du Nord afin de résister aux Américains dans le Pacifique et de lancer une gigantesque offensive (« campagne Ichigo ») contre Chiang Kai-shek.

Les « masses paysannes » chères à l'historiographie maoïste ont-elles aidé cette expansion ? Pas au début, pas spontanément ensuite. Dès les premiers mois de son épopée du Jiangxi, en 1928, Mao a jugé les masses « froides et réservées ». Dix ans plus tard, lorsque l'invasion japonaise leur donne de nouveaux atouts, les communistes font certes de nombreuses recrues, mais à peu près exclusivement parmi les jeunes intellectuels patriotes, accessoirement parmi les fils de propriétaires fonciers ; les paysans ont, eux, d'autres chats à fouetter. Cependant, une fois le pouvoir régional communiste instauré et épaulé par l'armée dans les bases du nord de la Chine, les villageois doivent bien reconnaître ces nouveaux maîtres et satisfaire à certaines de leurs exigences en grains, en travail, en miliciens et en soldats.

La petite minorité d'enthousiastes recrutés moins parmi les pauvres que parmi les jeunes suffit néanmoins

à décupler les effectifs du parti, de l'armée et de la milice. En ce sens, l'Armée rouge est bien une armée paysanne : sans la piétaille paysanne, les intellectuels mués en révolutionnaires professionnels léninistes n'auraient pu l'emporter.

Pour susciter la ferveur des activistes et obtenir le ralliement ou l'obéissance des autres, le PCC se contente d'une politique de réforme agraire modérée : baisse des fermages et des taux d'intérêt. Cette modération satisfait les exigences du front uni avec le Guomindang et permet d'attirer en masse les intellectuels résistants, par définition issus de milieux favorisés. Les intellectuels affluent donc à Yan'an, mythique capitale troglodytique des communistes au cœur du loess semi-désertique. Pendant ces années de guerre, Mao édifie un mini-État stalinien : cette construction du Parti-État contribue largement à la victoire finale.

L'INTERMINABLE CONFLIT SINO-JAPONAIS

Ceux qui vivent sous la férule communiste ne souffrent pas nécessairement davantage que tant de millions de leurs compatriotes, ballottés entre l'occupant, les collaborateurs, le Guomindang, les seigneurs de la guerre, les guérillas ou bandes rivales. Méconnue en Occident, l'interminable guerre sino-japonaise abonde en Oradour ignorés. Elle a provoqué des affrontements gigantesques, d'une ampleur, à défaut d'une réputation, comparable à celle de Stalingrad. Elle a soumis au feu du ciel des populations qui n'avaient jamais vu d'avions. Elle a entraîné l'une des plus grandes migrations de l'histoire : près de 100 millions de réfugiés fuient la zone des combats ou les atrocités japonaises et refluent du >>>

LES MASSACRES DE NANKIN

Le 7 juillet 1937, le Japon attaque la Chine. En décembre, les Japonais prennent Nankin, la capitale, où ils commettent des crimes de guerre d'une ampleur inédite.

Le 13 décembre 1937, les troupes japonaises prennent Nankin, la capitale d'où gouvernaient le Guomindang et Chiang Kai-shek. Une terrible panique s'ensuit côté chinois, les officiers laissant parfois leurs hommes derrière eux pour fuir plus vite, et des soldats mal informés tirant sur ceux qu'ils croyaient être des déserteurs. Des milliers de soldats périssent dans le fleuve Yangzi ou victimes des tirs de la flottille japonaise. Après la bataille, six jours durant, entre 40 000 et 75 000 soldats chinois désarmés mais aussi des civils en âge de porter les armes sont systématiquement massacrés, passés à la baïonnette, décapités au sabre (en bas), ou tués en groupe à la mitrailleuse. Même à l'intérieur de la zone de sécurité organisée en ville pour les civils chinois par la petite communauté occidentale, les camps de réfugiés sont passés au peigne fin. Les civils ne sont pas épargnés, notamment les femmes, victimes de viols, de 8 000 à 20 000 d'après les témoins occidentaux.

Aucune femme ne pouvait se sentir à l'abri : sur le seul campus de l'université, la plus jeune victime recensée avait 9 ans et la plus âgée 76. Le système des « femmes de réconfort » (prostituées militaires) serait né à Nankin. Toute la population fut maintenue dans la terreur. De nombreuses personnes âgées périrent aussi, brûlées vives, en protégeant leur maison : près de 40 % des femmes assassinées avaient plus de 60 ans. Sur une population de quelque 200 000 habitants, 10 000 civils meurent ainsi. Les troupes nippones s'attendaient à des ennemis médiocres et peureux, conformes à la réputation héritée de la guerre de 1894-1895. La résistance des Chinois démontrait, à leurs yeux, leur incroyable perfidie, leur méchanceté et leur arrogance injustifiable envers les Japonais. C'est, avec l'évolution militariste du régime japonais, un facteur d'explication de ces massacres inouïs, qui restent un enjeu mémoriel majeur entre les deux pays.

Jean-Louis Margolin



>>> nord au sud et de l'est à l'ouest. La guerre a séparé et brisé les familles, endurci des gens pourtant habitués à souffrir, brutalisé les rapports humains.

Dans les villes et les zones occupées, elle a rendu les compromis, voire la collaboration, nécessaires pour survivre. En 1945, les réfugiés revenus de « Chine libre » – les provinces du Sud-Ouest sous contrôle du Guomindang – reprochent aux Shanghaiens cette « collaboration » quotidienne et les nationalistes qui rentrent en ville les pillent avec bonne conscience. En Chine libre précisément, le service militaire obligatoire fait de la majorité des conscrits des enfants perdus, victimes de la faim, du froid, des épidémies et des blessures mal soignées plus encore que des armes japonaises.

Certains désertent trop loin de chez eux pour y rentrer. Puisqu'ils possèdent un fusil, ils vivent aux dépens des civils sur lesquels ils se vengent des mauvais traitements reçus de leurs officiers. Durant l'offensive japonaise de 1944, les villageois du Henan désarment et tuent les soldats chinois en fuite, les rendant responsables de la famine, aggravée par les réquisitions de l'armée et les pillages de la soldatesque. Une famine qui, en 1942-1943, a tué 2 à 3 millions de Henanais.

La petite minorité d'officiers honnêtes qui ne détournent pas les rations et les vêtements des soldats se voient incapables de nourrir leurs familles : en 1943, l'inflation réduit leur traitement au dixième de ce qu'il était en 1937. La majorité des officiers nationalistes sont sortis du rang et mal formés, Chiang Kai-shek ayant très tôt sacrifié ses meilleures troupes et ses cadres d'élite dans une défense désespérée de Shanghai et de sa région.

Bref, cette guerre, c'est plus que n'en peuvent supporter le régime et le pays. Les Chinois ont tenu, le régime ne s'est pas effondré tel un château de cartes, comme les militaires japonais l'avaient promis à leur empereur, mais il ne s'est jamais relevé de l'épreuve. La Seconde Guerre mondiale a été pour la Chine beaucoup plus destructrice qu'aucun autre épisode de son histoire moderne.

Elle survient en outre après un quart de siècle de troubles presque incessants. Avec comme conséquence l'absence d'ordre et de respect de la loi, l'insécurité et le brigandage – importants ferments de déstabilisation. Durant la décennie des seigneurs de la guerre 1916-1926, les masses rurales ont plus souffert des raids de bandits, des pillages, des exactions d'administrateurs corrompus que de l'exploitation sociale dénoncée par les communistes.

Ce qui nous ramène à l'échec de 1911 : le pays-continent ne s'est jamais remis du démembrement de l'empire – du moins jusqu'à l'avènement de la nouvelle « dynastie » communiste qui rétablira et renforcera le contrôle du gouvernement sur l'ensemble du territoire. Pour des millions et des millions de Chinois, la Seconde Guerre mondiale a représenté l'acmé d'un cycle de souffrances d'origine politique ou nées des carences du politique. Un épisode de troubles qui se répètera pendant le Grand Bond en avant* et la Révolution culturelle*.

Ces souffrances et ces injustices largement répandues n'ont pas rendu les masses chinoises révolutionnaires ; elles les



1937-1945 : 100 MILLIONS DE RÉFUGIÉS SUR LES ROUTES

L'interminable conflit (1937-1945), outre son lourd bilan humain, a jeté sur les routes près de 100 millions de réfugiés, qui fuient les zones de combat du Nord et de l'Est. Dans le port de Shanghai, pris en novembre 1937, la concession internationale (ci-dessus), proche des lieux où l'on se bat, reçoit des dizaines de milliers de civils s'entassant avec les biens qu'ils ont pu sauver.

ont simplement conduites à rêver d'ordre, de calme, de paix, d'un peu moins d'abus et d'iniquités. C'est indirectement que les carences du gouvernement nationaliste (hyperinflation, corruption), paradoxe d'un régime à visée dictatoriale incapable de se faire respecter, l'ont handicapé face aux communistes.

Car la première faiblesse du Guomindang face aux communistes se révèle militaire. A partir de 1946, la guerre civile reprend entre les deux camps. Il s'agit bien, d'abord, d'un affrontement entre deux armées, entre deux partis armés. Ce conflit était prévisible dès 1944-1945, à l'époque où les péripéties de la guerre étrangère avaient fini par polariser en deux camps opposés une scène politique fragmentée et hétéroclite.

UNE DOMINATION CHASSE L'AUTRE

La guerre civile est perdue par l'armée qui possède les généraux les plus incapables et les plus désunis, la plus mauvaise stratégie, un moral de plus en plus défaillant – au point que des divisions entières font défection ou se rendent sans combattre.

De surcroît, les communistes ont, dans le Nord et surtout le Nord-Est en Mandchourie, renoué avec la révolution agraire radicale expérimentée dans le Jiangxi. Les Japonais chassés, il devenait plus difficile d'utiliser l'argument national pour obtenir le ralliement de la population. D'où l'importance accrue de l'argument social, qui aidait à recruter des « volontaires » pratiquement contraints, dès lors que la famille avait reçu un lopin de terre confisqué aux riches, de s'engager dans l'Armée rouge.

Celle-ci n'en compte pas moins des effectifs très inférieurs à ceux de l'armée nationaliste, qui est aussi

beaucoup mieux équipée. C'est ce qui explique les succès initiaux des nationalistes (1946 et printemps 1947), qui ont cependant le tort d'étaler leurs forces sur un territoire immense, jusqu'en Mandchourie. C'est de Mandchourie qu'est lancée durant l'été 1947 la contre-attaque victorieuse des communistes. 1948 est l'année des victoires décisives en Chine du Nord, les défections nationalistes rétablissant désormais l'équilibre des effectifs. 1949 prend l'allure d'une parade triomphale qui se rend en janvier de Pékin à Nankin et Shanghai, prises en avril-mai, et Canton en octobre.

Baptisée « libération » (*jiefang*) en Chine populaire, la révolution communiste est d'abord le remplacement d'une domination par une autre, plus rigoureuse mais plus efficace. Efficace pour rétablir la loi et l'ordre qui a tant fait défaut ; moins pour promouvoir l'indispensable modernisation qu'a, à l'origine, incarnée le projet révolutionnaire. Elle le deviendra une génération plus tard, une fois délestée de ses oripeaux révolutionnaires. ■

NAISSANCE D'UN MYTHE: LA « RÉVOLUTION PAYSANNE »

Les révolutionnaires pensaient susciter l'enthousiasme chez les paysans miséreux. Un espoir vite déçu : les paysans ont été les grandes victimes du régime communiste.

Pour l'essentiel, ce ne fut pas un authentique mouvement paysan, mais l'avatar ultime du mouvement nationaliste et anti-impérialiste qui a enflammé les élites chinoises et elles seules – pas les paysans ! – depuis la fin du XIX^e siècle.

Au fur et à mesure que la faiblesse de la Chine se confirme, la préoccupation nationale alimente chez les intellectuels révolutionnaires un intérêt croissant pour les masses paysannes, à la fois boulet (si on ne les transforme pas, on ne peut sauver la Chine) et atout, grâce à leur nombre et leur misère, censée faire d'eux des révolutionnaires potentiels.

Révolutionnaires ou non, une minorité de villageois fournit effectivement la piétaille de l'Armée rouge... grâce à l'impérialisme. Comment les communistes s'y sont-ils pris ? Ils commencent par déclencher un « mouvement paysan » sans paysans : un mouvement de résistance à l'envahisseur japonais lancé à partir des villages sans le concours des villageois. Heureusement

pour les communistes, ils trouvent d'autres appuis au sein de la société rurale : les jeunes patriotes issus de milieux privilégiés. Les paysans finissent néanmoins par se rallier, ils le font même parfois assez vite à cause de cette même invasion japonaise qu'ils n'avaient pas la moindre envie de combattre. Cause première de l'abstention paysanne, la peur du danger joue en sens inverse lorsqu'elle devient panique et qu'il faut à tout prix chercher la protection des communistes – ou de toute autre force antijaponaise.

Une fois rangés sous la bannière révolutionnaire, les paysans sont en majorité satisfaits des réformes sociales instaurées par les communistes. Plus sensibles aux avantages matériels qu'aux exhortations patriotiques, ils ne s'empressent pas pour autant de combattre l'exploitation sociale dont ils sont victimes. Au début, de nombreux fermiers remettent en cachette à leur propriétaire un complément de fermage équivalant à la différence entre le loyer antérieur de la terre et le loyer réduit fixé par les communistes. La majorité des autres se contente d'obéir à un pouvoir armé d'un bras séculier et qui sait se faire craindre.

Distinguer entre le soutien dévoué d'une petite minorité et la participation plus ou moins contrainte (l'obéissance) ou intéressée (l'échange) des autres, ce n'est pas prétendre que les communistes ont construit leur victoire en recourant uniquement à la force et à la ruse. Ils ont exploité et attisé des tensions sociales dissimulées derrière la façade des « bons sentiments confucéens », ils ne les ont pas créées.

Que l'élite qui a conçu et conduit cette révolution ait triomphé à l'aide d'une fraction de la paysannerie ne fait pas de la révolution chinoise une révolution paysanne. Les paysans ont participé *volens nolens* à une révolution entreprise et dirigée par d'autres. Ce faisant, ils ont peu à peu modifié leurs conceptions et leur comportement. A l'exception d'une petite minorité (recrutée parmi les plus jeunes et non les plus pauvres) d'adeptes et de croyants, l'arrivée – l'intrusion – des communistes au village ne les a néanmoins pas changés en profondeur. Leurs réactions à mainte innovation des communistes au pouvoir (collectivisation, communes populaires, radicalisme agraire de la Révolution culturelle, etc.) font écho à celles de leurs ancêtres ravis à leur pièce de « terre jaune ». On les comprend : la plupart de ces nouveautés ont été catastrophiques pour la paysannerie, plus maltraitée par Mao que par l'ancien régime.

Lucien Bianco



L'ARRIVÉE DES COMMUNISTES AU VILLAGE

Peu de paysans adhèrent au communisme. Dans leur ensemble, leur sort empire sous Mao (ci-dessus, création des communes populaires après 1958).

2. Les années Mao

LA JEUNESSE EMBRIGADÉE

Le culte de Mao s'exacerbe sous la Révolution culturelle (Pékin, 1967 ou 1968).

En 1949, Mao prend le pouvoir. « Grand Bond en avant », « Révolution culturelle »... Les campagnes se succèdent pour créer un homme nouveau. Plus de 40 millions de Chinois en sont morts.



L'irrésistible ascension d'un fils de paysan

Rien ne prédestinait un fils de paysan à devenir le chef tout-puissant de la Chine communiste. Intelligent et charismatique, Mao a toujours su saisir les chances historiques qui s'offraient à lui.

Entretien avec **YVES CHEVRIER**

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales,

Yves Chevrier a dirigé le Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine. Il a notamment publié *Mao Zedong et la révolution chinoise* (Casterman, 1993). Cet entretien a été publié dans *L'Histoire* n° 300, pp. 82-85.

1919 : LE JEUNE DIPLÔMÉ

Sur cette photographie, le jeune diplômé de l'école normale se tient à droite, à côté de son oncle. Tout à gauche, son jeune frère Mao Zetan près de leur père, Mao Shunsheng.



Mao est né en 1893 dans la province du Hunan dont il a conservé le fort accent. Homme du peuple, homme des provinces : c'est un rustique, qui n'hésitera pas à se donner des allures de rustre. Son père, paysan enrichi dans le commerce des grains, ferait bien de lui le gérant de la petite affaire familiale. Mais Mao a de hautes ambitions. Les livres sont la passion du futur fléau des intellectuels. Toute sa vie il s'environnera d'écrits. Et il se croit poète.

Dans un poème qu'il compose en octobre 1935, il apostrophe le Kun Lun, une chaîne de montagnes au nord du Tibet dont l'imaginaire chinois fait l'un des pivots du monde : « Que ne puis-je, appuyé au ciel, tirer l'épée précieuse / Pour te découper en trois lots ! / J'en laisserais un à l'Europe, / J'en donnerais un à l'Amérique, / Et aux Pays de l'Est j'en rendrais un. / Alors la Grande Paix s'instaurant dans le monde, / Le globe terrestre mettrait en commun et tes frimas et tes ardeurs. »

Comme la majorité des jeunes gens de sa génération, il veut servir la Chine par l'éducation et moderniser le rôle du lettré, dans la République fondée en 1912. Il obtient un brevet d'instituteur d'une école normale de Changsha (Hunan) et ses études s'arrêtent là. Mao est alors un jeune homme robuste qui a de la prestance et de l'autorité. Il se plaît à choquer en faisant étalage de sa force. À l'école normale, il scandalise ses condisciples en se promenant nu dans les couloirs. Aller contre les conventions : là réside une partie de son charisme.

Pour le reste, il sera longtemps un suiveur. Mao est un tardif. Le maoïsme* émerge péniblement dans les années 1930 et ne s'affirme qu'au cœur des années 1940. C'est seulement vers la cinquantaine qu'il maîtrise le Parti et façonne l'histoire.

EN 1921, IL DEVIENT COMMUNISTE

Jusque-là, ses idées politiques sont celles de tout le monde. La grande préoccupation du début du siècle est le nationalisme : il est patriote. La souveraineté doit revenir au peuple : en 1912, il prend les armes. Mais une fois Sun Yat-sen président de la République, Mao tient la révolution pour terminée – comme tout le monde. La nation peut vivre à l'abri de ses nouvelles institutions et chacun peut envisager d'apprendre l'anglais, ou de faire carrière dans les affaires. Nous sommes loin de la « révolution permanente ».

C'est au tout début des années 1920 que Mao devient communiste. Sa génération est celle des enthousiastes et des déçus de la République. Les républicains, après le mouvement du 4 mai 1919, se détournent de la politique institutionnalisée, attaquent Confucius et se lancent dans un rêve d'action sociale fraternelle, habillée de toutes sortes d'idéologies socialisantes ou anarchisantes.

La révolution russe, avec la dictature du Parti, leur offre un modèle à la hauteur des enjeux de la révolution. La Chine manque certes des classes sociales de la



1929 : LE CHEF A la conférence de Gutian, Mao définit le rôle de l'Armée rouge lorsqu'elle ne se bat pas : organiser la propagande (affiche, sans date).

révolution – bourgeoisie et prolétariat – mais le communisme séduit les intellectuels et les activistes, revenus du rêve de la démocratie occidentale, par le message anti-impérialiste et anticapitaliste qu'il adresse aux peuples dominés. De petits noyaux éparpillés jusqu'au Japon, en France – et au Hunan, avec Mao – fondent le Parti communiste chinois* en 1921. Ils ignorent à peu près tout des conceptions marxistes du social et de l'histoire. Mais ils réélaborent leur schéma activiste en visant le cœur du léninisme : le Parti.

Mao n'est qu'un des fondateurs du Parti dans lequel il ne s'impose que par la marge et lentement. Au début des années 1920, en bon marxiste, il s'intéresse à la ville et au capitalisme. Or, en 1922-1923, conscient de la nécessité des alliances, Moscou impose aux communistes l'alliance avec le Guomindang* de Sun Yat-sen. Alors que le PC

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.



LA LONGUE MARCHÉ (1934-1935)

En octobre 1934, attaqués par les nationalistes dans leur République du Jiangxi, près de 90 000 communistes fuient, en plusieurs groupes. Évitant les plaines peuplées, franchissant montagnes et fleuves, hommes et femmes avancent vers le Shaanxi, au rythme de 27 km par jour, soit plus de 10 000 km en un an. Seuls 8 000 arriveront dans le Shaanxi : la future aristocratie de la Révolution.

résiste à ce « front uni », Mao y applaudit et grimpe dans la hiérarchie jusqu'en 1924-1925, lorsque les adversaires du Front reprennent le dessus. En revanche, au sein du Guomindang, dont il est membre en vertu du Front, il devient un des spécialistes des questions paysannes.

Le tournant décisif se situe en 1927. Chiang Kai-shek, l'homme fort du Guomindang, se retourne violemment contre les communistes. Les soulèvements paysans imposent aux communistes un choix impossible : prendre le parti des paysans en s'aliénant le Guomindang ou s'aligner sur le Guomindang en trahissant la révolution sociale. Tout en célébrant la force et la violence collectives des paysans, Mao fait le grand écart jusqu'à la fin de 1927 où il rompt avec le Guomindang. Il choisit alors de s'appuyer sur la paysannerie.

Mobiliser la paysannerie est une idée dans l'air du temps. A Moscou même, Nicolas Boukharine théorise le rôle stratégique du « village mondial » dans la révolution internationale. Mais personne ne sait comment procéder. Après l'échec des petits groupes armés communistes lancés par Staline à l'assaut des villes, fin 1927,

certains chefs tentent de survivre en s'adaptant au terrain : la guérilla est née. Celle de Mao s'incruste dans les montagnes à l'est du Hunan puis du Jiangxi.

Ayant rompu avec l'horizon urbain, le Guomindang et la stratégie des dirigeants du Parti, Mao est libre de progresser dans un sens nouveau. Sa guérilla n'est pas seulement la guerre mobile et la conquête du pouvoir « au bout du fusil ». Elle est l'occasion d'une politisation de la population étendue aux soldats et aux cadres. Son communisme rural improvise ses institutions dans la pratique – la fameuse « pratique » maoïste, adaptation des recettes et des idées toutes faites aux lieux et aux circonstances, et « rectification » de ce qui s'écarte de la « ligne » ainsi définie au contact du terrain.

Mais la formule prospère dans le désordre et l'instabilité. Dès que les « bases rouges » de Chine centrale se stabilisent, les dirigeants du PC dont Zhou Enlai, qui y trouvent refuge en 1932, écartent une nouvelle fois Mao et jettent les bases d'un État et d'une armée plus conventionnels. L'erreur stratégique est patente : Chiang Kai-shek les asphyxie, donnant raison à Mao, qui organise

1949 n'est pas une coupure. Il n'y a pas avant la prise du pouvoir une sorte de paradis champêtre, une sur-démocratie dont la promesse aurait été trahie



APRÈS 1935 : LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Les structures de la république populaire émergent à Yan'an. Mao élabore une stratégie pour éliminer ses rivaux (ci-dessus, en 1935) et va à la rencontre du peuple, en particulier de la paysannerie (ci-contre, en 1939).



la fuite en octobre 1934. Cette équipée peu glorieuse – la Longue Marche –, ponctuée de désertions et de déchirements, s'achève un an plus tard à l'autre bout du pays, près de Yan'an. Mao n'y conduit qu'une poignée de survivants, mais il a pris la tête de l'Armée rouge*. L'histoire lui a donné raison.

DE LA GUERRE ÉMERGE UN ÉTAT TOTAL

De 1935 à 1945, Mao doit encore éliminer de puissants rivaux et élargir son action aux dimensions de la Chine. L'invasion japonaise de 1937 lui en donne l'occasion. Mao écarte ceux qui veulent réimplanter le Parti dans les villes. Dans les campagnes qui vont « encercler » les villes, il prend appui cette fois sur le patriotisme et non plus sur la guerre sociale. Du coup, la mobilisation décolle. Jusqu'au fond des villages, les communistes peuvent compter sur des patriotes, petits notables ou instituteurs, qui ont l'oreille de la population. Les cadres et les milices communistes gagnent en nombre et en crédibilité. Lorsque leur implantation locale est assez forte, la machine s'autonomise. Elle peut alors mobiliser les paysans et se retourner contre les notables.

Mao sait relier ces actions locales et constituer une structure d'ensemble dont il fait un Parti-État maoïsé, c'est-à-dire politisé et idéologiquement normalisé en vue de l'action permanente. Dans les années 1940, le maoïsme est parvenu à maturité et Mao n'a plus de rival. Son capital politique est hors de la portée des lieutenants : Zhou Enlai, Liu Shaoqi, les chefs de l'armée. Celui qui devient en 1945 président du comité central – « le président Mao » – a atteint le pays dans ses profondeurs rurales, inaccessibles à tous ceux qui ont voulu rénover la politique chinoise depuis la chute de

l'empire. Il dote ainsi la Chine d'un État qui va la malmenier et qu'il va malmenier, mais dont les bases étaient solides puisqu'il dure encore.

Les structures de la République populaire émergent à Yan'an. En ce sens, 1949 n'est pas une vraie coupure. Il n'y a pas avant la prise du pouvoir une sorte de paradis, d'idylle champêtre née de la guérilla, une sur-démocratie dont la promesse aurait été trahie par les pesanteurs du pouvoir, le défi du sous-développement et de la surpopulation, la déchéance tyrannique.

A Yan'an, Mao ajoute sa marque au modèle stalinien dont il accepte les camps et la bureaucratie qui commencent à se mettre en place. Cette adjonction activiste n'est pas négligeable : elle signe un système qui place l'activation de la société et de l'appareil au cœur des mécanismes de pouvoir. Sa technique consiste à susciter des critiques – contre l'arbitraire, la bureaucratie, la corruption, l'inertie –, non pour mettre en cause le pouvoir, mais pour fonder sa légitimité dans l'organisation des luttes sur le terrain. L'effet est de pérenniser l'instabilité des origines héroïques, tout en fondant un État et en confortant son chef.

L'État total qui émerge de la guerre présente ainsi toutes les facettes du pouvoir totalitaire : Mao règne par la révolution plutôt que sur la révolution.

Mao est antibureaucratique au sens où il délègue l'autorité de la bureaucratie sans la priver de son emprise. Dans l'univers politique du xx^e siècle et de la révolution, il détient l'autorité absolue d'un empereur. Vu de loin, le maoïsme a pu passer pour un remède aux maux du stalinisme alors qu'il leur ajoutait les siens : la violence politique étendue de l'appareil à la société.

Propos recueillis par L'Histoire.

Comment Mao a dirigé la Chine

Avec le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle, Mao a jeté la Chine dans une fuite en avant aussi absurde que meurtrière. On connaît mieux aujourd'hui le développement, les dessous et les ressorts de cette dictature totalitaire.

Entretien avec **JEAN-LUC DOMENACH**

Directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques (Ceri),

Jean-Luc Domenach est spécialiste de la Chine contemporaine. Il publie en novembre *Mao, sa cour et ses complots. Derrière les Murs rouges* (Fayard, 2012).

L'Histoire : Comment voit-on aujourd'hui l'arrivée au pouvoir des communistes, le 1^{er} octobre 1949 ?

Jean-Luc Domenach : La vision qu'on avait jusqu'à présent est celle d'un Parti à la fois uni et sûr de ses moyens, de son idéologie et de ses talents politico-militaires : ces qualités l'ont beaucoup aidé contre le Guomindang*. Les communistes n'ont pas seulement su se maintenir puis vaincre militairement, ils ont fait leurs classes dans les zones de guérilla, puis dans les zones libérées ; ils ont appris à établir leur pouvoir en s'appuyant sur les élites locales, avant de les liquider progressivement. Et les dirigeants, Mao en tête, se sont révélés d'une extrême lucidité et d'une grande habileté tactique.

Excellent stratège, Mao s'est solidement installé à la tête du Parti dans les années 1938-1945, à la faveur d'une manipulation cynique du pouvoir, et prend ainsi le contrôle de la communication avec Staline. En 1942-1943, il a lancé à l'intérieur du Parti un mouvement de rectification, conduit par Kang Sheng, chef du « département

LES MAÎTRES DE LA CHINE

Sur cette photo de 1960 à Canton, on reconnaît derrière Mao, de gauche à droite, le général Luo Ruiqing (lunettes noires), Lin Biao, ministre de la Défense (tenant des feuilles blanches), le maréchal He Long (avec une moustache), Zhou Enlai, Premier ministre (au centre) et Deng Xiaoping (à droite).

NOTE

* Cf. lexique, p. 94.



social », l'équivalent du KGB. Une esquisse de ce que seront les grandes campagnes d'épuration. Mais cela ne l'empêche pas de s'entourer de gens de qualité qui ne lui avaient pas été toujours favorables, comme Zhou Enlai, ou qui ne lui ressemblaient pas, comme Liu Shaoqi.

En revanche, l'inexpérience économique des dirigeants communistes et leur absence de programme précis les contraignent à se tourner exclusivement vers le modèle soviétique. Ce qui rend les choses très dangereuses, c'est qu'ils arrivent au pouvoir dans une atmosphère sociale d'enthousiasme qui tourne vite à la peur. La majorité de la population va suivre les yeux fermés ce pouvoir qui ne sait pas très bien où il va...

L'H. : Dans un premier temps, donc, les communistes chinois suivent le modèle venu de Moscou.

J.-L. D. : Les méfiances forgées durant les premières années de la révolution viennent d'être confirmées depuis 1945 par le comportement des armées soviétiques en Mandchourie : elles violent, se soûlent et démantèlent les usines pour les envoyer en Sibérie.

Et pourtant les communistes chinois ont alors une confiance absolue dans le modèle soviétique, à la fois, si l'on peut dire, à cause de Staline et de Stalingrad. Une fois arrivés au pouvoir, ils vont l'appliquer avec une très surprenante conviction dans au moins deux domaines : l'industrialisation et l'ingénierie politique, c'est-à-dire le dispositif institutionnel et juridique.

L'orientation est donnée très tôt. En février 1949, juste avant la victoire, le dirigeant soviétique Anastase Mikoyan fait une visite secrète au Parti communiste chinois* (PCC). Liu Shaoqi part à Moscou quelques mois plus tard. Il y a, surtout, le voyage de Mao à Moscou fin 1949-début 1950. Le contact avec Staline est désastreux et la négociation difficile, mais un traité est signé, bien inégal il est vrai. Par la suite, des dizaines de milliers d'experts soviétiques, souvent d'excellent niveau, se rendront en Chine.

L'H. : Quelle est la marque soviétique dans le communisme chinois ?

J.-L. D. : Au début, l'essentiel est le retour à l'ordre. C'est la première fois depuis plus d'un siècle que les gens >>>

QUAND LES ARCHIVES S'OUVRENT...

Une révolution documentaire s'opère en Chine : mémoires d'acteurs, revues, travaux d'historiens ayant accès à des sources fermées aux Occidentaux.

Des sources nouvelles éclairent l'histoire de la Chine populaire. Jusqu'à une date récente, les archives ouvertes comme les publications s'arrêtaient à 1949. On ne disposait par ailleurs que de témoignages de réfugiés de Hongkong ou de Chinois de Taïwan. Mais depuis quelques années, une révolution documentaire rend possibles de réels progrès. Les archives du Comité central restent, certes, fermées aux chercheurs étrangers, mais celles du ministère des Affaires étrangères et de certaines provinces, ainsi que de villes, s'ouvrent progressivement.

Les biographies publiées sur les dirigeants communistes se sont multipliées, y compris celles de personnalités contestées. Des journalistes ont récolté les souvenirs des enfants de hauts dirigeants. Et des historiens chinois appartenant aux centres de recherches liés au PCC, qui ont, eux, le droit d'utiliser les archives d'État ou du parti, mènent des travaux de plus en plus précis et publient des fragments d'archives. En outre sont parus des journaux et des mémoires de proches du pouvoir et de témoins, anciens gardes du corps ou secrétaires, camarades de guérilla ou écrivains, épouses qui avaient combattu le fusil à la main.

Aujourd'hui, la période postérieure à 1949 est plus largement ouverte à la publication et, jusqu'à un certain point, à la recherche, notamment dans le cadre de deux revues destinées à un large public : *Bainianchao* (« La Marée du siècle ») et *Yanhuang chunqiu* (« Chronique des descendants des empereurs Yan et Huang »). La première revue dépend du comité central du PCC, la seconde d'une association indépendante. Avec Xiaohong

Xiao-Planes (professeur à l'Inalco, spécialiste de l'histoire sociale et politique de la Chine contemporaine), nous avons ainsi étudié une année durant un corpus de 500 à 600 ouvrages portant sur la période 1949-1976, publiés depuis le début des années 1980.

C'est un changement important mais il faut tout de suite nuancer et préciser que deux domaines restent au moins en principe tabous : le fonctionnement du bureau politique et du comité central, ainsi que la vie privée des plus hauts dirigeants. On ne dispose toujours pas d'une documentation systématique dans ces domaines, en particulier manque la correspondance des dirigeants.

Cependant, les nouvelles données évoquées plus haut compensent en partie la fermeture des archives. On découvre la façon dont les dirigeants travaillaient et vivaient, le fonctionnement du sommet du Parti. Les grands moments de

l'histoire politique de la Chine populaire sont éclairés d'une façon souvent précise. Cela ne donne pas encore de grandes synthèses historiques, car ce serait trop dangereux. Mais, dans quelques universités – en particulier de Chine de l'Est – de très bons travaux historiques sont conçus pour être ensuite publiés à Hongkong : dans quelques années, ils pèseront... En outre, plus les enfants des grands dirigeants communistes montent dans l'appareil du Parti, plus l'historiographie de leur famille s'améliore...

Enfin, il faut désormais suivre de près les efforts en direction d'une « histoire populaire » ou d'une « histoire civique » qui se multiplient localement. Dans un sens, Stèles. La grande famine en Chine, 1958-1961, le livre récent de Yang Jisheng au Seuil, en est un produit, et l'on est en droit de penser qu'ils constituent d'ores et déjà une ressource documentaire importante pour l'étude des « années noires » du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle.

Ces nouvelles sources ne modifient pas les interprétations mises en place depuis vingt ans mais on a aujourd'hui de plus en plus de preuves là où il n'y avait hier que des suppositions, comme pour le Grand Bond en avant et la famine qui s'est ensuivie. On sait ainsi que, dès mars 1958, les gardes affectés à la résidence de Mao lui disent que ce qui se passe dans les campagnes est affreux, que les gens meurent comme des mouches.

La limite et la condition de possibilité de ce frémissement historiographique sont cependant que les tirages des livres restent confidentiels : de 3 000 à 20 000 exemplaires pour un pays de plus d'un milliard d'habitants, dans le silence de la presse...

J.-L. D.



MÉMOIRES, de bas en haut, de Wu Faxian, bras droit de Lin Biao, de Liu Zhende, secrétaire de Liu Shaoqi, et de Bo Yibo, père de Bo Xilai.

Le système qui se met en place en Chine est, d'emblée, totalitaire. Les communistes chinois ont cherché à appliquer leur idéologie de transformation de l'homme

>>> peuvent travailler et se nourrir à peu près normalement. En trois années (1949-1952), la production agricole retrouve son meilleur niveau d'avant-guerre. Dans les vieilles usines, souvent en mauvais état, les gens se remettent au travail. Et puis, c'est la fin d'une des plus épouvantables inflations que le siècle ait connues.

C'est surtout à partir de 1952-1953 que l'aide des conseillers soviétiques porte tous ses fruits. Ils inspirent un système économique dans lequel la priorité est accordée à l'industrie. Pendant le premier plan quinquennal (1953-1957), seulement 7 % des investissements vont à l'agriculture dans un pays qui compte plus de 90 % de ruraux ! L'imitation frise parfois le ridicule, par exemple pour le trop grand barrage de Sanmen, sur le fleuve Jaune, qui causera une inondation !

Les ingénieurs soviétiques mettent en place les bases de l'économie chinoise moderne, notamment des transports et de l'industrie. Ils rénovent les quelques lignes de chemins de fer qui existent, comme la grande ligne Pékin-Canton, et font construire, en plus, l'essentiel des voies ferrées que la Chine possédera jusqu'à la fin des années 1970... Les grandes usines sidérurgiques, métallurgiques, chimiques et textiles du pays ont été installées par les spécialistes soviétiques dans les années 1950.

Dans ce modèle, la paysannerie n'a que deux fonctions majeures : nourrir le pays et financer son développement par un système de prix qui la défavorise. Elle est immédiatement enrégimentée sous le prétexte d'être libérée, fixée au sol et compartimentée.

L'H. : Rien à voir avec un communisme qui marcherait « sur les deux jambes », l'industrie et l'agriculture...

J.-L. D. : C'est ce qu'ont prétendu quelques idéologues occidentaux dans les années 1960 et 1970. Cependant, dans le rapport ville-campagne, rien ne vient soutenir ces assertions. Au contraire, la prise du pouvoir n'a pas été une révolution paysanne. C'est une armée-parti, venue des villes, qui mobilise les paysans puis prend les villes. La terre est partagée entre les paysans, mais la réforme agraire, lancée en 1950, et bientôt suivie par un processus de collectivisation, a d'abord pour but le contrôle de la population et le financement de l'industrialisation.

L'H. : Ce régime qui se met en place en 1949 est-il un régime « totalitaire » ?

J.-L. D. : Oui, plus encore que le soviétique car il dispose d'une plus forte capacité de mobilisation de la population. Le système qui se met en place en Chine est, d'emblée, purement totalitaire. Les communistes chinois ont vraiment cherché à appliquer leur idéologie de transformation de l'homme ; celle-ci n'était, en URSS, qu'une clause de style, vide de sens et confiée à la police.

La volonté de créer un homme nouveau passe d'abord par les camps de « réforme par le travail » (*laogai**). Ceux-ci sont mis en place dès 1950, en partie avec l'aide des Soviétiques. Contrairement au goulag soviétique, les camps devaient aussi permettre de créer un monde d'automates, de réaliser l'idéal d'une population docile et enthousiaste qui se dirige d'elle-même dans la direction que le pouvoir lui indique.

Tous les prisonniers sont donc soumis à un lavage de cerveau sans équivalent dans l'histoire. C'est ce que raconte Jean Pasqualini, un métis franco-chinois qui a été jeté en prison en 1958. Il a fait l'objet, pendant sa détention, d'un tel conditionnement qu'il >>>

ANNÉES 1950 : LE MODÈLE SOVIÉTIQUE

L'industrialisation se fait d'abord avec l'aide soviétique, comme pour la construction de ce pont à Hankou en 1957.



LE DERNIER EMPEREUR

Pendant plus d'un quart de siècle, Mao dirige la Chine depuis son quartier général, à Pékin. Que se passait-il vraiment à l'abri de ces « Murs rouges » ? C'est le cœur du livre que Jean-Luc Domenach publie chez Fayard.

En 1949, Mao s'installe à Pékin, dans l'enceinte d'une annexe du Palais impérial, Zhongnanhai, avec toute une petite société : sa famille, ses collègues responsables du Parti, leurs serviteurs et leurs gardes. Il a hésité à s'installer dans le palais impérial de Cixi, il ne veut pas apparaître comme un empereur. Mais c'est le seul endroit sûr et cela lui permet aussi de garder un œil sur ses « compagnons d'armes », divisés en faction et groupes de fidélité...

Ces « Murs rouges » regroupent plusieurs dizaines de familles de dirigeants, avec leurs collaborateurs, leurs secrétaires et leurs serviteurs. Il y a des bureaux, des salles de réunion, des administrations, des infirmeries, des salles de sport, une piscine. Les grands commandants y ont une villa – et une autre dans le quartier général de l'Armée rouge. Quelques dirigeants habitent isolément, mais non loin de Zhongnanhai. Ce palais constitue le sommet d'un archipel de zones de commandement, de résidences et villas de luxe, de complexes balnéaires et de maisons de repos. En profitent plusieurs centaines de dirigeants nationaux, régionaux et provinciaux – parmi lesquels tous les grands noms de la Chine populaire, de Zhou Enlai à Deng Xiaoping, de Lin Biao à Kang Sheng – soit de cinq à dix mille personnes si l'on ajoute des collaborateurs de toutes sortes : à ce niveau, chaque responsable dispose de plusieurs secrétaires personnels.

Les femmes, pour la plupart très éduquées, y jouent un rôle non négligeable depuis l'époque de Yan'an. Les enfants sont élevés ensemble, nouent des amitiés, les vacances se déroulent aux mêmes endroits.

L'archipel des Murs rouges a abrité l'essentiel de l'histoire sociale et politique chinoise jusqu'au coup d'État contre la Bande des quatre en octobre 1976. Pendant la première période, de 1949 à 1954, le collectif prime. Mao est un haut dirigeant parmi d'autres, même s'il mène le jeu d'une sorte de cour. Tout va bien puisque la guerre civile est finie et qu'il espère transmettre le pouvoir à son fils aîné. Mais celui-ci est tué pendant la guerre de Corée en novembre 1950. Cette nouvelle dont il est informé tardivement se combine ensuite à l'échec de son couple avec Jiang Qing, une extraordinaire actrice de l'opéra maoïste, aux disputes familiales, aux



tensions croissantes avec ses voisins et surtout aux premiers désaccords avec ses collègues.

Vers 1955 commence une deuxième période : Mao, au plan privé et au plan public, se distingue de plus en plus de ses collègues et voisins. Eux pensent à leur confort et à leur descendance et leurs anciennes divergences s'effacent au profit d'intérêts communs, gérer le pays et leurs carrières, assurer la fortune de leurs familles : ils se constituent en caste. Mao craint donc pour son pouvoir, il se désintéresse de sa famille et devient un consommateur compulsif de chair fraîche alors que la société des Murs rouges est gouvernée par un puritanisme croissant. Comme tous les despotes, il ne



différencie pas le privé du public. Sa politique se radicalise. Il s'isole dans son train spécial qui lui permet de s'adonner à ses plaisirs et de comploter contre ses collègues des Murs rouges.

Mao vit protégé par un mur de secrets. C'est d'autant plus facile qu'il vit surtout la nuit. Il dort mal, de façon très irrégulière. Il se déplace en pantoufles et vit dans une sorte de pyjama de soie sur un immense lit où il installe ses livres, ses femmes... Il convoque souvent le bureau politique dans sa chambre et reste étendu, les autres l'entourant assis sur des chaises. Travailleur extraordinaire, il peut rester 24 heures d'affilée sur un dossier, drogué comme presque tous ses collègues au tabac et aux somnifères – à l'opium pour Lin Biao, que taraudent les douleurs d'une vieille blessure à la tête.

Mao dispose d'un petit nombre de secrétaires dont le remarquable Tian Jiaying et d'une phalange

DERRIÈRE LES « MURS ROUGES »

En 1949, à Zhongnanhai, ceux qui vont diriger la Chine : au premier rang, Liu Shaoqi tout à gauche, Mao tout à droite et, dans la rangée du milieu, au centre, Peng Zhen (souriant) et Zhou Enlai (avant-dernier à droite). En bas à gauche, Mao en famille à la station balnéaire de Beidaihe en 1954 ; au centre, le président lors d'un bal en 1957 dans le parc de Zhongshan à Pékin ; à droite, place Tian'anmen, été 1966.

d'intellectuels plus ou moins arrivistes. Il peut partir d'une minute à l'autre, son train spécial est toujours en gare de Pékin – il refuse en général l'avion, trop dangereux, et quand il l'utilise, toute circulation aérienne doit cesser. Chaque fois qu'il se déplace, la circulation des trains s'arrête dans toute une partie du pays.

C'est dans ce contexte que Mao lance le Grand Bond en avant qui se révèle un échec tragique. Mao est affaibli. Son désordre privé est blâmé en 1961 dans les « réunions de vie » du bureau politique. C'est une défaite politique et personnelle. Mais la situation économique s'améliore un peu et, dès 1962, il prépare le règlement de comptes qui deviendra la Révolution culturelle. En 1966 commence la dernière période : Mao reprend le dessus dans un isolement grandissant. Il vide les Murs rouges, purge ses collègues, martyrise leurs familles. Face à cette violence, les épouses de ses vieux collègues, ces parangons de vertu qu'il détestait, ont manifesté maintes fois un remarquable courage. Souvent plus jeunes, elles ont tenu les familles des Murs rouges à bout de bras et donné à leurs enfants la formation qui a fait d'eux les maîtres de la Chine d'aujourd'hui.

Les désordres de la Révolution culturelle, la trahison de Lin Biao et le jeu subtil de Zhou Enlai favorisent une reconstruction progressive de la caste. Mao vit, derrière les Murs rouges, dans un mélange de jouissance sexuelle et politique, qui n'empêche pas un isolement croissant. Mais il fait encore peur bien qu'il soit de plus en plus faible : à partir de 1972, il gouverne par l'intermédiaire de sa dernière maîtresse et de son ancien garde du corps. En revanche, quand il disparaît le 9 septembre 1976, l'unité se fait immédiatement entre toutes les cliques pour empêcher Jiang Qing et ses sbires de s'emparer du pouvoir. Très vite est mis en œuvre un extraordinaire coup d'État collectif : quelques semaines de négociations entre les grands chefs (avec l'aide des enfants de chacun, qui sont devenus adultes), une transmission de bouche à oreille à plusieurs dizaines d'adjoints, des arrestations sans coup férir, et la sanction finale du bureau politique.

Ce coup de main a été réalisé à l'intérieur des Murs rouges par la société qui s'y était constituée en caste malgré Mao. Il visait à mettre fin au délire et à refonder politiquement et économiquement un communisme durable, qui profiterait à ses chefs et à son peuple...

J.-L. D.



>>> s'exprimait encore, quand je l'ai connu au début des années 1970, avec les termes de la propagande. Il raconte dans son livre comment, ayant été entraîné à la dénonciation et à l'autocritique, il a révélé avoir vu un gardien qui urinait contre un mur – c'était formellement interdit. Quelques mois après, le gardien se trouvait dans la même cellule que lui...

Le système a également mis en place une série de procédures de contrôle de la population. Plusieurs dizaines de millions de Chinois, considérés comme « peu sûrs », sont ainsi surveillés quotidiennement par le comité local du Parti dans les villages et dans les quartiers.

Malgré sa tension sans cesse relancée vers la perfection, l'horreur s'est rapidement ébréchée. L'efficacité du système de répression, comme l'efficacité du système politique, atteint son maximum au milieu des années 1950. Ensuite elle déclinera, avec des à-coups.

L.H. : Comment peut-on surveiller une population de 600 millions d'habitants ?

J.-L. D. : L'efficacité du pouvoir dépend beaucoup, au début, de l'enthousiasme de la population et de la conviction des cadres. Puis, l'enthousiasme laisse place à la routine et la mobilisation des esprits à une police des gestes. La population était en gros d'accord pour un régime fort, qui envoie en prison les petits voleurs et les prostituées, mais elle n'était pas prête pour le socialisme et encore moins pour le communisme. D'où un long malentendu.

L.H. : Dans cette organisation totalitaire, est-ce que Mao contrôle tout ?

J.-L. D. : Selon une image convenue, Mao était un poète, un rêveur qui ne s'occupait pas de pouvoir, et qui, installé dans sa piscine du Palais impérial à Pékin où vivaient les dirigeants, lisait des auteurs antiques et faisait des vers... En fait, d'après les sources récentes, Mao est un bureaucrate qui abat un travail effrayant ! Il voit tout, relit tout, donne son avis sur tout, et fonde sur le ministre qui a cru pouvoir en prendre à son aise : par exemple, au début des années 1950, le patron de la Sécurité qui ne le met pas en copie de tout.

Ce que nous montrent aussi les sources nouvelles, c'est que le balancement que l'on croyait plus tardif chez Mao entre radicalisme et modération, ainsi que sa manipulation des conflits de palais pour éliminer les dirigeants trop puissants se manifestent ainsi dès la fin des

années 1940. Il faut interpréter une affaire peu connue qui éclate en 1953-1954 : l'affaire Gao Gang (cf. p. 46).

Cet épisode est essentiel : c'est alors qu'apparaît la première vraie faille entre Mao et l'équipe dont il se débarrassera douze ans plus tard, au moment de la Révolution culturelle*. L'affaire Gao Gang est un des signes avant-coureurs des tentations autocratiques, radicales et utopiques de Mao. Dans les années suivantes, il comprend que le modèle soviétique est pétrifié et en partie inadapté au pays. Il se persuade que le régime chinois ne survivra que s'il se lance en avant, dans une « révolution continue ».

L.H. : Mais ce mouvement de radicalisation, c'est d'abord un énorme mouvement de collectivisation des terres, comme sous Staline. Pour autant, peut-on parler de « modèle soviétique » ?

J.-L. D. : Pas de façon univoque. À l'été 1955, le pouvoir généralise les coopératives sur le modèle des kolkhozes, ces fermes collectives imposées en URSS à partir de 1929. Ce projet de collectivisation des terres, qui signait la fin de la propriété privée, devait être achevé en une douzaine d'années : il est réalisé en quelques mois. La population est mobilisée de manière incroyable : les comités du Parti parcourent la campagne, contraignent les gens à manifester leur enthousiasme et à offrir aux coopératives une partie de leurs outils de travail. De grands travaux sont lancés, de petites usines apparaissent dans les campagnes. C'est la fin du petit capitalisme rural (à chacun son lopin de terre). C'est aussi, dans les plus vastes de ces coopératives, l'esquisse des innovations utopiques qui s'imposeront avec le Grand Bond en avant*. L'imitation de l'URSS ouvre sur une utopie proprement chinoise.

La lune de miel entre le régime et la population rurale est terminée. Jusqu'à ce que Deng Xiaoping privatise l'agriculture, au début des années 1980, les paysans ne travailleront plus que le minimum pour éviter la colère des cadres et se nourrir. D'où de très médiocres résultats économiques. En 1956, pour la première fois, la production agricole stagne. Des poches de famine apparaissent. À ce marasme social s'ajoute le vent qui vient de Moscou : au moment où le droit est donné de critiquer Staline, voilà que le camarade Mao n'a pas été parfait. Une crise larvée se fait jour au sommet du PCC.

La déstalinisation séduit les intellectuels, interroge quelques dirigeants intelligents ou ambitieux, mais ne plaît pas du tout à Mao et à son entourage.

L.H. : Ce sont ces critiques qui vont donner lieu à ce qu'on appelle la campagne « des Cent Fleurs » ?

J.-L. D. : En effet. Cette campagne est un épisode étrange. Fin avril 1957, Mao appelle les intellectuels à donner leurs idées, à critiquer le régime, suivant la formule : « *Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent.* » L'initiative rencontre un tel succès que les critiques s'échauffent. On s'est longtemps demandé si Mao était sincère ou s'il s'agissait d'un piège. Les documents donnent à penser que la vérité est au milieu. Mao paraît avoir d'abord voulu tirer la leçon de ce qui se passe en URSS avec les émeutes en Pologne, et la révolution de 1956 en Hongrie. Pour éviter de tels mouvements en Chine, il laisse la population exprimer ses problèmes ; il décidera ensuite s'il faut réprimer ou réformer.

Très vite, le torrent de contestations et de critiques est tel que Mao choisit la répression. Avec un machiavélisme

Mao se persuade que le régime chinois ne survivra que s'il conserve le sens de la révolution. C'est alors qu'apparaît l'expression de « révolution continue »

impavide, il tient le piège ouvert encore quelque temps. Le mouvement est brutalement interrompu début juin : 550 000 intellectuels au moins seront envoyés dans des camps de travail ; les autres termineront leur carrière terrorisés. Cet épisode, qui devait réconcilier l'intelligentsia avec le régime, l'a détachée définitivement de lui.

Ces années 1955-1957 sont donc une période pivot. Pendant les vingt années suivantes, l'histoire politique, économique et sociale chinoise sera marquée par une série de coups de barre à gauche suivis de moments plus ou moins longs d'accalmie. Mao, de plus en plus nerveux, impose un pouvoir de plus en plus tyrannique à ses collègues. Il se montre si violent contre Zhou Enlai, qui avait osé critiquer en 1956 la mobilisation de 1955, que désormais ceux-ci hésitent à faire connaître leurs craintes, et plus encore à se consulter entre eux.

L.H. : Parmi ces grandes campagnes de radicalisation du régime, il y a, en 1958, le Grand Bond en avant... Comment expliquer ce qui va tourner en une catastrophe économique et humaine ?

J.-L. D. : Cet épisode ne recèle plus guère de mystères. Il s'explique très largement par la nature du régime et par le conflit qui traverse sa direction. En 1956-1957,

le marasme est total dans les campagnes ; les villes souffrent quant à elles des effets du modèle stalinien, notamment d'une industrialisation peu adaptée à la situation chinoise ; tandis qu'un vrai malaise politique s'exprime au sommet du Parti. Comme dans beaucoup de régimes communistes, quand la situation est difficile, on propose une nouvelle avancée révolutionnaire : c'est ce que fait Mao, qui entend mettre au pas Zhou Enlai et tous ceux qui comme Liu Shaoqi ont souligné l'échec de la mobilisation productive de 1955. À partir de l'automne 1957, il charge ses hommes de main et ses collaborateurs immédiats de lancer dans un certain nombre de provinces une mobilisation destinée à faire tache d'huile : c'est le Grand Bond en avant, imposé à l'ensemble du pays en mai 1958.

Il s'agit d'abord d'un mouvement productiviste sans précédent. Le pouvoir pose des objectifs économiques rapidement hors de portée : la production céréalière doit augmenter de 10 %, puis le mot d'ordre est de la doubler ; le slogan devient finalement qu'en cinq ans la Chine rejoigne l'Angleterre et en dix ans les États- >>>

1958, LE GRAND BOND EN AVANT

Rejetant le modèle soviétique, Mao décide dès 1955 de s'appuyer sur la paysannerie pour accélérer l'industrialisation. Les communes agricoles collectivisées (ici, Shiu Shin) s'équipent de petits hauts-fourneaux. Ce sera un échec. Page de gauche, une foule en 1957.



LES HÉRITIERS

Mao a pensé faire de son fils aîné son successeur. Les prétendants furent ensuite nombreux.

Parmi les enfants de Mao Zedong, l'aîné, Mao Anying, intelligent et brave, tient une place particulière. Mao pense à en faire son successeur. Né en 1922 et éduqué à Moscou, il lui manque le baptême du feu : il intègre l'état-major des troupes chinoises qui entrent en Corée en novembre 1950 et meurt, à une date inconnue mais très rapidement, dans un bombardement. A quel moment l'annoncer à Mao ? Ses secrétaires décident d'attendre la stabilisation du front, soit plus de six mois. Quand il apprend la nouvelle, Mao s'effondre. Il ne s'en remettra jamais vraiment.

Après ce deuil, Gao Gang semble le nouveau successeur attitré. Ce bellâtre amateur de femmes, dynamique et brillant, est un ancien de la guérilla et une étoile montante du Parti. Avec Mao, ils se racontent leurs conquêtes féminines. Depuis peu lié à lui, un autre dirigeant prometteur, Rao Shushi. Tous deux s'impatientent du monopole de l'entourage de Mao, contrôlé par le vertueux Liu Shaoqi et l'indispensable Zhou Enlai. Cet entourage commence aussi à encombrer Mao. Gao Gang et Rao Shushi sentent l'occasion et, pour séduire le président, prônent l'accélération du passage au socialisme. Mais Mao ne va pas au bout de ses sympathies. Il se laisse convaincre que Gao Gang et Rao Shushi sont d'ignobles ambitieux. En échange d'une augmentation de son contrôle sur le gouvernement et de l'accord de tous pour avancer à 1953 la transition vers le socialisme, il charge le Comité central de liquider le « complot » et file se reposer. L'affaire est vite réglée avec l'aide de Deng Xiaoping, qui fait là ses premières armes au sommet du Parti. Gao Gang se suicide en août 1954 et Rao Shushi est embastillé.

Dès lors, la position de Liu Shaoqi est renforcée comme numéro deux et successeur naturel de Mao, avec le soutien unanime de la caste des Murs rouges. Mao s'en satisfera en bougonnant jusqu'à ce que Liu mette en cause sa responsabilité dans la tragédie du Grand Bond en 1961 et 1962. Peu après commencera un long complot qui aboutira au lancement de la Révolution culturelle. Celle-ci, cependant, au lieu d'abolir la question de l'héritier, la fera rebondir. Liu abattu, Mao promet l'héritage à Lin Biao, pour ensuite se déjuger à nouveau, et contraindre ledit maréchal à comploter puis s'enfuir. Mais le vieillard était épuisé désormais : c'est l'heure qu'attendait son épouse délaissée, Jiang Qing. Débile et par moments gâteux, Mao a-t-il promis la succession à Jiang Qing ? Ce n'est pas totalement impossible.

J.-L. D.



LES TOUT PREMIERS

A gauche, Anying, le fils aîné de Mao, en 1949, un an avant son décès durant la guerre de Corée. A droite, Gao Gang, préféré de Mao, puis écarté. Il se suicidera en 1954.

>>> Unis ! C'est l'époque où l'on construit des automobiles en bois, où des petites aciéries sont implantées dans les collines – en dépit de tout bon sens –, où les paysans doivent dormir dans les champs pour travailler davantage...

Les coopératives sont remplacées par des communes populaires, une forme plus poussée de collectivisation sur une échelle beaucoup plus large. Celles-ci constituent un instrument de militarisation de la production. La population chinoise est manœuvrée comme une immense armée de travailleurs, hommes, femmes et enfants confondus. La limite est atteinte lorsque l'ordre est donné de construire des cantines et des dortoirs séparés pour les hommes, les femmes et les enfants. Il sera vite abandonné. En Chine, on ne touche pas à la famille si l'on veut se maintenir au pouvoir.

L.H. : Quel est le bilan du Grand Bond en avant ?

J.-L. D. : C'est une catastrophe à la mesure de l'ambition du projet et de l'épuisement de la population. Dès 1958 commence une immense famine qui fera, d'après Yang Jisheng, 36 millions de morts (cf. *Philippe Paquet p. 50*). Le Grand Bond en avant a été une entreprise absurde de bout en bout. L'industrialisation des campagnes a conduit à des gaspillages énormes, notamment en matières premières. Seule une partie infime de l'acier était utilisable,

LIN BIAO LE DAUPHIN DÉCHU (1907-1971)

Brillant commandant de l'Armée rouge lors de la victoire communiste de 1949, ministre de la Défense après 1959, il fournit à Mao l'appui de l'armée pendant la Révolution culturelle. Accusé de complot, il s'enfuit en 1971 : son avion s'écrase en Mongolie.



LIU SHAOQI LE SECOND PARFAIT (1898-1969)

Membre influent du PCC et président de la République, il s'oppose à Mao à l'issue du Grand Bond. Écarté pendant la Révolution culturelle, il meurt en prison en 1969. En 1980, il est officiellement réhabilité par Deng.



tant sa qualité était médiocre. La surproduction entraînait des embouteillages tels dans les transports dans les deux axes nord-sud et est-ouest qu'il fallait un mois et demi pour que les trains passent ; les céréales pourrissaient sur place...

Le pire pour les paysans est que là où les productions n'augmentaient que de 4 à 5 % – ce qui était déjà beaucoup –, les dirigeants locaux annonçaient des croissances de 100 %, voire 150 %. Or les achats forcés de produits agricoles par l'État étaient fixés en fonction des productions déclarées : la tragédie était dès lors programmée dans de nombreux villages. Dès 1958, la disette s'étend, et parfois la famine. Des maladies comme l'hydropisie (des œdèmes) apparaissent, des épidémies se répandent. A cela s'ajoutent des inondations dans le Sud et une sécheresse sévère dans le Nord. Jusqu'en 1962, la Chine se débat dans une misère effroyable. L'anthropophagie réapparaît. La paysannerie est saignée pendant que la population urbaine est alimentée (plus chichement certes) en priorité.

L.H. : Comment la population a-t-elle réagi ?

J.-L. D. : Il y a eu des révoltes, toutes parcelaires, mais en général dirigées ou autorisées par des cadres locaux qui défendaient leurs ouailles contre la mort : on connaît de nombreux cas de greniers dévalisés par des hordes de gueux épuisés accompagnés de leurs chefs. Atterrés, les responsables centraux et provinciaux réagissent souvent avec intelligence et souplesse, allouant des secours là où la situation est la plus difficile, fusillant parfois des boucs émissaires, et aidant les autorités locales à développer des solutions temporaires. Mais d'autres responsables de districts ont laissé mourir des villages entiers. Au total, l'encadrement de base a plié sans se rompre.

L.H. : Comment sort-on d'une telle catastrophe ?

J.-L. D. : D'abord en attendant que le temps passe, ce qui est d'emblée la tactique de Mao. Mais la production

KANG SHENG LE PERSÉCUTEUR ATTITRÉ (1903-1975)

Chef du « département social », le KGB chinois, il seconde Mao, auquel il a présenté Jiang Qing, dans toutes les répressions, notamment lors des Cent Fleurs et de la Révolution culturelle. Il est exclu du parti communiste à titre posthume en 1980.



ZHOU ENLAI LE GRAND VIZIR (1898-1976)

Premier ministre et ministre des Affaires étrangères dès 1949. Il est contraint de soutenir le Grand Bond et la Révolution culturelle et tente de limiter leurs conséquences. Homme de confiance de Mao, il ouvre la Chine à l'Occident.



Le Grand Bond en avant est une catastrophe à la mesure de l'ambition du projet et de l'épuisement de la population

céréalière diminue d'environ 20 %. La crise dans l'industrie est également très grave, d'autant que les Soviétiques, exaspérés par les critiques chinoises, retiennent leur aide. La rupture avec l'URSS est définitive en 1960. En 1961-1962, le pouvoir est donc obligé de faire à nouveau une place au marché privé, et d'autoriser les paysans à cultiver un lopin de terre, tandis que le commerce rural est relancé. Les cadres communistes les plus gauchistes sont écartés.

Après avoir tardé à comprendre ce qui se passait alors que des informations filtraient de partout, c'est un point que confirment les sources récentes, la plupart des dirigeants, en particulier Liu Shaoqi et Zhou Enlai, font une autocritique publique. Celle de Mao est incomplète et contrainte... D'autres dirigeants mènent dans le silence une activité plus que pragmatique, presque cynique : tout est bon pour relever l'économie. C'est le cas de Deng Xiaoping qui prend ses distances avec l'approche à la fois tyrannique et idéologique de son patron.

De fait, le parti est épuisé. Quand Mao tente en 1962 de relancer la vapeur idéologique par le Mouvement d'éducation socialiste, l'appareil rechigne et ergote. >>>

JIANG QING SI PRÈS DU POUVOIR (1914-1991)

La quatrième épouse de Mao, ancienne actrice avide de pouvoir, a joué dans la politique le plus grand rôle de sa carrière. Celle qui fut surnommée « l'Impératrice rouge » a été très près de recevoir la succession, avant d'être arrêtée en octobre 1976.



DENG XIAOPING LE SUCCESSEUR (1904-1997)

Formé au communisme en France, pragmatique, ce proche de Mao est critique à l'égard du Grand Bond et condamné lors de la Révolution culturelle. Réhabilité, il dirige de fait, entre 1979 et 1997, la Chine qu'il fait entrer au FMI et à la Banque mondiale.



10 millions de prisonniers

Dès 1950, 10 millions de personnes sont internées dans des camps de travail (ou laogai) – un chiffre énorme mais qui restera à peu près identique jusqu'en 1978, et qui place la Chine après l'URSS pour la proportion de la population carcérale. Au début, il s'agit surtout de prisonniers de guerre. Ils meurent vite et sont remplacés par des éléments qui, du fait de leur appartenance familiale ou de leur profession, sont qualifiés de « contre-révolutionnaires » : anciens policiers, propriétaires et professions libérales, clients ou amis d'Occidentaux...

En Chine, comme en URSS, on a bien sûr utilisé cette main-d'œuvre gratuite – bien qu'elle se soit finalement révélée coûteuse – pour réaliser des grands travaux dans des conditions terribles.

Mais la grande originalité des camps chinois réside d'une part dans l'intensité de la rééducation idéologique, d'autre part dans les nombreux systèmes de contrôle et de surveillance qui étaient comme les métastases de l'organisation répressive dans la société.

Ambitieux, ce système n'a pas résisté à sa routinisation, à l'échec de la Révolution culturelle et à l'ouverture au capitalisme : de nos jours, la population des camps de travail a diminué au moins de moitié, tandis que le sort des détenus y est devenu très variable, tantôt épouvantable, tantôt à peu près convenable.

J.-L. D.



Mao supporte de plus en plus difficilement les dirigeants qui l'entourent, témoins de ses erreurs. Et il décide d'éliminer sa garde rapprochée

>>> Alors Mao s'énervait... Il supporte de plus en plus difficilement les dirigeants qui l'entourent, en particulier Liu Shaoqi, qui ont été les témoins de ses erreurs. Et il se décide progressivement à éliminer sa garde rapprochée.

L.H. : Cette volonté d'éliminer la vieille garde, c'est ce qui conduit Mao à lancer le pays dans la Révolution culturelle ?

J.-L. D. : Qu'est-ce qui décide Mao à déclencher la Révolution culturelle ? La question n'est pas tranchée, mais les sources montrent clairement l'agacement personnel et politique de Mao à l'égard de l'appareil central du parti. En réalité, cette extraordinaire mobilisation de la population chinoise (cf. p. 52) a pour enjeu une révolution de palais, une bataille pour un pouvoir dont désormais Mao veut jouir sans partage, et dont d'autres convoient de plus en plus la succession. Une bataille qui conduira à l'élimination de Lin Biao en 1971.

L.H. : Quel est le bilan humain de la Révolution culturelle ?

J.-L. D. : On estime que la Révolution culturelle a causé 4 millions de morts. Mais on évalue à 100 millions le nombre de ceux qui ont été estropiés, martyrisés, maltraités, humiliés. Cela veut dire un Chinois sur huit, c'est-à-dire un adulte sur deux...

Et le régime a franchi la ligne blanche en s'en prenant aux familles : beaucoup de couples ont été séparés, beaucoup d'enfants éloignés de leurs parents ; en tout, une bonne moitié de la population a été atteinte d'une façon ou d'une autre dans sa famille. Crime impardonnable dans ce vieux pays confucéen...

De 1966 jusqu'à la mort de Mao, malgré quelques campagnes productivistes, le marasme s'installe, en partie aussi car la démographie explose. Le pays est juste assez riche pour nourrir à peu près sa population et pour construire des armes. Sur le plan politique, la conséquence de la Révolution culturelle est l'effondrement de l'idéal maoïste d'une révolution continuée, sans cesse relancée. Car chacun peut voir que le résultat est : plus de répression et plus de privations. On peut, pour résumer, dire que si l'échec du Grand Bond en avant a frappé le communisme au ventre, celui de la Révolution culturelle l'a frappé à la tête. Il l'a ridiculisé et a menacé sa légitimité.



L.H. : Comment le maoïsme* disparaît-il ?

J.-L. D. : Dans une atmosphère de complots permanents. La Révolution culturelle a compromis une bonne partie de ses animateurs initiaux. Ainsi s'ouvre un espace pour des personnalités plus modérées, regroupées autour de Zhou Enlai. Celui-ci est un personnage incroyable : fils de famille devenu étudiant nationaliste à la fin des années 1910 ; puis cadre du petit PCC naissant, agitateur stalinien et homme des basses œuvres à Shanghai ; le plus souvent membre de la direction centrale, il n'a vraiment cessé de jouer contre Mao qu'au début des années 1940 pour devenir, avec quelques éclairs de courage, l'indispensable collaborateur, à la fois Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, chef de cabinet, simple courtisan et comploter aux moments clés. Après avoir survécu aux tourments de la Révolution culturelle, Zhou utilise la confiance que Mao lui accorde après la disparition de Lin Biao pour jouer son va-tout en 1972. Il lance une critique de l'ultra-gauche, rationalise la politique économique et ouvre la Chine sur le monde. De fait, celle-ci entre à l'ONU en 1971. L'année suivante, le président américain Nixon se rend en Chine. Le pays renoue avec l'Occident.

Mais Zhou Enlai découvre qu'il est atteint d'un cancer. Jiang Qing et ses affidés l'apprennent et déclenchent une offensive à laquelle Mao se prête, jaloux des succès internationaux de son collaborateur. Zhou Enlai, que l'on empêche de se soigner, se trouve dans des difficultés politiques croissantes, d'autant qu'en 1973-1974 l'aile gauche tente de relancer la Révolution culturelle ; c'est la campagne de « critique de Lin Biao et Confucius ». Aussi, à la fin 1974, Zhou passe le flambeau à Deng Xiaoping, qui, de retour à Pékin, impose un programme de rationalisation. L'espoir renaît d'un retour à l'ordre et

FIN DE RÈGNE

Les dernières années du président Mao – malade et plus paranoïaque que jamais – sont marquées par des complots de successions et des purges au sein de l'appareil d'État (ci-dessus, une statue de Mao devant des usines de Wuhan en 1971).

au réalisme. Mais, à la fin de 1975, Jiang Qing retrouve l'écoute de Mao et élimine Deng... Les neuf derniers mois avant la mort du Grand Timonier, en septembre 1976, et avant l'élimination de la Bande des quatre* en octobre, voient une relance délirante de l'agitation dans un pays épuisé physiquement et psychologiquement.

L.H. : Peut-on conclure de tout cela que le maoïsme a constitué un des régimes les plus délirants que le xx^e siècle ait produits ?

J.-L. D. : Probablement, oui. Et les Chinois ont souffert abominablement. De la faim, du froid, de leurs espoirs déçus. Ils ont souffert également d'humiliation – parce que le maoïsme n'a pas été seulement un pouvoir sur les corps mais également sur les esprits. Pourtant, il y a eu des variations chronologiques et locales. Bien des cadres locaux ont cherché à soulager les populations, des habitudes aussi se sont prises. Bien souvent, l'horreur du totalitarisme a été quelque peu étouffée par le désir commun de survivre et de s'en sortir.

A mon avis, on ne comprend pas la violence avec laquelle cette société s'est jetée, après 1978, dans un développement brutal et inégal si on ne tient pas compte du sentiment, largement partagé, que l'on a trop longtemps souffert, qu'il faut créer l'irréversible. Au fond, l'idée d'une sorte de deuxième Grand Bond pour que les horreurs du temps de Mao ne soient plus possibles.

Propos recueillis par L'Histoire.

Le jour où le Tibet fut annexé

Les troupes chinoises menées par Deng Xiaoping n'ont aucun mal à envahir le Tibet en octobre 1950. Depuis soixante ans, le pays, devenu région autonome, est mis au pillage.

par **CLAUDE ARPI**

Historien et journaliste spécialiste du Tibet,

Claude Arpi dirige le Pavillon tibétain de la cité internationale d'Auroville, en Inde. Directeur de la Revue de l'Inde, il a notamment écrit *Tibet, le pays sacrifié* (Calmann-Lévy, 2000).

Le 7 octobre 1950, sous prétexte de « libérer le Tibet » et de protéger les « frontières » occidentales contre les « impérialistes », une armée de 30 000 Chinois menée par Deng Xiaoping franchit le Yangzi. Bien que le fleuve ne constitue pas la frontière avec la Chine, située bien plus à l'est, une petite garnison de 3 000 soldats tibétains y campe, mal équipée, sans poste radio. En quelques heures, elle est massacrée.

Depuis plus d'un siècle, les habitants du Tibet bouddhiste vivent dans un univers coupé du reste du monde, dirigé par une « lignée » de dalaï-lamas successifs, chefs temporels autant que spirituels. A Lhassa, la capitale, beaucoup croient qu'augmenter le nombre des prières suffira à chasser l'ennemi.

Le 23 mai 1951, Pékin impose un accord en 17 points « en vue d'une libération pacifique du Tibet » : le gouvernement central chinois a autorité sur les affaires étrangères et de la défense ; l'armée tibétaine est intégrée dans les forces d'occupation.

Pour Mao, c'est un premier pas vers la nouvelle société socialiste qui doit gagner tout le continent asiatique. Car, en disparaissant, le Tibet, État tampon entre les deux géants de la région, laisse l'Inde face à un nouveau voisin autrement belliqueux.

En 1950, l'actuel dalaï-lama est sur le point de devenir le chef spirituel et temporel du Tibet. Né en 1935, il a été découvert « réincarné », selon la tradition, à l'âge de 2 ans, dans une famille de paysans pauvres habitant un village éloigné. Après avoir subi les examens nécessaires à sa confirmation comme « dalaï-lama », il a été conduit à Lhassa en 1940 et intronisé sous le nom de Tenzin Gyaltso. Pour lui, l'accord du 23 mai 1951 est « fondé sur la supposition que le Tibet faisait partie de la Chine. Ce qui était simplement faux... ». En 1954, il va à Pékin, espérant convaincre Mao Zedong d'accorder une autonomie à son pays et d'autoriser son peuple à pratiquer sa religion. En vain. En 1956, il plaide alors sa cause auprès de Nehru, le Premier ministre indien, chantre de la liberté des



LES MOINES DÉARMÉS

En avril 1959, des moines remettent leurs armes à l'ALP chinoise, après l'échec de leur soulèvement.

peuples opprimés. Mais l'Inde croit qu'une éternelle amitié avec la Chine est la clé d'une grande Asie enfin « libérée ». Le Tibet est sacrifié.

En mars 1959, pour empêcher que le dalaï-lama soit enlevé par Pékin, de violents affrontements à Lhassa opposent Tibétains et soldats chinois. Le dalaï-lama s'enfuit, le 17 mars, dans la ville indienne de Dharamsala, au pied de l'Himalaya, où il réside toujours. L'occupation chinoise a entraîné la mort de 1,2 million de Tibétains selon le gouvernement en exil. Certains dans des combats de rue comme en mars 1959. D'autres dans des camps de concentration ou à cause de la famine consécutive au Grand Bond en avant* (1958-1961). Un grand nombre suite aux longues et cruelles séances de « rééducation patriotique », pendant la Révolution culturelle*.

Dans le même temps, le régime communiste chinois s'est acharné à effacer l'identité culturelle tibétaine. Plus de 6 000 temples et monastères ont été détruits, beaucoup d'autres pillés. Tous ceux qui visitent Lhassa sont choqués par le nombre de bars à karaoké, de bordels et de boutiques encombrées d'objets chinois en plastique qui y remplacent l'artisanat traditionnel.

Enfin, l'occupation chinoise a eu de graves conséquences écologiques. Des millions d'hectares de forêts ont été dévastés dans la région du Kham et du Tibet septentrional, suscitant des dérèglements climatiques. Les inondations de 1998 en Chine et en Inde prouvent que le problème dépasse largement le plateau tibétain. Théoriquement interdite, la déforestation continue. La Chine est un ogre qui dévore les matières premières. Autre exemple : le cas du lac Yamdrok Yamtso ou lac Turquoise, dont les eaux dormantes alimentent une centrale électrique dans la vallée de Lhassa. D'ici quelques décennies, le lac sera vide, sa faune et sa flore détruites...

Plusieurs obstacles empêchent un accord entre Chinois et Tibétains. Tout d'abord, la définition géographique. Les Chinois se disent prêts à discuter le statut de la Région autonome du Tibet (RAT) alors que le dalaï-lama insiste pour prendre en compte les trois provinces traditionnelles : Tibet central, Kham et Amdo. Soit une superficie du double.

Ensuite le problème des « minorités ethniques » chinoises. Aujourd'hui, les Tibétains seraient minoritaires dans leur propre pays, 6 millions contre 7,5 millions de Chinois venus depuis les années 1980 – mais l'on manque de statistiques récentes et fiables. Or, si Pékin concède quoi que ce soit aux Tibétains, il lui faudra agir de même avec les Ouïgours du Xinjiang et autres minorités comme les Mongols (cf. Isabelle Attané, p. 80).



UNE RÉGION DISPUTÉE

Situé aux marges de la Chine, le Tibet est l'une des cinq Régions autonomes de la République. Ses frontières, tracées en 1955, ne correspondent pas à celles du Tibet historique. Le dalaï-lama, exilé en Inde, a renoncé à réclamer l'indépendance en 1998, mais les négociations avec Pékin restent difficiles.

La stratégie locale de sinisation, assortie de transferts de population qui ont fait leurs preuves en Mongolie intérieure et en Mandchourie où les populations locales ont été assimilées par des vagues successives de colons chinois han*, semble également porter ses fruits au Tibet. Cette crainte avait pourtant poussé le dalaï-lama à faire des compromis, jusqu'à annoncer, devant le Parlement de Strasbourg en 1988, qu'il ne réclamait plus l'indépendance pour son pays, mais une autonomie « véritable » qui laisserait les Tibétains responsables de leurs affaires, à l'exception de la défense et des affaires étrangères.

Depuis, le chef du gouvernement tibétain en exil, prix Nobel de la paix en 1989 et médaille d'or du Congrès américain en 2007, parcourt le globe pour faire connaître le sort de ses compatriotes restés sur le Toit du monde. En mars 2011, il a informé le Parlement tibétain en exil qu'il désirait se consacrer à ses activités religieuses et œcuméniques. La Constitution tibétaine a donc été amendée selon son vœu et la plupart des pouvoirs du dalaï-lama ont été transférés à un Premier ministre élu, le docteur Lobsang Sangye. ■

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.

Révélation sur le Grand Bond en avant

Le journaliste chinois Yang Jisheng a mené une enquête sans précédent sur la famine consécutive au Grand Bond en avant. Bilan : 36 millions de victimes.

par PHILIPPE PAQUET

Au-delà de la controverse sur le nombre de morts, il y a une réalité incontestable : tentative insensée d'accélérer la collectivisation de l'économie et l'industrialisation du pays aux dépens de la production agricole, le Grand Bond en avant fit cruellement souffrir la population chinoise, à l'exception d'une minorité de privilégiés.

Mon épouse est née pendant le Grand Bond en avant. Prise peu après l'accouchement, une photo en noir et blanc montre sa mère le visage horriblement émacié. Que le lecteur me pardonne cette modeste anecdote personnelle. Elle rappelle qu'il ne faisait pas bon mettre un enfant au monde en des temps aussi durs : l'épreuve physique était terrible pour des corps déjà meurtris par des mois ou des années de privations. Cette vérité, un paysan nous la résuma un jour en osant une comparaison que son gouvernement n'aurait sans doute guère appréciée : « *La vie avant la Libération [c'est-à-dire sous le régime nationaliste de Chiang Kai-shek] était pénible. Mais elle ne le fut jamais autant que pendant le Grand Bond en avant.* »

C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire *Stèles*, le monumental travail de Yang Jisheng sur la « grande famine » qui sévit en Chine de 1958 à 1961, que viennent de publier les éditions du Seuil. Fruit d'une longue enquête de terrain, fondé autant sur les témoignages des survivants que sur les révélations d'archives auxquelles cet ancien journaliste de l'agence officielle Chine nouvelle a pu avoir accès, le livre a été, sans surprise, interdit par les autorités

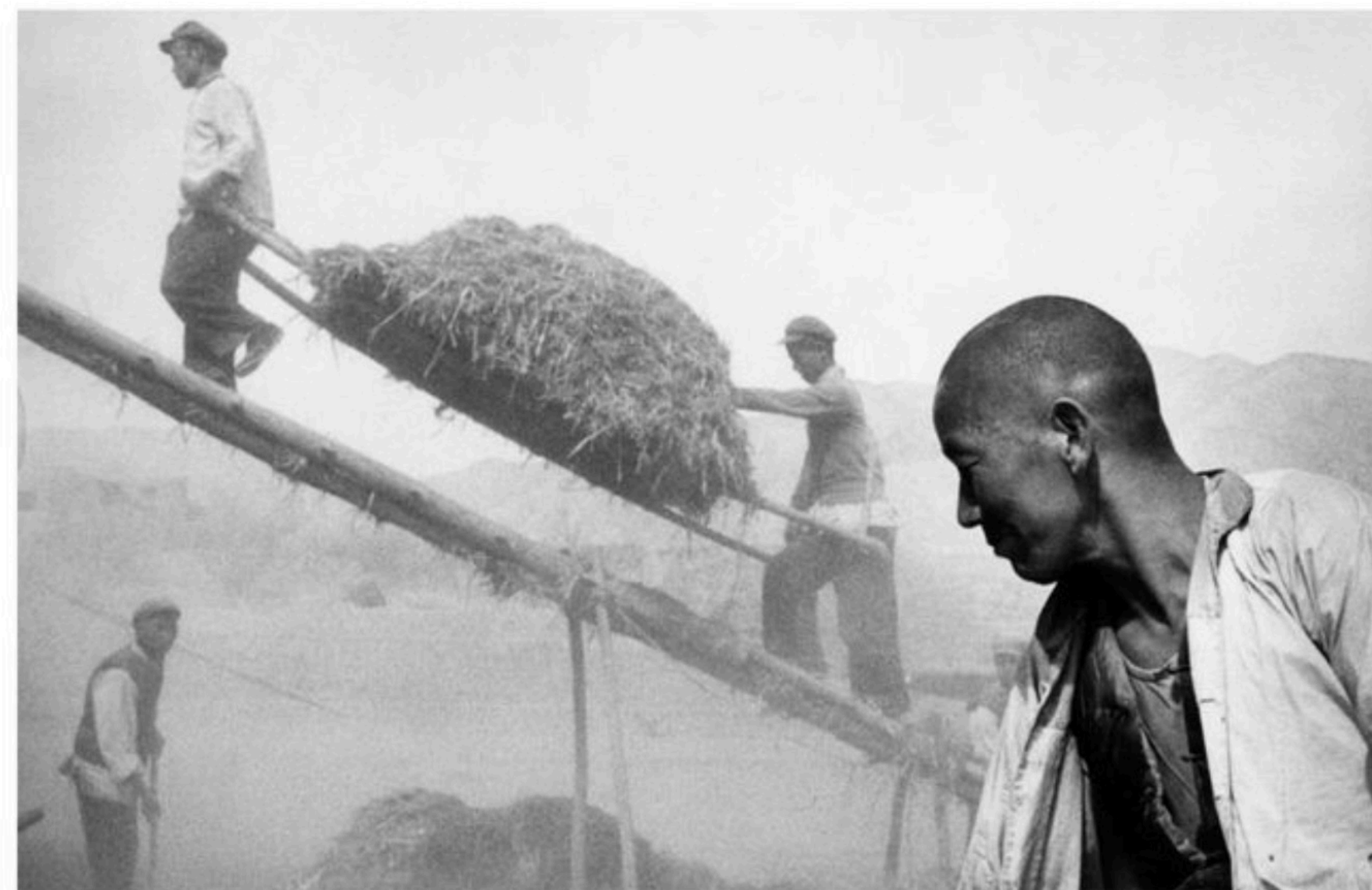
chinoises (il a donc été publié à Hongkong, comme il arrive souvent pour les ouvrages dérangeants) : si la direction communiste actuelle a répudié les excès du maoïsme, elle ne tolère pas qu'on dresse un tableau trop sombre de cette période. Cependant, les Chinois eux-mêmes, y compris des victimes du Grand Bond en avant, ont accueilli avec scepticisme les conclusions de Yang, mettant en doute notamment l'effrayant bilan de 36 millions de morts qu'il a établi.

Pareille attitude s'explique aussi bien par le manque d'informations que par la démesure de l'événement, qui ne peut que laisser incrédule quand on entreprend de l'exposer. Elle résulte également de la difficulté de cerner exactement les conséquences d'une telle tragédie.

C'est pour couper court aux polémiques qui donnent pour causes principales de la famine les traditionnelles calamités naturelles (inondations, sécheresse) et le retrait de l'aide soviétique que Yang Jisheng a voulu fournir un document extrêmement détaillé¹. Cela nous vaut six cents pages qui s'appuient sur des références précises – un scrupule plutôt inhabituel en Chine où les historiens se nourrissent aussi bien de faits que de ragots (en partant du principe qu'une rumeur colportée vingt fois devient une vérité). Le résultat comble un vide important. On disposait déjà d'études fondamentales sur la Révolution culturelle, de l'œuvre pionnière de Simon Leys avec *Les Habits*

Journaliste

à La Libre Belgique, Philippe Paquet a publié *Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine* (Gallimard, 2010).



neufs du président Mao (1971) à la volumineuse somme de Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals dont Gallimard a donné en 2009 une version française (*La Dernière révolution de Mao*). On n'avait rien, en revanche, en français, sur le Grand Bond en avant².

Rien d'aussi minutieux, en tout cas, et le mérite en rejaillit autant sur l'éditeur que sur l'auteur. Yang s'emploie bien sûr à restituer le contexte, rappelant que l'ambition de Mao était de brûler les étapes pour atteindre le niveau de développement de la Grande-Bretagne (et de dépasser l'Union soviétique rivale...). Il analyse aussi les

UN TERRIBLE RETOUR EN ARRIÈRE Pour l'immense majorité de la population, même rurale, le Grand Bond en avant fut synonyme d'une famine sans précédent (paysans dans la province de Gansu en 1957).

conséquences politiques, sociales et démographiques de cette catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais, pour le reste, il dresse l'inventaire systématique, quasiment village par village, dans plusieurs provinces (Henan, Gansu, Sichuan...), des atrocités auxquelles le Grand Bond en avant a donné lieu.

Ce sont ici des décès par centaines (cadavres abandonnés dans les fossés ou, au contraire, dissimulés dans les habitations pour que le reste de la maisonnée puisse utiliser les coupons de rationnement du défunt), là des « opportunistes de droite » qu'on humilie, torture et élimine parce qu'ils ont caché ou volé de la nourriture. Les cas de cannibalisme sont innombrables et l'horreur ne paraît connaître aucune limite : des parents tuent leurs enfants pour les manger.

« *Les masses sont des esclaves ; pour en tirer quelque chose il faut les battre, les injurier et leur couper les vivres* », ne craignait pas de proclamer un cadre de l'Anhui. Mais les responsables du parti, eux, se gointraient. Et se taisaient, craignant de rapporter au pouvoir central l'échec du glorieux « bond en avant » (une expression forgée, nous apprend Yang, par Zhou Enlai). Or, plus ils se taisaient, plus le drame empirait, et plus il s'aggravait, plus les cadres étaient pris de panique et se muraient dans le silence.

L'incompétence et l'incurie des dirigeants du parti communiste à tous les échelons sont probablement les aspects de la tragédie qui ont le plus de résonance dans la Chine d'aujourd'hui. ■

À SAVOIR

Yang Jisheng contre les vérités officielles

Né en 1940, Yang Jisheng a vu son père mourir de faim en 1959. Diplômé de Qinhua, la meilleure université chinoise, il a fait une carrière de journaliste à l'agence officielle Chine nouvelle jusqu'en 2001. C'est là, explique-t-il, qu'il a pris conscience des mensonges officiels dictés par la propagande du Parti. C'est en 1989 qu'il entreprend sa monumentale enquête sur les victimes de la Grande Famine (son livre n'est à ce jour pas publié en Chine). Yang Jisheng est aujourd'hui professeur à l'université de Hongkong et collaborateur de *Yanhuang Chunqiu*, un magazine historique indépendant (cf. p. 38).

Yang Jisheng, *Stèles. La Grande Famine en Chine, 1958-1961*, Seuil, 2012.



NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Encore la traduction de Louis Vincennes et Sylvie Gentil, que nous procure Le Seuil, est-elle un condensé de l'édition originale.

2. En anglais, signalons en particulier le livre de Frank Dikötter, *Mao's Great Famine*, Bloomsbury, 2011.



LA JEUNESSE EMBRIGADÉE

Une caractéristique de la Révolution culturelle est la mobilisation de la jeunesse, qui manifeste régulièrement son soutien enthousiaste au président du Parti. Sur cette affiche de 1967, Mao est accompagné de Lin Biao qui orchestre ces campagnes.

La Révolution culturelle frappe à la tête

Au printemps 1966, la « Révolution culturelle », menée par les jeunes Gardes rouges, balaie les cadres du Parti et toutes les élites. Le bilan de ce règlement de comptes politique est terrible.

par **JEAN-LUC DOMENACH**

Directeur de recherches au Ceri,

Jean-Luc Domenach, spécialiste de la Chine contemporaine, publie en novembre *Mao, sa cour et ses complots*. Derrière les Murs rouges (Fayard). Cet article est la version revue et mise à jour de « Comment Mao a livré la Chine aux Gardes rouges », *L'Histoire* n° 182, pp. 42-57.

O n a du mal à imaginer aujourd'hui l'effet sensationnel que produisirent dans le monde entier, à partir du printemps 1966, les nouvelles en provenance de Pékin. Dans un régime communiste solidement installé, ne voyait-on pas le président du PCC* lui-même, Mao Zedong, appeler les « masses » à détruire le parti dirigeant et des millions de jeunes se soulever ? Au sein des universités occidentales, ce fut l'enthousiasme : en France, des groupes maoïstes* apparurent, qui devaient jouer un rôle actif en mai 1968. La Chine offrait en effet un modèle de « révolution dans la révolution » cher aux trotskystes et qui permettait aux staliniens déçus de raviver leur foi et aux militants chrétiens d'adhérer à un communisme résolument moral. Au-delà, les médias publiaient des reportages fascinés par cette Chine de plus en plus « mystérieuse ». Même à droite, Alain Peyrefitte se fit le chantre d'un gaullisme maophile avec son énorme succès *Quand la Chine s'éveillera...* (1973).

Certes, à partir de 1972, la situation s'est compliquée, largement à cause des révélations entourant l'élimination de Lin Biao. Le naïf consensus chinois fut contrecarré par des voix de plus en plus écoutées : l'universitaire belge Simon Leys qui publia en 1971, *Les Habits neufs du président Mao* et, en 1974,

Ombres chinoises ; et quelques sinologues critiques qui rassemblèrent leurs contributions dans *Regards froids sur la Chine* (1976).

Mais c'est après 1976-1978 que le mythe chinois s'est véritablement effondré. Le climat international s'était modifié : les tiers-mondismes s'étaient effacés, l'Union soviétique se redressait. Dans les milieux intellectuels, après la traduction de *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Soljénitsyne (1974 en France), la fièvre gauchiste se muait en critique antitotalitaire. Surtout, le modèle chinois changeait brutalement de contenu. A peine plus de deux ans après la mort de Mao (en septembre 1976), Deng Xiaoping imposait à la politique chinoise une bifurcation brutale vers la modernisation, la réforme et l'ouverture. La dénonciation des désordres « gauchistes » devenait tout d'un coup « correcte », et des milliers de témoignages affluaient sur la Révolution culturelle* que les Chinois avaient subie, unerévolution de sang et de larmes.

L'histoire des années 1966-1971 est entrée soudain dans une deuxième phase. Désormais, on pouvait étudier le vécu du drame et ses effets sur la société. Aujourd'hui, l'abondance des publications, notamment outre-Atlantique, fait de la Révolution culturelle une

NOTE

* Cf. lexique, p. 94.

La machine se grippe, l'appareil ne répond plus : dans l'été 1965, excédé, Mao décide de faire tomber par la force cette « citadelle révisionniste »

des périodes les moins obscures de l'histoire chinoise depuis 1949, mieux connue que les événements plus meurtriers qui l'ont précédée. Au-delà des divergences d'interprétation et des débats sur la chronologie, un fait s'impose : la Révolution culturelle fut l'apothéose d'une bataille pour le pouvoir, mêlant ambitions personnelles et divergences idéologiques.

L'échec tragique du Grand Bond en avant* (1957-58) met en cause l'autorité du Président : celui-ci répond, en 1959, par une violente purge aux critiques du maréchal Peng Dehuai, mais il ne peut empêcher ses collègues de laisser critiquer publiquement son utopisme. « Quand nous sommes ensemble à une réunion, dira plus tard Mao, Deng Xiaoping s'installe loin de moi. Depuis 1959, il ne m'a jamais fait de rapport sur son travail. » A l'automne 1962, la situation économique s'améliore et Mao relance la mobilisation politique, exhortant le pays à « ne pas oublier la lutte de classes ». Il déclenche

un « mouvement d'éducation socialiste » destiné à remettre le pays sur la voie de la révolution.

Mais l'appareil ne répond pas. Ses cadres de base, épuisés et désillusionnés, s'attachent surtout à consolider l'économie, soutenus par une génération de dirigeants apparemment unis – Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Zhou Enlai – qui ont remis de l'ordre dans le Parti et dans l'État. Seule l'Armée rouge, reprise en main par le maréchal Lin Biao (qui a remplacé Peng Dehuai à la tête du ministère de la Défense), annonce les Citations du Président. Dans l'été 1965, excédé, Mao décide de faire tomber par la force cette « citadelle révisionniste ».

UNE ANCIENNE TRADITION XÉNOPHOBIE RAVIVÉE

L'évolution de la conjoncture internationale permet de mieux comprendre ce choix. La rupture de l'alliance sino-soviétique, esquissée en 1957, effective en 1959 et publique en 1963, place la Chine dans une position exaltante et difficile. Elle lui ouvre, sur la « gauche » de l'URSS, un immense espace politique que Pékin s'efforce d'occuper en dénonçant à la fois le « révisionnisme » et l'« impérialisme ». Logomachie peu efficace : en 1965-1966, Pékin subit une série d'échecs graves (annulation de la conférence afro-asiatique d'Alger, brouille avec Cuba, médiation réussie de l'URSS entre l'Inde et le Pakistan, écrasement sanglant du Parti communiste indonésien). Des incidents éclatent sur la frontière sino-soviétique. Surtout, la Chine doit réagir à l'escalade américaine au Vietnam, qui étend à ses portes la menace « impérialiste ». Le radicalisme antioccidental et la virulence nationaliste de la Révolution culturelle ne se comprennent pas si l'on oublie que la population chinoise était à longueur de temps mise en garde contre un danger non seulement intérieur mais aussi extérieur. Par de nombreux côtés, le mouvement des Gardes rouges* renoue avec une ancienne tradition xénophobe.

Pour dynamiter le puissant appareil politico-administratif, Mao utilise la police et surtout l'armée. Il manipule la première (et ses nombreux services parallèles) en s'appuyant sur Kang Sheng, le « Béria chinois ». Pour manœuvrer la seconde, il se sert du servile Lin Biao. La police et l'armée ont réalisé les purges des années 1966-1971. Mais le fer de lance fut la jeunesse, dont l'insurrection, à la fois sincère et manipulée, constitue la grande originalité de la Révolution culturelle. A peu près tous les jeunes citadins de 15 à 25 ans se sont à un moment ou à un autre engagés dans des groupes de Gardes rouges, encadrés par l'armée : fascinés par Mao, ils espéraient aussi écrire à leur tour des pages glorieuses de l'histoire nationale.

Le reste de la population a été éberlué, puis terrorisé. Si les paysans ont été tenus à l'écart, nombre d'ouvriers



LES MARCHES DE LA HONTE

Impitoyables, les Gardes rouges humilient leurs aînés qu'ils exhibent coiffés de bonnets de la honte (ci-dessus, Bao Huali, secrétaire du Parti de l'Anhui en 1967).

mouvement dans un cadre académique, Peng doit l'enterrer, légitimant les critiques dont il sera victime, et creusant ainsi sa tombe : il disparaît de la scène en mars-avril 1966. Dès mai-juin, la « grande

révolution culturelle prolétarienne » s'étend aux universités. Le *Quotidien du peuple* appelle les « larges masses » à « bombarder les états-majors », et à « balayer tous les monstres » pour imposer la « domination sans >>>

et d'employés se sont laissé mobiliser, par crainte ou conformisme, parfois à cause de promesses démagogiques. Sûrs de leur loyauté et fiers de leur passé, les responsables de tous grades ne comprirent que trop tard le destin qui leur était réservé. Seuls résistèrent quelques responsables provinciaux à la forte assise locale qui purent contraindre le camp maoïste à négocier mais non lui opposer une ligne politique divergente.

Quant aux plus hauts dirigeants, aveuglés par leurs disputes factionnelles, ils se sont fait piéger les uns après les autres. Le Bureau politique n'a pas compris qu'il était la cible d'un complot admirablement organisé par son chef lui-même, où nul ne prédominait : Kang Sheng s'occupait des manœuvres occultes, Lin Biao du soutien de l'armée, Chen Boda du projet idéologique et Jiang Qing, l'épouse de Mao, de « mettre le feu à la plaine » à l'aide d'une camarilla d'intellectuels opportunistes, shanghaiens (Zhang Chunqiao, Yao Wenyuan) ou pékinois (Wang Li, Qi Benyu).

La Révolution culturelle peut être divisée en cinq périodes. La première, de l'automne 1965 à l'été 1966, est celle des manœuvres préliminaires, quand les séides de Jiang Qing passent à l'offensive sur le terrain culturel, donnant son nom au mouvement. Mais la vraie cible est politique : Peng Zhen, le maire de Pékin, très hostile à Mao, et qui protège les trois écrivains les plus visés, Deng Tuo, Liao Mosha et Wu Han. Habile, Mao demande à Peng Zhen de diriger un groupe chargé de la Révolution culturelle. Après avoir tenté de contenir le

À SAVOIR

Les intellectuels humiliés

La Révolution culturelle a moins été marquée par une terreur de masse que par une multitude de violences particulières, cherchant à rabaisser la personne. Le symbole le plus terrible, ce furent ces vieux professeurs et ces anciens de la Longue Marche (1934-1936) qui, coiffés du bonnet de la honte, durent effectuer des autocritiques lamentables, puis furent affectés pendant des années au balayage des rues ou à la vidange des toilettes : certains devinrent fous ou se suicidèrent, la plupart furent psychologiquement détruits. On brisa les doigts de pianistes renommés. Certains dirigeants furent abominablement traités, tels Peng De huai et Liu Shaoqi qui en moururent. Deng Xiaoping eut la chance de n'être qu'exilé en province (mais son fils, défenestré, en resta handicapé). Dans des zones reculées du Guangxi, d'après l'enquête du romancier Zheng Yi, on alla jusqu'à dévorer la chair et les viscères des « ennemis de classe ». Le bilan est terrible : 4 millions de morts et sans doute 1 adulte sur 2 victime de violences.



1967, PLACE TIAN'ANMEN, LE « PETIT LIVRE ROUGE »

C'est Lin Biao qui a l'idée, en 1964, de rassembler les citations du président Mao Zedong dans un petit livre à couverture rouge, à l'usage des soldats. Très vite, l'étude de cette « bible maoïste » devient obligatoire dans les écoles et les usines. Après 1966, tout citoyen doit en posséder un exemplaire et pouvoir en réciter des extraits à la demande des Gardes rouges, sous peine de prison ou de travaux forcés. Ci-dessus : place Tian'anmen en 1967.

En août 1966, d'innombrables écoliers et étudiants se ruent vers Pékin, dans des trains hérissés de drapeaux rouges, pour « rencontrer le président Mao »



Le mois d'août 1966 est celui de l'éclosion du mouvement des Gardes rouges. D'innombrables écoliers et étudiants se ruent vers Pékin, dans des trains hérissés de drapeaux rouges, pour « rencontrer le Président Mao ». Du 13 au 25 août, celui-ci en passe en revue... 13 millions. « Illuminés » par la pensée du Président, les Gardes rouges refluent ensuite vers les provinces. Leurs cibles symboliques sont les bâtiments publics et les sceaux de l'autorité, dont il faut se saisir, comme lors des révoltes ancestrales. Des jeunes de 20 ans prennent la direction d'énormes usines dont les dirigeants sont enfermés dans les toilettes publiques.

« Détruire l'ancien pour fonder le nouveau » : ils sacquent les symboles du passé, brûlent les « mauvais livres », humilient les « bourgeois apatrides » et les « intellectuels puants », attaquent la « bande noire », c'est-à-dire les dirigeants jugés « engagés dans la voie capitaliste ».

JUSQU'OU DOIT ALLER LA RÉVOLUTION CULTURELLE ?

À l'automne 1966 s'ouvre une troisième période caractérisée par les désordres de la lutte pour le pouvoir. Le groupe maoïste achève la purge à Pékin et s'efforce de l'étendre aux provinces. Mais les Gardes rouges et les organisations ouvrières échappent à tout contrôle. Les grandes villes sont paralysées par les grèves et les combats de rues. Pour empêcher l'anarchie, l'armée* est appelée le 23 janvier 1967 à soutenir les « masses révolutionnaires de gauche ». De nouveaux organes de pouvoir remplacent l'administration et le Parti : les « comités révolutionnaires », qui reposent sur la « triple alliance » entre les masses, les cadres révolutionnaires et les représentants de l'armée.

Ce sursaut ouvre en fait la voie, en février-mars 1967, à la réaction de quelques dirigeants courageux. Zhou Enlai prêche inlassablement la modération et le vieux maréchal Chen Yi défie les Gardes rouges : « Plutôt que de vous rebeller contre moi, pourquoi n'allez-vous pas au Vietnam vous rebeller contre les Américains ? » Des responsables provinciaux prennent prétexte du désordre pour écraser les nouveaux révolutionnaires – au Sichuan, leurs milices tirent au canon. Le mouvement se radicalise. Autour de Mao, la discussion fait rage : jusqu'où doit aller la Révolution culturelle ? « Jusqu'au bout », répond Jiang Qing, déchaînée.

La question est tranchée durant l'été 1967. L'aile gauche maoïste – Jiang Qing, Chen Boda, Wang Li –, persuadée du soutien de Mao, passe à l'offensive contre les commandants provinciaux de l'armée et les responsables de l'État, les collaborateurs de Zhou Enlai. Mais l'anarchie gagne. Des Gardes rouges occupent partiellement le ministère des Affaires étrangères. Autour des ambassades, le spectacle est permanent. La rue

« UN EXPLOIT SURHUMAIN »

Le 16 juillet 1966, Mao, avec ses gardes du corps, descend 15 kilomètres du Yangzi en 65 minutes, « à la vitesse du record du monde », s'exclame la propagande. « Rude coup porté à l'impérialisme », ajoute *Chine nouvelle* (ci-dessus, photo officielle retouchée).

>>> partage » de la pensée de Mao. Pendant ce temps, le Président manœuvre depuis l'une de ses superbes résidences : répétant le même artifice, il laisse la direction officielle de la Révolution culturelle à Liu Shaoqi et Deng Xiaoping qui avalisent le mouvement mais sont partout accusés de vouloir le contenir.

En juillet 1966 commence la seconde période, l'offensive maoïste. Estimant Liu et Deng suffisamment compromis, Mao rentre à Pékin après avoir franchi le Yangzi à la nage – son Rubicon... Il terrorise le Comité central en organisant des mouvements de troupes et en mobilisant des foules fanatisées, puis force l'adoption, le 12 août, d'une « décision sur la grande Révolution culturelle prolétarienne » qui fixe les objectifs : « Combattre et écraser ceux qui détiennent des postes de direction mais se sont engagés dans la voie capitaliste. » Dans la nouvelle hiérarchie, Lin Biao devient le « plus proche compagnon d'armes » du Président. Liu Shaoqi et Deng Xiaoping sont rétrogradés, en fait éliminés. On remarque à peine, alors, que l'insurrection ne doit s'étendre ni à l'armée, ni aux camps de travail, ni à la paysannerie, ni à la recherche nucléaire – sages précautions...

qui conduit à l'ambassade soviétique est rebaptisée « avenue de l'Antirévisionnisme ». En province, de terribles batailles de rues opposent les camps rivaux. À Wuhan, les autorités militaires laissent brutaliser les envoyés de Pékin.

La question se précise donc, de façon redoutable : la Révolution culturelle doit-elle s'attaquer aussi aux fondements de l'État, au risque d'une guerre civile ? Circonvenu par Zhou Enlai et Lin Biao, Mao choisit brutalement. Fin août 1967, il fait arrêter Wang Li et quelques autres. Début septembre, Jiang Qing doit se démarquer de l'extrême gauche et Chen Boda se range sous l'autorité de Lin Biao. Commence le quatrième temps, où la Révolution culturelle passe sous tutelle militaire. L'armée rétablit l'ordre dans les villes et les écoles. À Pékin, l'université Qinghua est prise, le 29 juillet 1968, à l'issue d'un siège homérique. Surtout, à partir du printemps 1968, l'armée organise l'exil forcé de plusieurs millions de jeunes diplômés dans des fermes éloignées, de véritables camps de rééducation : ayant achevé leur rôle historique, les « petits généraux » doivent « se tremper dans la pratique ». En fait, punis pour leurs désordres, ils supporteront des années durant la solitude et la misère. Dans le même temps, tous les cadres effectuent des stages pénibles quoique brefs dans des « écoles du 7-Mai ».

Il faut aussi rétablir l'« unité révolutionnaire ». Jusqu'à l'automne 1968, au prix de répressions meurtrières, toutes les provinces sont dotées d'un comité révolutionnaire. C'est ensuite le tour des villes et >>>

« L'AVENIR EST RADIEUX » (MAO)

Les villes (ici Pékin en 1967) se couvrent d'affiches incitant à soutenir les révolutionnaires ruraux.



À SAVOIR

Le délire des maos français

Il exista en France des débuts de la Révolution culturelle en 1966 à la mort de Mao Zedong une « pro-Chine ». Rue d'Ulm, à l'École normale d'abord, autour de Robert Linhart, Jacques Broyelle, Benny Levy, dit Pierre Victor. Ils créèrent l'Union des jeunes communistes marxistes léninistes (UJCM). Élèves d'Althusser, ils voulaient le retour à Marx. Ce fut la « pensée Maotsetoung », *Le Petit Livre rouge* leur servit de grille de lecture du monde. Dans la Révolution culturelle, ils virent la révolte de la jeunesse, la fin des différences entre villes et campagnes, entre intellectuels et manuels, la naissance d'un homme nouveau. Là où l'Union soviétique avait échoué, la Chine réussissait, réenchantant la révolution. Jean-Luc Godard se saisit de cet air du temps maoïste et des citations du petit livre rouge dans *La Chinoise* (1967). Ce fut le temps de très rares voyages Potemkine dans une Chine fermée aux étrangers. Les élus en revenaient enthousiastes. De l'un de ces voyages, Maria-Antonietta Macchiochi ramena un pavé, *De la Chine* (1971), qui reprenait les discours propagandistes tenus par les responsables chinois lors de ses visites des communes populaires, usines, hôpitaux. Claudie Broyelle rencontrait le succès avec *La Moitié du ciel*. Le mouvement de libération des femmes aujourd'hui que préfaçait la très séduisante Han Suyin, porte parole officielle des autorités chinoises, dont chaque ouvrage était un best seller. La revue de Philippe Sollers, *Tel Quel*, se fit maoïste, Roland Barthes, Julia Kristeva, Philippe Sollers faisant à leur tour le voyage en Chine (1974).

Annette Wieworka

Dès 1971, Simon Leys dénonçait l'imposture

« La "Révolution culturelle" qui n'eut de révolutionnaire que le nom, et de culturel que le prétexte tactique initial, fut une lutte pour le pouvoir, menée au sommet entre une poignée d'individus, derrière le rideau de fumée d'un fictif mouvement de masses (dans la suite de l'événement, à la faveur du désordre engendré par cette lutte, un courant de masse authentiquement révolutionnaire se développa spontanément à la base, se traduisant par des mutineries militaires et par de vastes grèves ouvrières ; celles-ci, qui n'avaient pas été prévues au programme, furent impitoyablement écrasées). En Occident, certains commentateurs persistent à s'attacher littéralement à l'étiquette officielle et veulent prendre pour point de départ de leurs gloses le concept de "révolution de la culture", voire même de "révolution de la civilisation". En regard d'un thème aussi exaltant pour la réflexion, toute tentative pour réduire le phénomène à cette dimension sordide et triviale d'une "lutte pour le pouvoir" sonne de façon blessante, voire diffamatoire aux oreilles des maoïstes européens. Les maoïstes de Chine, eux, ne s'embarrassent pourtant plus de telles délicatesses : la définition de la "Révolution culturelle" comme une lutte pour s'emparer du pouvoir n'est en effet pas une création des adversaires du régime, c'est la définition officielle proposée par Pékin et constamment répétée dans les éditoriaux du *Renmin ribao* (Le Quotidien du peuple), *Jiefangjun bao* et *Hongqi* (Le Drapeau rouge) dès le début de 1967, au moment où le mouvement était suffisamment avancé pour pouvoir définitivement abandonner le paravent culturel derrière lequel il avait abrité ses premiers pas. »

(Simon Leys, *Les Habits neufs du président Mao*, © Éditions Champ libre-Ivrea, 1971 et 2009.)



1971, COMPROMIS AVEC L'IMPÉRIALISME

Le 9 juillet 1971, Henry Kissinger et Zhou Enlai à Pékin. Cette mission gardée secrète prélude à la rencontre des présidents Mao et Nixon le 21 février 1972. Entre-temps, la Chine populaire a repris à l'ONU le siège jusque-là occupé par Taiwan (25 octobre 1971).

Si l'échec du Grand Bond a frappé le communisme au ventre, celui de la Révolution culturelle l'a frappé à la tête. Il l'a ridiculisé et a menacé sa légitimité

>>> des districts. A Pékin, la purge de Liu Shaoqi, de Deng Xiaoping et des autres est confirmée par le Comité central d'octobre 1968.

Une nouvelle bataille politique se prépare, dont l'objet est à la fois l'orientation de la Révolution culturelle et la succession de Mao, qui a 75 ans. Tout donne à penser, d'abord, que Lin Biao lui succédera.

Au IX^e congrès du PCC, en avril 1969, le « plus fidèle compagnon d'armes » prononce le rapport politique, proclame sa « fidélité éternelle à la pensée de Mao » et promet d'entretenir l'élan révolutionnaire des masses. Au sommet, les militaires tiennent le haut du pavé : ils composent 44 % des membres du nouveau Comité central et 55 % du Bureau politique, où entrent Jiang Qing et Ye Qun, l'épouse inculte de Lin Biao.

LA CHUTE DE LIN BIAO

Pendant ce temps, la répression redouble : plus organisée, elle est aussi plus massive et les exécutions capitales se multiplient. Après les années chaudes de 1966-1967 où joie et terreur se côtoyaient, les années 1968-1970 sont des années de plomb : pour un simple « propos réactionnaire », une famille entière peut être embastillée.

Pourtant, le temps travaille contre Lin Biao qui, médiocre politique, ne comprend pas à temps que Zhou Enlai le piège. Zhou éveille la méfiance de Mao sur l'ambition de Lin Biao, qui exige maladroitement le maintien du poste de président de la République autrefois occupé par Liu Shaoqi : serait-il pressé d'assumer la succession ? Au Comité central réuni à Lushan en août-septembre 1970, Lin Biao et Chen Boda sont mis en minorité. Une ligne politique plus modérée est mise en place, puis les partisans de Lin Biao sont discrètement écartés des postes essentiels.

Isolé, mentalement affaibli, Lin complote-t-il contre « B 52 » (le surnom qu'il donne à Mao...) ? Les accusations portées contre lui ne sont pas convaincantes. Mais, le 12 septembre 1971, Mao rentre à Pékin dans une telle fureur que, pris de panique, Lin Biao s'enfuit. Le lendemain, son avion s'écrase en Mongolie. Jusqu'à la mort de Mao, la politique chinoise restera troublée par les luttes de succession. Mais avec la disparition du maréchal félon, un ressort s'est cassé. S'ouvre alors la dernière période : celle de l'agonie de la Révolution culturelle et du règne de Mao. L'armée rentre dans ses casernes, rien ne s'oppose plus à la restauration du pouvoir du



Parti, ni au retour des dirigeants « révisionnistes » qui ont survécu : Deng Xiaoping dès 1973, les autres plus tard. Le souvenir de la Révolution culturelle évoquera successivement la gêne puis la haine.

En effet, la Révolution culturelle a été, après le Grand Bond en avant, l'une des deux catastrophes centrales subies par le communisme chinois au pouvoir. Dans l'économie, ses conséquences ont été réduites mais le niveau de vie stagne : à la fin des années 1970, plus de 100 millions de Chinois survivent à la limite de la famine.

Les conséquences de la Révolution culturelle sont plus directes dans le domaine extérieur. En 1966-1967, elle engendre d'abord un isolement croissant du pays. La Chine fait la leçon au monde entier, conseillant dédaigneusement aux Noirs américains et aux paysans indiens de faire la révolution. Les délégations du tiers-monde qui soutiennent l'admission de Pékin à l'Organisation des Nations unies se raréfient. Or, au même moment, Moscou s'impose comme le meilleur soutien de Hanoi, discréditant les bavardages chinois. Après avoir mis au pas la Tchécoslovaquie en août 1968, Léonid Brejnev ordonne à ses troupes de répondre aux provocations chinoises sur la frontière sino-soviétique. Les affrontements très durs en mars 1969 sur les confins de la Mandchourie démontrent l'infériorité des troupes de Lin Biao.

En outre, alors que la Chine vient d'expérimenter sa capacité nucléaire (1964), les Soviétiques laissent filtrer des plans de frappe préventive contre les centres vitaux chinois. Pékin comprend l'étendue de la menace : affaibli par ses troubles internes, le pays est hors d'état

L'IDÉOLOGIE AUX CHAMPS

Les campagnes politiques changent périodiquement de cibles. Après 1971, on attaque ensemble Confucius, symbole de la Chine ancienne, et Lin Biao, âme de la Révolution culturelle. Ci-dessus, en 1973, un chef de brigade transmet aux paysans les dernières instructions du Parti.

de résister à une attaque soviétique. Après d'intenses débats, Mao Zedong et Zhou Enlai décident de rechercher une garantie de sécurité du côté des États-Unis. La première mission secrète de Henry Kissinger à Pékin, en juillet 1971, précède de peu l'élimination de Lin Biao. À l'issue de cinq années de verbiage révolutionnaire, la Chine populaire passe un compromis avec l'impérialisme. La Révolution culturelle a compromis la stratégie gauchiste qui l'avait en partie inspirée.

LE DIVORCE ENTRE LE PEUPLE ET LE PARTI

L'effet politique majeur de ces années terribles aura été un divorce définitif entre le peuple chinois et le communisme. Pour des dizaines de millions d'ouvriers et d'employés, la Révolution culturelle a surtout été une succession ininterrompue de manifestations obligatoires, de réunions interminables, d'interrogatoires musclés, de mutations punitives et d'exils forcés. Le mot clef, c'est la séparation : entre maris et femmes, parents et enfants, frères et sœurs. La société chinoise ne pardonnera jamais à Mao d'avoir frappé son institution centrale, la famille, et d'avoir dévoyé puis puni ce qui lui est le plus cher : ses enfants. Aujourd'hui encore, des millions de plaintes restent accumulées dans les administrations.

>>>



LA FIN DE LA « BANDE DES QUATRE »

La mort de Mao sonne le glas de la « Bande des quatre » : de droite à gauche dessinés sur cette affiche de 1976, Jiang Qing, sa veuve, Zhang Chunqiao (membre du Bureau politique), Wang Hongwen (vice-président du PCC) et Yao Wenyuan (membre du Comité central).

>>> Jusqu'en 1966, malgré ses crimes et ses erreurs, le pouvoir était apprécié pour son autorité et son sens de l'ordre : c'est en s'appuyant sur ces qualités qu'il avait survécu à la catastrophe du Grand Bond. Durant la Révolution culturelle, au contraire, il a donné le spectacle du mensonge, de la désunion et du chaos.

De là les grandes remises en cause qui se sont concrétisées dans la Chine des années 1980. Pour la population urbaine, le voile de l'idéologie se déchire d'un coup, laissant place aux solidarités familiales et à la passion de l'argent. Les jeunes exilés comprennent qu'ils ont été bernés. Beaucoup d'anciens Gardes rouges se convertissent à un idéal démocratique très vague qu'ils exprimeront lors des mouvements de 1979 et 1989. Les intellectuels achèvent de se détacher du communisme. Nombre d'écrivains se consacrent à une « littérature des cicatrices » destinée à dénoncer les crimes de la Révolution culturelle.

On peut s'étonner qu'un échec aussi énorme, aussi fondamental, n'ait pas provoqué l'effondrement du régime communiste. Certaines explications sont évidentes : la puissance du contrôle policier, l'absence d'alternative politique. Mais le paradoxe est que, si la Révolution culturelle a tué l'idéal communiste en Chine, elle a aussi permis l'apparition d'une alternative politique à l'intérieur du régime : celle-là même que Deng Xiaoping devait appliquer à partir de 1979.

Les leçons de l'événement ne sont pas seulement politiques. La Révolution culturelle met aussi en cause la culture politique de la Chine contemporaine. Comment expliquer qu'un vieux peuple se soit laissé entraîner dans un chaos meurtrier et dans un culte de la personnalité humiliant ? Lorsque Mao traversa le Yangzi, la propagande déclara qu'il avait nagé à la vitesse du record du monde : il n'y eut personne pour éclater de rire. Les bulletins d'information évoquaient la « bombe atomique spirituelle de la pensée de Mao » au moment où les gardes-frontière chinois se faisaient étriller sur la frontière soviétique. Les dirigeants se sont montrés d'un aveuglement et d'une lâcheté remarquables. Avant de rétablir ce qui pouvait l'être, Zhou Enlai n'a pas hésité à chanter avec les Gardes rouges que pour « naviguer en haute mer, il faut un timonier ». Et des millions de cadres, des dizaines de millions de citoyens donnèrent l'un des plus extraordinaires spectacles d'abaissement collectif de l'histoire du xx^e siècle.

Outre la combinaison classique de la peur et de l'ambition, deux explications s'offrent à l'esprit. La première tient à la nature totalitaire du régime chinois. Chacun se savait à la merci de la dénonciation des voisins. L'homme qui injurait son chat (mao en langue chinoise) prenait un gros risque. La deuxième met en lumière une faille ancienne de la culture politique en Chine. Depuis des siècles, l'intelligence y est plus ou moins nettement asservie au pouvoir et l'État domine la société civile. L'installation des communistes n'a fait qu'accentuer cet asservissement : la Révolution culturelle en aura été la preuve délirante. ■

3. Le tournant capitaliste

UNESOIF DE CONSOMMATION

Les publicités commerciales ont remplacé les slogans (affiche Coca-Cola à Yichang, en Chine centrale, février 2011).

Depuis 1979, la Chine s'est largement ouverte à l'économie de marché. Mais, après trente-trois ans de réformes, l'avenir démocratique du pays reste incertain.



Trente-trois ans de réformes

Avec Deng Xiaoping, la Chine se convertit à « l'économie socialiste de marché ». Deuxième puissance mondiale, elle doit cependant faire face à des tensions internes.

Entretien avec **FRANÇOIS GODEMENT**

Professeur à Sciences Po

et directeur pour la stratégie d'Asia Centre, François Godement est spécialiste de la Chine et des relations internationales en Asie. Il a notamment publié *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme* (Odile Jacob, octobre 2012).

A la mort de Mao, bien peu auraient parié sur une transformation rapide des structures économiques et politiques. Une génération plus tard, le pays talonne les États-Unis. Faut-il avoir peur de la Chine ? François Godement répond.

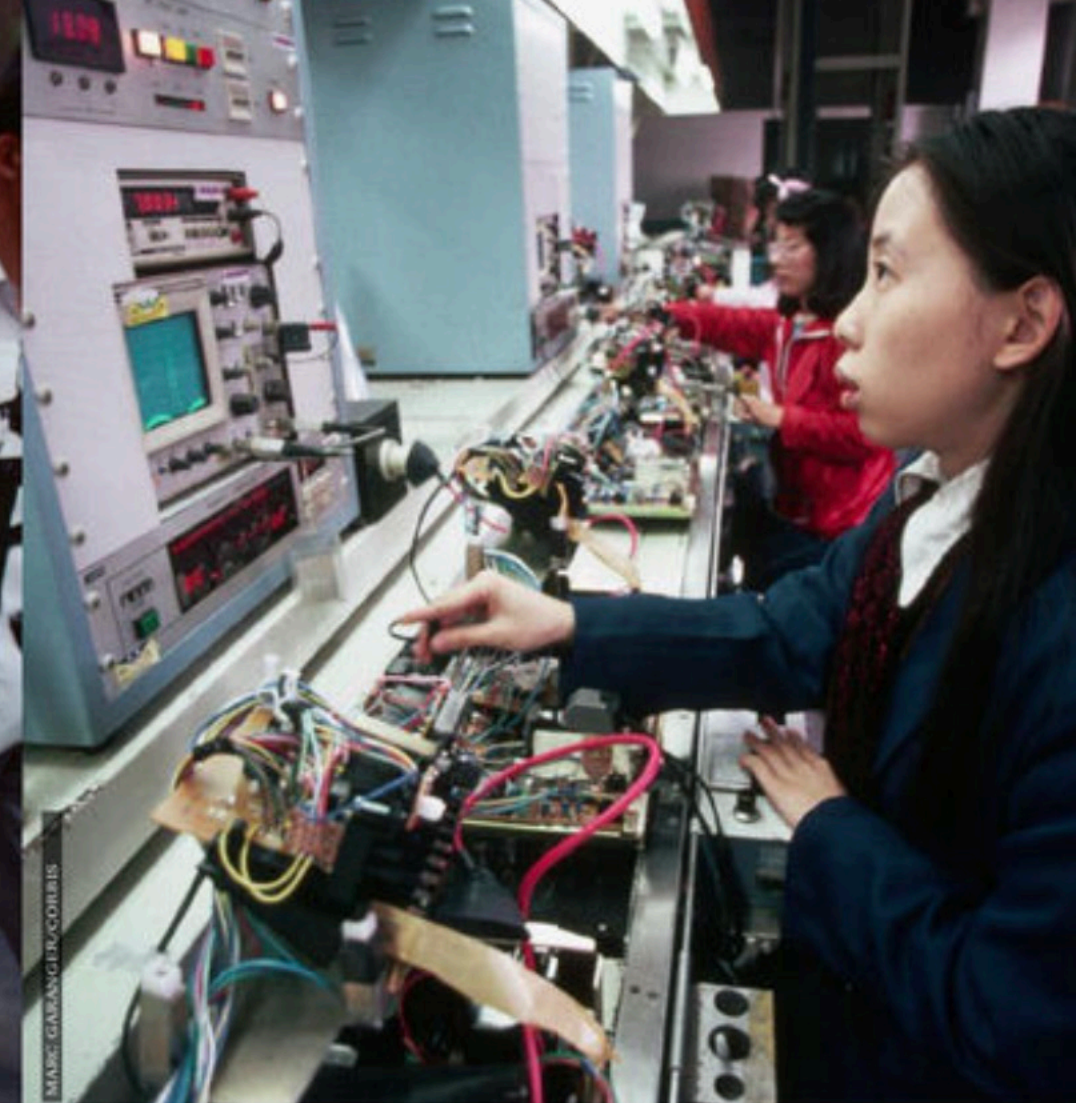
L'Histoire : Comment Deng Xiaoping s'impose-t-il à la tête de la Chine, après la mort de Mao ?

François Godement : L'homme a déjà une longue carrière au sein du parti. Mao, le premier, reconnaissait ses qualités et se méfiait de lui. Lors d'une visite de Khrouchtchev à Pékin en 1958, il lui avait dit en désignant Deng : « Ce petit homme, là-bas, il faut y faire attention, il a un grand avenir. » >>>

LES HOMMES FORTS DE LA CHINE

Mao (à gauche de l'affiche), Deng (au centre). Son successeur Jiang Zemin (à droite) accentue l'occidentalisation de l'économie (à Nanning, en Chine du Sud, 2005).





1979

L'HOMME DE LA CHINE NOUVELLE

Deng s'entoure de réformateurs et tente de restaurer la légalité. En 1979, des Zones économiques spéciales (ZES) sont ouvertes aux étrangers (fête pour planter des arbres près de Pékin en 1979).

« Quand Mao disparaît, en septembre 1976, on assiste à l'alliance des cadres victimes de la Révolution culturelle avec ceux qui avaient été épargnés et avec les élites urbaines. Deng saura ajouter les paysans. Une alliance politique restreinte et une alliance sociale plus large »

Après la Révolution culturelle*, il est rappelé par Mao à Pékin, en avril 1973, et promu vice-Premier ministre. Deng apparaît d'emblée comme l'homme d'une nouvelle Chine, avec son discours à l'ONU d'avril 1974, et sa théorie des « trois mondes » : les deux supergrands, les pays intermédiaires, dont l'Europe et le Japon, et enfin le tiers-monde, dont la Chine.

L'année 1976, le tournant de sa carrière, est une année de complots en tous sens. Au mois d'avril 1976 éclate le « premier Tian'anmen » : au moment de la mort de Zhou Enlai, des manifestants se dressent contre les radicaux de la Bande des quatre. Deng est purgé et exclu du comité central, trois ans après que Mao l'a réhabilité. Relégué dans le sud de la Chine, où il fédère autour de lui des militaires, il prépare son retour aux affaires et prépare surtout l'après-Mao. Deng s'entoure alors de réformateurs, qui sont souvent animés de griefs personnels contre les ultras. Quand Mao disparaît, en septembre 1976, on assiste

1979-1981

LE PROFIT RÉHABILITÉ

L'ouverture économique profite aussi aux paysans après la généralisation des « contrats de production » (famille vendant sa production au marché).

à l'alliance des cadres communistes purgés par la Révolution culturelle avec des cadres qui ont survécu à ces purges et qui choisissent une issue « modérée » et avec les élites urbaines. A ceux-là, Deng et ses lieutenants sauront ajouter les paysans, qu'ils rallient au moyen d'une décollectivisation rampante, puis officielle. Une alliance politique restreinte et une alliance sociale plus large...

Dans un premier temps, le pouvoir est exercé par le successeur désigné de Mao et ancien chef de son district natal Shaoshan dans le Hunan : Hua Guofeng. Deng accède réellement au pouvoir à l'été 1977. L'influence de Hua Guofeng, théoriquement numéro un, diminuera jusqu'à sa mise à l'écart, à l'été 1981.

L'H. : Quelles sont les premières mesures prises par Deng Xiaoping ?

F. G. : Après la campagne contre la Bande des quatre* qu'il n'a pas pu mener parce qu'il avait été écarté mais que ses partisans ont soutenue, Deng a d'abord enrayé un nouveau mouvement de mobilisation de masse dans l'agriculture. Il lance à cette occasion la critique des impostures de la politique économique et sociale de l'ère maoïste. Puis il ouvre les vannes de la réhabilitation des victimes de la Révolution culturelle, lance une politique de hausse des prix d'achat des récoltes aux paysans. Il restaure aussi la légalité : le droit même avait été suspendu pendant la dernière phase de

1979

LA CONTESTATION

Mais les laissés-pour-compte de la croissance manifestent. Une contestation vite réprimée (Shanghai, 1979, manifestation contre le chômage).

la Révolution culturelle. En décembre 1978, un célèbre plénum est considéré comme le point de départ de l'ère des réformes en Chine.

Dès janvier 1979, dans la province du Sichuan, gouvernée par Zhao Ziyang, une réforme de l'entreprise est lancée : elle réhabilite les profits et rend aux entreprises d'État une autonomie de gestion. En juin 1979, des zones économiques spéciales (ZES) sont ouvertes aux étrangers, qui y implantent très vite des usines. Au début 1981, l'ensemble des terres cultivées est rendu aux familles paysannes, même si l'État en conserve la propriété théorique. La politique de l'enfant unique, rupture radicale avec l'optimisme démographique de l'ère maoïste, entre en vigueur en 1981.

En 1984, on libéralise une partie des prix industriels. On autorise la création d'entreprises privées en principe à échelle réduite. La même année, les communes populaires* et autres structures collectives disparaissent. La généralisation des marchés libres réduit la portée des restrictions officielles à la mobilité de la population – on pourra désormais se déplacer plus facilement. Commence un afflux migratoire vers les villes chinoises, qui va bouleverser la répartition de la population.

Toujours en cette même année 1984, la libéralisation du commerce extérieur conduit à un gonflement des importations de biens de consommation et à un dérapage économique en 1985 : déficit commercial,

1987

LE BOOM INDUSTRIEL

Grâce à sa main-d'œuvre bon marché, l'industrie progresse dans l'électronique, l'automobile, la pétrochimie, l'acier et l'énergie (usine d'électronique à Nankin).

effondrement des réserves de change, inflation des prix et du crédit. Ainsi s'achève le premier cycle économique de l'ère des réformes et de l'ouverture. Il sera suivi d'une deuxième vague de réformes au début des années 1990.

L'H. : Quels sont les résultats, pour la population, de cette politique de réformes ?

F. G. : Depuis 1978, le taux de croissance est en moyenne de 10 % par an, une évaluation vraisemblablement sous-estimée aujourd'hui. Les effets en ont été considérables. En moins de vingt ans, le niveau de vie des paysans, c'est-à-dire des trois quarts de la population chinoise, ne l'oublions pas, s'est considérablement accru. Et cet enrichissement est bien inférieur à celui des entrepreneurs privés dans l'industrie.

Ce que Deng Xiaoping a compris le premier, c'est qu'il ne pouvait y avoir de survie pour le régime que dans une croissance dynamique, sûrement pas dans une stagnation de type brejnévien. Mais ce qui s'est produit, et dont il n'est pas le seul responsable, c'est que le mouvement des réformes initié d'en haut et inspiré par Deng Xiaoping a été relayé par le bas, par une population qui, retrouvant les vertus d'un vieil individualisme, va profiter à plein de l'espace d'autonomie qui s'offre à elle. Le collectivisme chinois, si drastique qu'il fût, n'a duré que l'espace d'une génération, entre 1955 et 1975. Les réflexes, les traditions, les attentes

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.



1989

LA RÉPRESSION DE TIAN'ANMEN

Une fois encore la place emblématique de Tian'anmen sert de cadre à la contestation (ci-dessus, le 5 juin), violemment réprimée. A l'ouverture, Deng préfère la stabilité du régime.

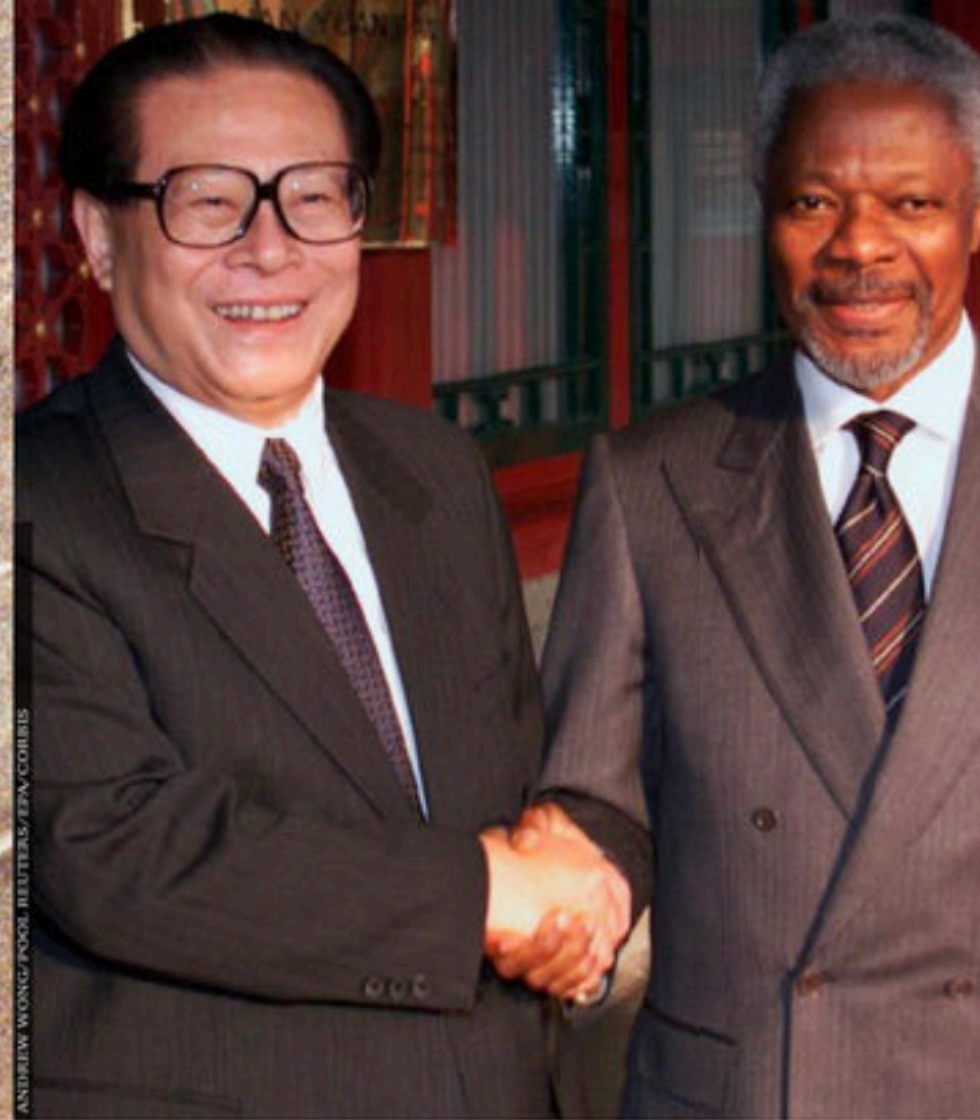
« Après 1989, Deng choisit la préservation du régime aux dépens de la réforme et de l'ouverture. La stabilité politique, le maintien du noyau dirigeant seront désormais sa ligne directrice jusqu'à sa mort en février 1997. Il a pourtant aussi relancé la politique d'ouverture et de réforme »

de la population dans ses profondeurs n'ont pas été affectés comme a pu l'être, en trois quarts de siècle, la population soviétique.

L'H. : A-t-on assisté, avec Deng, à une démaoïsation ?

F. G. : Il y a eu une première campagne de démaoïsation, en octobre 1976, avec l'arrestation de la Bande des quatre, menée tambour battant selon des recettes typiquement maoïstes : dénonciations, rassemblements, parades, exécutions sommaires d'activistes de la Révolution culturelle, etc.

En décembre 1980, le procès semi-public de la Bande des quatre, véritable thérapie de masse, est accompagné à Pékin par une campagne d'une rare violence. Le jour de l'ouverture, autour de la une du *Quotidien du peuple*, court une guirlande de grosses chaînes métalliques, et un caricaturiste y représente le seul des quatre qui ait refusé de faire son autocritique



1993-2003

L'ARME DIPLOMATIQUE

Jiang Zemin (ici avec Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies en 1999 à Zhongnanhai) choisit l'ouverture.

sous les traits d'un cochon avec cette légende : « Porc échaudé ne craint pas l'eau bouillante. » Mais la démaoïsation demeure très contrôlée. Deng fixe très tôt les limites à ne pas dépasser.

Il a, dès mars 1979, invoqué les « quatre principes du socialisme », au nombre desquels la direction de la Chine par le Parti communiste, et mis ainsi un couvercle sur les revendications démocratiques.

L'H. : N'y a-t-il aucune contestation ?

F. G. : Si, bien sûr. De novembre 1978 à mars 1979, se développe un grand mouvement de contestation, que l'on appelle le « second Printemps de Pékin » et qui réclame davantage de liberté. Mais il est violemment réprimé : en octobre 1979 se tient le procès du dissident Wei Jingsheng, qui réclamait la « cinquième modernisation », c'est-à-dire les réformes démocratiques.

Quant au parti, depuis 1976, il n'a cessé d'être traversé par des clivages entre réformateurs et conservateurs, les premiers étant souvent des libéraux tournés vers l'Occident, les seconds des nostalgiques de l'héritage maoïste attachés au contrôle étatique du pays. Mais il n'a jamais été question, pour personne, d'accepter la démocratisation de la Chine. C'est ce qu'a illustré violemment en 1989 la répression de Tian'anmen.

L'H. : Qu'est-ce qui a déclenché le soulèvement de Tian'anmen ?



1997

HONGKONG CHINOISE

En 1898, la Grande-Bretagne obtient un bail de 99 ans sur les « Nouveaux Territoires » dont Hongkong. En 1997, la Chine récupère la ville la plus riche du pays.

F. G. : En 1986, le lieutenant le plus libéral de Deng, Hu Yaobang, propose de séparer le parti de l'État et de promouvoir la liberté d'expression. Il est désavoué par Deng et perd son poste en janvier 1987. Il faut dire que l'expansion des projets économiques et de la consommation conduit à un nouveau dérapage inflationniste à l'été 1988. C'est un moment clé. L'alliance de 1976 se disloque et les conservateurs reprennent le pouvoir.

Les intellectuels, les étudiants et les classes urbaines se mobilisent alors pour appuyer les dirigeants réformateurs menacés, tandis que le refroidissement économique entraîne des difficultés sociales pour les petits entrepreneurs et les artisans. Ce sera la base économique et sociale du mouvement de Tian'anmen. Le premier prétexte du soulèvement est donné par un hommage funèbre improvisé sur cette grande place de Pékin en l'honneur de Hu Yaobang : la référence au Tian'anmen d'avril 1976, qui avait commencé en hommage à Zhou Enlai, est évidente. Deux mois de manifestations plus tard, c'est une grande part de la Chine urbaine qui se retrouve mobilisée, et le régime paralysé.

La proclamation de la loi martiale, l'intervention sanglante d'une partie de l'armée, l'absence aussi d'alternative politique constituée permettront de rétablir l'ordre ; la répression entraîne la chute de toute l'aile réformatrice du régime. On évalue à plusieurs



2001

UN PAYS COMMUNISTE À L'OMC

La Chine devient le 143^e membre de l'OMC (affiche sur un mur de Pékin en 2001). Mais elle est accusée par les autres membres de ne pas toujours en respecter les règles.

milliers le nombre de morts, sans compter les nombreux blessés.

Deng reste au pouvoir. Il a choisi la préservation du régime aux dépens de la réforme et de l'ouverture. La stabilité politique, le maintien du noyau dirigeant, seront désormais sa ligne directrice jusqu'à sa mort, en février 1997. Il a pourtant relancé la politique d'ouverture et de réforme, suscitant un flot sans précédent d'investissements étrangers vers la Chine.

L'H. : Quelle est la politique menée par les successeurs de Deng Xiaoping ?

F. G. : Le successeur de Deng, Jiang Zemin, est parvenu au pouvoir central à la faveur des événements de 1989. Les cinq années de son règne, entre 1997 et 2002, coïncident avec l'accentuation du mouvement de globalisation de l'économie chinoise : en 2001, la Chine entre à l'OMC.

Une fraction de la population chinoise accède à la société de consommation globalisée et bénéficie d'une libéralisation implicite. Pourtant, le parti continue de refuser les réformes politiques, pourchasse les démocrates, les représentants indépendants des minorités ou des cultes religieux non reconnus (le clergé catholique indépendant, comme les fidèles du dalaï-lama ou la secte bouddhiste Falungong) et maintient son monopole.

Après Jiang Zemin, la « quatrième génération de dirigeants », menée par Hu Jintao, a suscité des



2008

PÉKIN VILLE OLYMPIQUE

La Chine accueille pour la première fois les Jeux olympiques, suivis par 4,7 milliards de téléspectateurs. Le budget, 44 milliards de dollars, est le plus important jamais consacré aux Jeux.

« Le succès des réformes économiques a entraîné le régime dans un piège : l'arrêt des réformes politiques et la consolidation d'une élite très étroite, très éloignée de la population. Il suffirait que la croissance soit freinée par une panne des marchés occidentaux pour relancer les tensions »

attentes réformatrices et libérales. Or elle a poursuivi la restauration de l'autorité et des mécanismes d'action du Parti communiste*, lancé même un grand mouvement d'éducation morale socialiste, et s'est toujours refusée à ratifier la Convention de l'ONU sur les droits civils et politiques. En Chine, le parti comme système de contrôle survit à l'essor d'une économie en partie libéralisée. Sa capacité de répression implacable assure la stabilité.

L'H. : A la veille du changement de direction à la tête du pays avec l'arrivée de Xi Jinping, cet automne, peut-on espérer voir se réduire ce déséquilibre entre blocage politique et ouverture économique ?

F. G. : Hu Jintao a mis en place une direction collective fondée sur la résolution des conflits sans débat ni publicité. Certes, l'économie et la société ont littéralement explosé sous son règne. 550 millions d'internautes, des forums de discussions innombrables

2009

LE BARRAGE DES TROIS-GORGES

Décidé sous Mao, ce barrage géant sur le Yangzi est emblématique des chantiers pharaoniques lancés sans aucun souci pour l'environnement.

qu'une police du web, fût-elle surabondante, ne peut contrôler en temps réel mais seulement a posteriori. Mais les partisans d'une légalisation du système qui ne se résume pas à des règles du Parti communiste, les partisans d'une nouvelle libéralisation politique et même d'une seconde vague de réformes économiques, ont été déçus. Le régime a durci son attitude vis-à-vis des opposants et dissidents.

Mais voilà que ce vernis craque. L'ambition bonapartiste d'un Bo Xilai, ancien garde rouge*, les remords réformistes du Premier ministre Wen Jiabao, le surgissement de factions fort hargneuses dans l'establishment militaire et la sécurité, traduisent un éclatement des tendances. Le printemps arabe a marqué les dirigeants chinois au-delà de ce qu'on peut imaginer. Alors qu'une relève générationnelle se prépare, Hu Jintao aura tout fait pour faire rentrer ces débats dans leur boîte et pour donner l'impression d'une transition ordonnée et même lisse. Instruite par des affaires récentes, l'opinion publique n'y croit plus. Ironiquement, une partie de celle-ci explique que le régime a le choix entre attendre la mort (bloquer les réformes) ou chercher la mort (ouvrir les réformes).

Un dernier point. Le succès des réformes économiques a entraîné le régime dans un piège : l'arrêt des réformes politiques et la consolidation d'une élite très étroite, très imbriquée, très éloignée du reste de la

2010

LE PARADOXE CORÉEN

Si la Chine commerce surtout avec la Corée du Sud, c'est la Corée du Nord qui reste l'alliée politique (ci-dessus, Hu Jintao avec Kim Jong Il).

À SAVOIR

Bo Xilai, trop flamboyant

Fils d'un proche de Mao, Bo Yibo, Bo Xilai a connu l'exil et les souffrances de la Révolution culturelle. Il s'y est lié avec d'autres fils de grands dirigeants, dont celui de Liu Shaoqi, et Xi Jinping (cf. p. 70). Brillant et médiatique, Bo fait carrière à la tête de Dalian, la grande métropole du Nord-Est, puis comme ministre du Commerce extérieur (2004-2007), enfin à la tête de la métropole géante de Chongqing depuis 2007. Cette dernière nomination, parfois interprétée comme une mise à l'écart, lui sera fatale : certes, il administre le « Chicago chinois » d'une main de fer et bénéficie des crédits du gouvernement central. Mais, en menant des purges violentes qui touchent des proches de ses prédécesseurs, en manifestant une nostalgie du maoïsme et un nationalisme pur et dur, Bo inquiète ses collègues. Ceux-ci tiennent avant tout à une direction collective et redoutent un nouveau Mao. En 2012, son lieutenant, Wang Lijun, fait défection et son épouse, Gu Kailai, est condamnée à mort avec sursis pour le meurtre de Neil Heywood, un consultant anglais proche de la famille. Bo est suspendu puis démis de toutes ses fonctions et remis en avril 2012 non à la justice mais à l'appareil du parti. A ce jour, son sort reste incertain.

2012

LA PREMIÈRE ARMÉE DU MONDE ?

La Chine, puissance nucléaire, veut une armée moderne (ci-dessus, la garnison de Hongkong parade en 2012 pour le 15^e anniversaire de la rétrocession).

population. Il suffirait que la croissance soit freinée par une panne des marchés occidentaux pour que s'enflamment les tensions politiques et sociales.

On peut dire, avec le recul, presque trente ans après le démarrage des réformes, que le blocage politique a des conséquences lourdes sur la croissance économique. L'inégalité sociale en Chine est l'une des plus fortes au monde, dépassant même le Brésil et tous ses voisins asiatiques. Les réformateurs chinois eux-mêmes reconnaissent que la fuite en avant dans les investissements d'infrastructures, dans les capacités d'exportation industrielle, est dictée par des intérêts spéciaux : grandes entreprises d'État, système financier captant l'épargne aux dépens de la consommation. Et aussi par des liens entre le système financier étatique et des clans au pouvoir tant à Pékin que dans les provinces. Le déséquilibre du développement de la Chine est bel et bien lié à la nature politique du pouvoir.

Cette constatation explique la revitalisation des structures de l'État et du parti, l'assentiment implicite des élites les plus diverses à l'autoritarisme et l'isolement des militants démocrates, même si au fond les bases idéologiques du régime sont très confuses. La croissance économique, la tension nationaliste et le maintien de la stabilité sont les trois piliers du régime.

L'H. : Que reste-t-il de Mao et du communisme dans la Chine d'aujourd'hui ?

XI JINPING, LE « PRINCE ROUGE »

Portrait de l'homme qui devrait présider dès octobre aux destinées de la deuxième puissance économique mondiale.

Probable futur numéro un, celui qui a la réputation de mener une vie simple n'en est pas moins un « fils de prince » ou « prince rouge », comme on surnomme les héritiers des grands dirigeants révolutionnaires. En effet, son père, Xi Zhongxun, vice-Premier ministre au début des années 1960, fut un proche de Zhou Enlai puis de Deng Xiaoping. Aristocrate du parti, Xi Jinping a pourtant pris de plein fouet la répression dès 1962 et été envoyé « à la campagne » jusqu'en 1974. Il reprend ensuite ses études d'ingénieur interrompues par la Révolution culturelle et fait une thèse sous la direction de l'un des sociologues les plus réformateurs de Chine. Il monte dans l'appareil du parti et occupe des responsabilités dans les provinces côtières tout en nouant des liens particuliers avec l'armée : au début des années 1980, il est le secrétaire particulier du secrétaire général de la Commission des affaires militaires du parti. En outre, il épouse en secondes noces Peng Liyuan, la plus célèbre chanteuse de l'Armée populaire de libération (qui a le grade de générale), alors bien plus connue que lui. En 1997 encore, pour la rétrocession de Hongkong à la Chine, Peng Liyuan a chanté lors des manifestations officielles. Xi fait preuve de fermeté vis-à-vis de l'Occident en déclarant à l'été 2010 que « ceux qui ont le ventre plein n'ont pas de leçon à donner ». Tout récemment, il a donné des signes de proximité plus grande avec la réforme politique en Chine, peut-être pour contrer la mauvaise réputation qui s'attache aux enfants des grands dirigeants.

A la veille du 18^e congrès qui doit se tenir en octobre 2012, les rumeurs enflent sur un conflit au sommet concernant l'étendue de son futur rôle. Sa disparition inexpliquée de la scène publique durant la première quinzaine de septembre, qu'elle soit due à de réels problèmes de santé ou au climat politique, accroît l'incertitude concernant la succession.

« Pékin met en avant le principe d'une seule Chine mais la démocratisation de Taïwan rend plus difficile la réunification sous l'égide d'un régime autoritaire »

F. G. : L'idéologie communiste a quasiment disparu face à l'ascension d'une pensée économique libérale dans le cadre d'un régime autoritaire. L'utopie socialiste fait partie des accessoires de musée – les dirigeants chinois ne s'en cachent plus depuis longtemps, même s'ils se réfèrent à la morale socialiste dans les campagnes d'endoctrinement.

Mao est un cas à part. Le personnage est redevenu populaire, probablement parce que la référence à un révolutionnaire mythique – y compris au sein des classes moyennes que Mao n'a pas ménagées – sert de soutien dans un pays en proie à la corruption généralisée des cadres. La récente affaire Bo Xilai (du nom de ce responsable communiste promis aux plus hautes destinées et destitué à la suite de l'assassinat d'un citoyen britannique ourdi par sa femme, elle-même condamnée à la prison à perpétuité) nous rappelle que cette ambiguïté reste d'actualité. Bo Xilai utilisait sans scrupule la rhétorique maoïste : il existe un potentiel populiste très fort en Chine.

Le principal héritage de la période maoïste, c'est le parti unique. On peut aussi y rattacher la thématique de justice sociale et de justice distributive entre les régions, qui continue d'être invoquée devant l'accroissement des inégalités.

On peut aussi retenir du legs maoïste le culte des grands projets. Le barrage des Trois-Gorges, rêvé naguère par Sun Yat-sen, préparé et mis en œuvre à partir de 1992 par le Premier ministre Li Peng, avait été voulu par Mao. La manie des travaux titanesques habite toujours les dirigeants chinois. J'en veux pour preuve le réseau programmé de 25 000 km de TGV en cours de réalisation.

Là où Deng et ses successeurs se sont écartés, en revanche, de la pratique du pouvoir de Mao, c'est sur l'unité du parti. Ils se sont toujours efforcés de la préserver quand Mao, lui, agitateur permanent, cynique et même pervers, fabriquait sans cesse des oppositions pour mieux affirmer son pouvoir.

L'H. : Et au niveau international, qu'est-ce qui a changé depuis la mort de Mao ?

F. G. : Deng a mené une politique d'ouverture, j'y ai fait allusion, qui a permis à la Chine de réintégrer pleinement la communauté internationale : l'entrée de

la Chine dans tous les organismes financiers internationaux FMI, Banque mondiale en 1980-1981, participation à l'APEC, en 1993, et finalement entrée à l'OMC en 2001.

Cela n'empêche pas que Deng se soit révélé un nationaliste à certains égards plus exigeant que Mao. Les hostilités contre le Vietnam en 1979, c'est lui qui en prend l'initiative – la Chine tente alors d'envahir son voisin. C'est lui qui négocie le rattachement de Hongkong à la Chine qui se fera finalement en 1997.

L'H. : Comment les dirigeants chinois voient-ils leur rôle en Asie ?

F. G. : Dans le cadre de l'ONU, la Chine peut se montrer opportuniste au gré de ses intérêts, voire conciliante (comme au moment de la guerre d'Irak et de l'intervention occidentale en Libye) ; mais elle défend bec et ongles des positions plus souverainistes quand il s'agit de sa sphère d'influence (Corée du Nord) ou quand il s'agit de se concilier un voisin comme la Russie (Syrie). La déclaration du ministre des Affaires étrangères, Yang Jiechi, aux voisins d'Asie du Sud-Est en 2010, a sonné l'alarme à travers toute la région : « La Chine est un très grand pays, les autres sont beaucoup plus petits. »

La Chine, depuis 2009, a sérieusement détérioré ses relations avec le Japon, l'Inde, les Philippines et le Vietnam. Alors qu'elle semblait se faire une règle de ne jamais créer plus d'une crise à la fois, elle n'hésite plus à susciter ou à laisser se développer des incidents, notamment maritimes, dans l'espace frontalier. Ainsi, pendant la première moitié de 2010 et en juillet 2011, avec les Philippines, avec le Japon, en octobre 2010 et septembre 2012 et entre pêcheurs chinois et garde-côtes coréens en décembre 2010 et décembre 2011. Ce que l'on a longtemps tenu pour le principe intouchable de sa diplomatie, à savoir l'acceptation réaliste d'une hégémonie américaine sur le Pacifique et de son jeu d'alliances, n'est plus aussi vrai aujourd'hui. Pékin estime que ses atouts économiques lui permettent des écarts de conduite.

Posons-nous d'ailleurs la question : là où l'on parlait, il y a dix ans, de la montée d'un « soft power » chinois, ne doit-on pas parler plutôt maintenant du splendide isolement d'une puissance géopolitique souveraine qui a réussi dans la globalisation mais qui ne s'intègre pas dans le système global ? Curieusement, la Chine est le grand gagnant du système de commerce mondial, mais c'est bien le seul aspect de la gouvernance internationale qu'elle ait adopté sans réserve puisqu'il lui faisait une place privilégiée comme économie en voie de développement.



NON AU LAVAGE DE CERVEAU ! Manifestation contre le projet d'introduire « l'éducation patriotique chinoise », très favorable au PCC, dans les écoles de Hongkong (29 juillet 2012).

L'H. : Où en sont les relations avec Taïwan ? Y a-t-il un risque de guerre ?

F. G. : L'île de Taïwan – japonaise entre 1895 et 1945 – est devenue, à l'issue de la guerre civile, en 1949, le refuge des nationalistes chinois du Guomindang*. C'est cette République de Chine repliée à Taïwan qui a conservé jusqu'en 1971 le siège de la Chine aux Nations unies – parce que les États-Unis ne voulaient pas d'une deuxième puissance communiste au Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis lors, la question du statut de l'île de Taïwan, qui jouit d'une indépendance de fait, n'a pas été résolue.

Pékin met en avant aux yeux de tous ses partenaires le principe d'une seule Chine. Mais la démocratisation du régime autoritaire du Guomindang, depuis 1987, qui a conduit Taïwan à une alternance politique complète à partir de 2000, renforce la recherche d'une identité séparée, creuse le fossé avec la Chine communiste, et rend plus difficile encore toute réunification sous l'égide d'un régime autoritaire. Toutefois, l'interdépendance est réelle, puisque les entrepreneurs de Taïwan sont aussi devenus le premier investisseur en Chine.

Taïwan a longtemps été le baromètre de la politique étrangère de Pékin entre apaisement et regain de tension comme en 1963. Même si la Chine côtière méridionale verrait d'un très mauvais œil un conflit qui handicaperait son commerce. Seulement, après l'échec des tentations indépendantistes à Taïwan, l'île, même soutenue militairement par les États-Unis, est obligée de se rapprocher de l'orbite diplomatique chinoise. Comment expliquer autrement que le président taïwanais Ma Ying-jeou laisse se développer l'agitation et les revendications territoriales envers le Japon, facilitant ainsi les ambitions chinoises ?

L'H. : Autre voisin un peu encombrant : la Corée du Nord. Sur cette zone de tension, quelle est la position chinoise ?



A collection of small, glossy figurines of Mao Zedong. The central figure is wearing a bright green Mao suit and is waving with his right hand. To his left is a figurine in a brown Mao suit. To his right is another in a green Mao suit. In the background, several other blurred figurines are visible, some in blue and pink clothing. The figurines have a high-gloss, almost plastic-like finish.

72 LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE N°57

Le deuxième âge d'or de Shanghai

Symbole de la nouvelle puissance économique chinoise, la ville renoue avec le dynamisme des années 1920.

par **THIERRY SANJUAN**

Géographe,

spécialiste de la Chine, Thierry Sanjuan est professeur à l'université Paris-I. Il a notamment publié, avec Pierre Trollet, *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires* chez Armand Colin (2010). Son site : www.geochina.fr

Shanghai tient une place particulière dans la destinée contemporaine de la Chine. La création de concessions étrangères après le traité de Nankin en 1842 et leurs élargissements jusqu'en 1914 sont à l'origine d'une ville longtemps tripartite : sous administration d'une élite urbaine à l'intérieur de la concession internationale, sous l'autorité du consul dans la française et sous celle des pouvoirs locaux chinois au Sud et au Nord. Très vite, cette cité portuaire située sur la rive ouest du Huangpu, un affluent donnant directement dans l'embouchure du Yangzi, est dominée en son centre par la ville moderne d'immigrants occidentaux.

Avec la Première Guerre mondiale, Shanghai, qui n'est plus approvisionnée par l'Europe, devient un pôle de croissance économique, de commerce et de finances, avec des entreprises dirigées désormais par des Chinois. Son port assure alors jusqu'à la moitié du commerce extérieur du pays. Les ouvriers, plus nombreux, pèsent par les grèves, dans les revendications contre l'implantation étrangère, puis contre l'agression japonaise. La ville est convoitée à la fois par le Parti communiste*, créé à Shanghai en 1921, et par le Guomindang*, qui s'appuie après 1927 sur les capitalistes shanghaiens pour tenter de s'imposer à tout le pays.

Dans les années 1920, Shanghai a su marier les cultures occidentale et chinoise. Une société de consommation et de loisirs répond à la constitution d'une classe moyenne, malgré la prégnance de solidarités traditionnelles et l'influence de sociétés du crime fondées sur le commerce de l'opium ou la prostitution. Premier pôle de production et de services du pays, Shanghai incarne dans les années 1920 et 1930 la Chine moderne, capitaliste et cosmopolite.



Tout change en 1949, avec l'arrivée au pouvoir des communistes. Les liens avec l'étranger sont rompus ; l'économie urbaine est nationalisée et planifiée ; l'ancienne élite a fui vers Hongkong et Taiwan, ou a été dépossédée de ses moyens d'action. La ville souffre de l'idéologie officielle hostile à toutes les influences étrangères. Après 1978, la Chine des réformes l'ignore au profit des provinces méridionales du Guangdong et du Fujian. Jusqu'à la fin des années 1980, elle est privée d'une large partie de son budget au profit du gouvernement central. Elle conforte pourtant son orientation industrielle tout en s'entourant à perte de vue de banlieues monotones faites de barres collectives de cinq étages.

Le renouveau de Shanghai date du début des années 1990 lorsque les autorités centrales lancent le pays dans l'« économie socialiste de marché ». La Chine entre à son tour dans la mondialisation. Ce retournement, c'est Shanghai qui le porte et en devient le phare. Deux de ses

anciens maires, Jiang Zemin et Zhu Rongji, deviennent respectivement président de la République et Premier ministre. La ville bénéficie d'une volonté affirmée du gouvernement central de reprendre la main face à l'essor du Sud continental. Elle incarne aussi la place retrouvée des villes dans le développement chinois comme pôles de croissance. Dotée d'une Bourse et de nombreux services aux entreprises, la métropole satellise les centres urbains de sa région proche, de Wenzhou à Kunshan.

Aujourd'hui, son rayonnement tend à s'étendre à toute la Chine. Les investissements shanghaiens gagnent les provinces intérieures, des complémentarités économiques de sous-traitance se créent entre la Chine centrale et la capitale économique du delta du Yangzi. Le dynamisme de la ville s'exprime surtout, à partir de 1990, dans le projet de la Nouvelle Zone de Pudong. Les terres à l'est du Huangpu bénéficient de ponts et de tunnels ainsi que de l'aménagement du quartier d'affaires de Lujiazui et de ses tours mondialement célèbres : la Perle de l'Orient, Jinmao, le Centre financier mondial de Shanghai... Pudong possède un aéroport international – œuvre de l'architecte français Paul Andreu – et le port de Waigaoqiao, doublé depuis par celui de Yangshan au sud-est de la municipalité. Autant de créations enserrées

À SAVOIR

2010 : Expo « universelle »

De mai à octobre 2010, l'Exposition universelle de Shanghai a accueilli plus de 73 millions de visiteurs (dont 95 % de Chinois). Installée dans la partie sud de la ville, elle a d'abord profité à la modernisation de ses transports : un système de bus mais surtout plusieurs lignes de métro prolongées et trois nouvelles créées, portant le réseau à près de 420 km de long, soit le deuxième réseau du monde après Londres. L'Expo a ainsi consacré l'effort acharné de marketing métropolitain entrepris depuis quinze ans par Shanghai pour s'afficher comme l'une des toutes premières mégapoles de rang international. Mais son slogan (« Ville meilleure, vie meilleure ») visait aussi à servir la propagande du régime, qui, tout en soulignant son souci officiel d'un développement durable, marquait symboliquement l'entrée de la Chine dans une nouvelle ère d'urbanisation galopante.

LE QUARTIER INTERNATIONAL

dans les années 1930 et Shanghai aujourd'hui.

par des opérations immobilières là où, il y a vingt ans, ne s'étendaient que des rizières...

Cette vitalité est bien plus un renouveau qu'une rupture. A la différence de Pékin, la nouvelle Shanghai, qui détruit ses anciens *lilong*, îlots d'habitats collectifs irrigués par des ruelles internes, et expulse une large partie de ses populations en périphérie au profit de tours de bureaux ou d'appartements inaccessibles au plus grand nombre, s'inscrit dans une continuité avec les années 1920.

L'âge d'or de la ville ne manque pas d'être réhabilité dans des musées, des expositions, des publications. Un engouement qui touche aussi la mode et la création avec l'ouverture de lieux postmodernes, comme les cafés de Xin Tiandi, un ancien *lilong* réhabilité. Ce fil renoué avec le passé s'inscrit plus encore dans l'architecture. Une politique de secteurs préservés a été mise en place, notamment dans l'ancienne concession française, un des hauts lieux du chic shanghaien.

Shanghai est ainsi redevenue la fenêtre d'une Chine moderne, retrouvant une mémoire et l'utilisant, au cœur même de son spectaculaire renouvellement, pour s'imposer au XXI^e siècle comme l'une des grandes métropoles de la mondialisation. ■

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.

Dur d'être Chinoise!

Il ne fait pas bon être femme en Chine. En limitant strictement la fécondité des couples, le régime communiste a dramatiquement dégradé la condition des petites filles – et donc l'avenir du pays tout entier.

par ISABELLE ATTANÉ

Démographe et sinologue

à l'Institut national d'études démographiques, Isabelle Attané a notamment publié *Au pays des enfants rares. La Chine vers une catastrophe démographique* (Fayard, 2011). Cet article est la version revue et mise à jour de « 600 millions de Chinoises », *L'Histoire* n° 300, pp. 94-95.

La Chine compte 1,33 milliard d'habitants, dont plus de 650 millions sont des femmes. Mais si la France compte 95 hommes pour 100 femmes, la Chine en recense près de 105 : les hommes y sont donc majoritaires, contrairement à ce que l'on observe presque partout ailleurs dans le monde. Comment expliquer cette anomalie ?

En matière démographique, la politique chinoise a évolué. Les premières années du régime communiste furent marquées par un discours explicitement nataliste, le contrôle des naissances étant considéré par Mao comme un « moyen d'exterminer le peuple chinois sans se mettre de sang sur les mains ». Mais le recensement de 1953, révélant une population de 590 millions d'habitants – 100 millions de plus qu'attendu –, fit naître la crainte qu'une croissance démographique trop rapide ne compromette le développement économique du pays.

Dès 1957, de timides mesures de contrôle des naissances furent adoptées. Mais sans grand résultat, faute de moyens efficaces, et surtout parce que la mobilisation de toutes les énergies en faveur de l'industrialisation imposée par le Grand Bond en avant* (1958-1959), dont l'un des slogans était « une bouche de plus à nourrir, c'est aussi deux bras pour produire », mit un terme à leur application.

Entreprise en 1962, la deuxième campagne de limitation des naissances obtint quant à elle quelque succès dans les grandes villes. Mais elle fut à son tour interrompue, en 1966, par la Révolution culturelle*.

Au début des années 1970, la Chine lance une véritable politique de limitation des naissances (deux enfants



L'ENFANT ROI Ultra choyé, l'enfant unique est souvent suralimenté. Un écolier sur trois à Shanghai est en surpoids (ci-dessus, en 2011).



en ville, trois à la campagne), rendue plus draconienne en 1979, avec la « politique de l'enfant unique » qui ne tardera pas à se transformer *de facto* en « règle du fils unique ». Devant la résistance populaire, le gouvernement autorise un deuxième enfant aux couples ruraux en 1984. Depuis lors, la limitation des naissances reste à plusieurs vitesses.

On a souligné les effets pervers de cette politique qui a créé des générations d'enfants uniques : choyés à outrance, suralimentés (à Shanghai, un enfant d'âge scolaire sur trois est en surpoids ou obèse), ces « petits empereurs » connaîtront bien des déconvenues. Mais surtout, on note qu'il « manque » aujourd'hui en Chine entre 25 et 40 millions de femmes qui auraient dû

25 À 40 MILLIONS DE FILLES MANQUANTES

Sur cette affiche de 1974, une infirmière brandit un livret du Planning familial et un flacon de pilules contraceptives. La politique de l'enfant unique a eu pour effet pervers l'élimination de très nombreuses filles avant leur naissance.

naître et grandir. Deux anomalies majeures sont à l'origine de ce phénomène : un excédent de naissances masculines et une surmortalité féminine dans la petite enfance.

Il naît aujourd'hui en Chine 118 garçons pour 100 filles, soit environ 12 % de plus que la norme... De plus, alors que la mortalité infantile des garçons dépasse de 20 % celle des filles lorsque les enfants des deux sexes sont traités, au plan sanitaire et nutritionnel, sur un pied d'égalité, en Chine c'est le contraire : la mortalité des petites filles est aujourd'hui supérieure à celle des petits garçons.

La tradition, en effet, valorise les garçons : dans les campagnes, il faut « élever un fils pour préparer sa vieillesse », dans la mesure où on ne touchera jamais aucune pension de retraite. Dans les représentations sociales, un fils reste un atout pour la prospérité de sa famille, l'assurance de la perpétuation de la lignée familiale et, surtout, un gage de reconnaissance sociale.

Dès lors, tous les moyens sont bons pour avoir un fils. Les progrès technologiques dans la surveillance des grossesses, échographie et amniocentèse, donnent aux couples tout loisir d'intervenir. Si c'est un garçon, les futurs parents sont comblés. Pour une fille, un dilemme se pose : si on la garde, pourra-t-on un jour tenter d'avoir

A SAVOIR

650 millions de femmes

Il naît 118 garçons pour 100 filles (en France, 105 pour 100). Les femmes suivent en moyenne une scolarité de 8,8 ans (9,1 pour les hommes).

Une femme sur deux travaille. 60 % des citadines sont salariées. Elles représentent 62 % des actifs agricoles mais 30 % seulement des employés de bureau et 20 % des cadres dirigeants.

80 % des célibataires de plus de 30 ans sont des hommes. Plus de 600 Chinoises se suicident chaque jour.

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.

La Chinoise d'aujourd'hui demeure mieux lotie que la plupart des femmes dans les pays en développement. Pourtant son statut s'est détérioré depuis les années 1980



CHERS MARIAGES... Pour limiter leur coût, l'État encourage les mariages groupés (ci-dessus : couples à Jinan en 2011).

un fils ? Et aura-t-on les moyens, dans ce cas, de faire face au coût d'entretien de deux enfants ?

Les avortements sélectifs empêchent aujourd'hui plus de 10 % des naissances féminines. Si la naissance a tout de même lieu, reste l'infanticide, résiduel mais impossible à chiffrer. Ou l'abandon, régulièrement relaté dans la presse. L'immense majorité de ces enfants sont des filles – les rares garçons abandonnés présentent souvent des handicaps physiques ou mentaux. Les négligences dans les soins portés aux filles, en

particulier en cas de maladie, sont quant à elles à l'origine d'un nombre considérable de décès.

Un tel déséquilibre renforce à terme la décélération de la croissance démographique. Alors, on ne sera plus loin de la fiction imaginée par Amin Maalouf dans *Le Premier Siècle après Béatrice* : « l'autogénocide des populations misogynes »... Les autorités elles-mêmes s'en alarment. En 2001, elles ont ainsi lancé une campagne de sensibilisation réclamant de « chérir les filles ».

La surmasculinité démographique entraîne un déficit d'épouses, les hommes arrivant en âge de se marier étant plus nombreux que les femmes dans la même situation. En 2010, huit célibataires de plus de 30 ans sur dix sont des hommes. « Quel genre de femme je souhaite ? s'étonne un jeune homme. Peu importe ! Il est tellement difficile de trouver une femme aujourd'hui. J'en veux une, c'est tout ! » Le surplus d'hommes chez les jeunes adultes en âge de se marier pourrait atteindre 30 millions en 2020. Lors des mariages, la compensation matrimoniale – biens transférés de la famille du fiancé vers celle de la fiancée – reste très répandue. Elle symbolise le transfert des droits de contrôle sur la femme et souligne la valeur « marchande » de la jeune fille. Celle-ci atteint parfois des montants exorbitants. Dans les campagnes, elle dépasse aujourd'hui largement le revenu annuel. En ville, où la propriété d'un logement fait désormais partie du trousseau fourni par le futur époux, le mariage coûte aussi très cher. A tel point que des fils de familles pauvres sont aujourd'hui condamnés au célibat, faute de pouvoir réunir la somme nécessaire à une union en bonne et due forme.

ON ACHÈTE DES ÉPOUSES

Dans certaines régions où la pénurie de femmes à marier commence à se faire sentir, la vente d'épouses est en pleine expansion. En 2002, un tribunal de Yulin, au Guangxi, a condamné à mort un homme pour l'enlèvement puis la vente d'une centaine de femmes à des paysans en mal d'épouse.

On pourrait imaginer, dans ces conditions, que les épouses, denrée rare, sont particulièrement choyées. Mais ce n'est pas le cas. La Chine du début du XXI^e siècle reste une société patriarcale ancrée dans des rôles sociaux et familiaux très sexués, qui laisse les femmes sous la domination masculine.

Une famille sur trois serait aujourd'hui le théâtre de violences domestiques. Conséquence, parmi d'autres, des épouses désespérées recourent parfois à la seule sortie honorable : le suicide. La Chine est l'un des rares pays où les femmes se suicident plus que les hommes : quelque 600 suicides féminins quotidiens selon l'Organisation mondiale de la santé, soit plus d'un suicide de femme sur deux dans le monde.



« BELLES FEMMES ÉCRIVAINES »

L'expression (*Meinu Zuojia*), née dans les années 1990, désigne une poignée de jeunes écrivaines qui, dans leurs romans, avec un vocabulaire souvent très cru, traitent de la jeunesse chinoise actuelle, totalement hermétique à la politique et furieusement individualiste. Dans *Shanghai Baby* (1999), Weihui montre une jeune femme partagée entre un peintre impuissant et un amant allemand marié. L'héroïne des *Bonbons chinois* (2000) de Mian Mian se laisse entraîner, après le suicide de sa meilleure amie, dans l'enfer de la drogue par son amant musicien. Les *Biscuits assortis* de Zhao Bo mettent en scène une femme divorcée et une jeune fille qui jouent avec les hommes. La censure, qui attaque leur « conception de la vie vulgaire et décadente », dope les ventes de ces romans écrits par des femmes qui, pour la plupart, vivent encore en Chine.

C'est la première cause de décès chez les Chinoises de 15 à 34 ans.

Le statut de la femme chinoise est ambivalent. Concernant l'accès à l'éducation, par exemple, la Chine communiste a fait beaucoup pour les femmes. Ainsi, dans les villes, l'égalité des sexes dans l'accès à l'éducation est désormais presque parfaite. En revanche, à la campagne, où vit encore la moitié de la population, l'accès à l'éducation reste plus difficile pour les filles que pour les garçons. Dans les régions les plus pauvres, elles sont retirées de l'école dès qu'elles sont susceptibles de rapporter de l'argent.

De sorte que, globalement, l'alphabétisation féminine progresse : en vingt ans, leur durée moyenne d'éducation a presque doublé passant de 4,7 en 1990 à 8,8 ans en 2010, comblant ainsi progressivement le retard avec les hommes (6,6 et 9,1 ans respectivement ces deux années). Si les progrès sont remarquables, ils laissent les femmes en retrait : deux femmes sur cinq ne sont jamais allées à l'école ou guère plus loin que le primaire, contre un tiers des hommes ; encore sept illettrés sur dix sont des femmes.

Des inégalités sont également visibles sur le marché de l'emploi. En Chine, l'activité économique des femmes est l'une des plus élevées au monde : deux sur trois travaillent et près d'un actif sur deux est une femme. Mais cet avantage relatif des Chinoises ne semble toutefois pas acquis. En effet, les taux d'emploi féminins sont en baisse significative depuis les années 1990, notamment dans les villes. Particulièrement

touchées par les licenciements consécutifs au démantèlement des unités de travail et peinant plus que les hommes à retrouver un emploi, les citadines connaissent aujourd'hui un retour en force au foyer : en 1990, les trois quarts d'entre elles étaient engagées dans un travail rémunéré ; elles n'étaient plus que 60 % en 2010. En outre, les femmes restent en général reléguées dans les activités peu qualifiées, mal payées et pénibles physiquement. Elles sont surreprésentées dans l'agriculture : 62 %, contre 52 % des hommes, mais, dès lors que les qualifications requises s'élèvent, leur part s'amenuise : 70 % des employés de bureau sont des hommes, de même que 80 % des cadres dirigeants.

Il est vrai que la Chinoise d'aujourd'hui est bien mieux considérée que celle de l'époque impériale et demeure mieux lotie que la plupart des femmes à travers le monde en développement, y compris en Asie. Pourtant, à divers égards, son statut s'est détérioré depuis les années 1980.

Familles réduites et préférence persistante pour les garçons, notamment dans les campagnes, mettent parfois en péril l'existence même des femmes en Chine. Une situation face à laquelle l'État reste globalement impuissant. Peut-être est-ce là l'un des effets d'une transition éphémère après laquelle mondialisation et économie libéralisée permettront aux femmes d'accéder enfin à plus d'égalité avec les hommes, notamment en ce qui concerne leur survie, dans cette société en proie à des bouleversements fondamentaux. ■



Comment on se bat au Moyen Age

en vente actuellement en kiosque

Les musulmans du Xinjiang

Le Xinjiang, ou Turkestan chinois, regroupe la plus importante minorité islamique du grand creuset chinois. Les violents affrontements de 2009 ont montré la permanence des revendications séparatistes.

par ISABELLE ATTANÉ

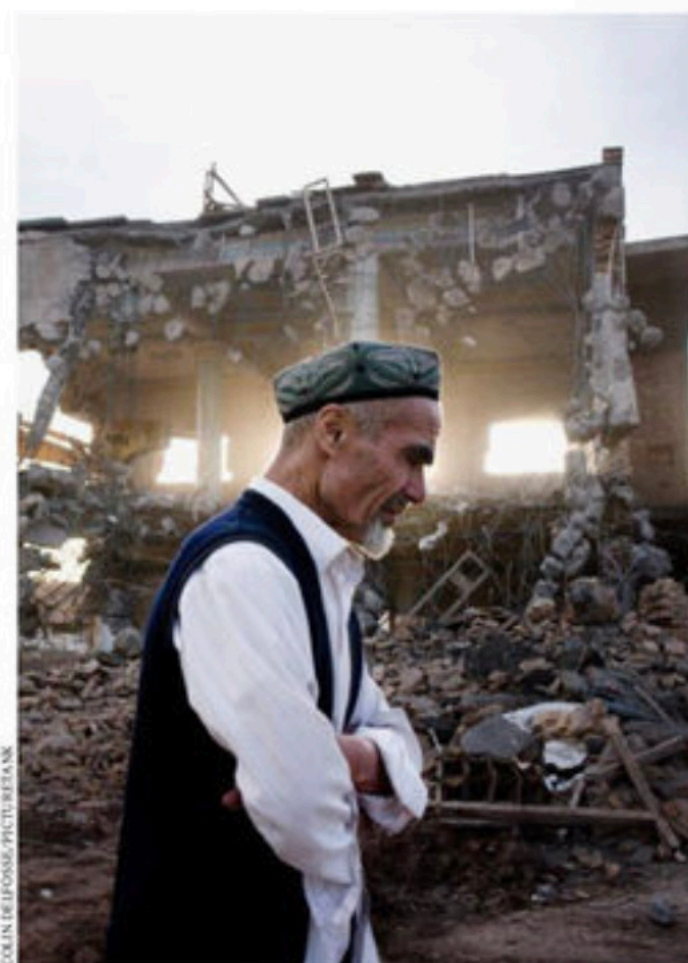
Démographe et sinologue

à l'Institut national d'études démographiques, Isabelle Attané a notamment publié *Au pays des enfants rares. La Chine vers une catastrophe démographique* (Fayard, 2011). Cet article est la version revue et mise à jour de « Ouïgours, Kazakhs, Kirghizes... Des Chinois malgré eux », *L'Histoire* n° 236, pp. 19-20.

En Chine, les 55 minorités nationales (*shaoshu minzu*) reconnues (plus de 110 millions de personnes, soit 8,4 % de la population totale, le reste étant composé de l'ethnie majoritaire han*) sont identifiées sur la base de critères ethniques, culturels et, paradoxe dans un pays communiste, religieux. Parmi elles, les « cuits* » (*shou*, cuits par la civilisation, soumis, acculturés) et les « crus* » (*sheng*, bruts, indépendants, qui ont gardé leur culture originelle).

A la première catégorie appartiennent les populations assimilées comme les Hui, descendants des marchands arabes et perses installés par milliers en Chine à partir du VII^e siècle et des musulmans d'Asie centrale et occidentale amenés par l'armée mongole au XIII^e siècle. Les mariages avec des femmes han ont favorisé leur sinisation rapide. Rien ne les différencie plus des Han (mœurs, traditions, langues, aspect physique...), hormis leur religion, l'islam, et les contraintes qu'elle impose (interdits alimentaires, en particulier dans le rejet de la viande de porc, la plus appréciée par les Han).

« Cuits » sont également les Mandchous. Dès le XIX^e siècle, alors qu'ils détenaient encore le pouvoir mais que s'amorçait le déclin de leur dynastie, ils ont adopté la langue, la culture et le mode de vie des Han. La Chine est familière de ces renversements abrupts, où le conquérant venu des confins de l'empire est, en l'espace de quelques décennies, assimilé par sa conquête.



DÉTRUIRE POUR ASSIMILER

Ville-oasis sur la route de la soie, Kachgar la musulmane subit des destructions sous prétexte de modernisation (2009).

À la famille des « crus » appartiennent les Ouïgours, les Kazakhs et les Kirghizes. Concentrés pour leur immense majorité au Xinjiang (le Turkestan chinois), ils forment aujourd'hui, avec près de 12 millions d'individus, la communauté islamique la plus visible de Chine. Cousins des musulmans des ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale, ils parlent, comme eux, des langues turques et considèrent le chinois comme une langue étrangère ; ils partagent avec leurs voisins de riches traditions culturelles qui n'ont rien de commun avec celles des Han.

« Crus » sont aussi les Tibétains (6,3 millions d'individus), peuple de fermiers, d'éleveurs nomades et de moines, qui font montre d'une très forte homogénéité culturelle, à la fois religieuse et linguistique.

Le régime communiste, installé en 1949, rompit, au moins dans les discours, avec les vues homogénéisatrices des nationalistes. Conscient de la fragilité de la cohésion nationale dans le cadre d'un immense pays aux populations hétérogènes, Sun Yat-sen, le fondateur de la République en 1911, avait, en effet, affirmé fortement la suprématie de l'ethnie majoritaire des Han. Il appelait donc les 10 millions de minoritaires (selon lui, car les statistiques de l'époque en recensent 26 millions) à se fondre dans le creuset chinois d'une population totale comptant alors 400 millions d'habitants. Les communistes, au contraire, insistèrent sur le caractère multinational de la Chine. Mais, dans les faits, c'est après 1949 que la politique de sinisation, marquée par d'importants transferts de population, a pris son véritable essor.

POLITIQUE DE PEUPLEMENT

Ainsi, entre les recensements de 1953 et 1964, l'effectif des Han en Mongolie-Intérieure a doublé, passant de 5,1 millions à 10,7. Au Xinjiang, il a été multiplié par sept (de 330 000 à 2,3 millions), puis à nouveau par deux entre 1964 et 1982, pour atteindre 4,6 millions de personnes, traduisant le volontarisme du gouvernement central soucieux de ne pas laisser se développer les revendications indépendantistes et de garder la maîtrise de régions frontalières stratégiques.

Parallèlement à cette politique de peuplement à visée assimilationniste, la Chine a concédé à ces minorités des privilèges importants en matière démographique. Ainsi, en 1990, les femmes ouïgoures du Xinjiang avaient en moyenne 4,6 enfants, soit 2 de plus que les femmes han, et 1,5 de plus que les femmes hui, musulmanes elles aussi, mais fortement sinisées.

Dans les années 1990, la fécondité des populations turcophones dépassait celle de toute l'aire de langue turque dans le monde, où la fécondité était parmi les plus basses au sein des pays en développement. Cette singularité revêt une connotation politique ; les musulmans turcophones du Xinjiang semblent avoir trouvé, dans leur dynamisme démographique, un moyen d'affirmer leur identité et de renforcer leur résistance aux Han.

À la différence des Hui, les Ouïgours, les Kazakhs et les Kirghizes cultivent un fort sentiment identitaire – lié à leur concentration géographique sur un territoire



LES PRINCIPALES MINORITÉS

Plus de 110 millions de Chinois appartiennent à l'une des 55 minorités reconnues (les 8 principales ci-dessus). Les 12 millions de musulmans sont pour la plupart concentrés à l'ouest, dans la région stratégique de Xinjiang.

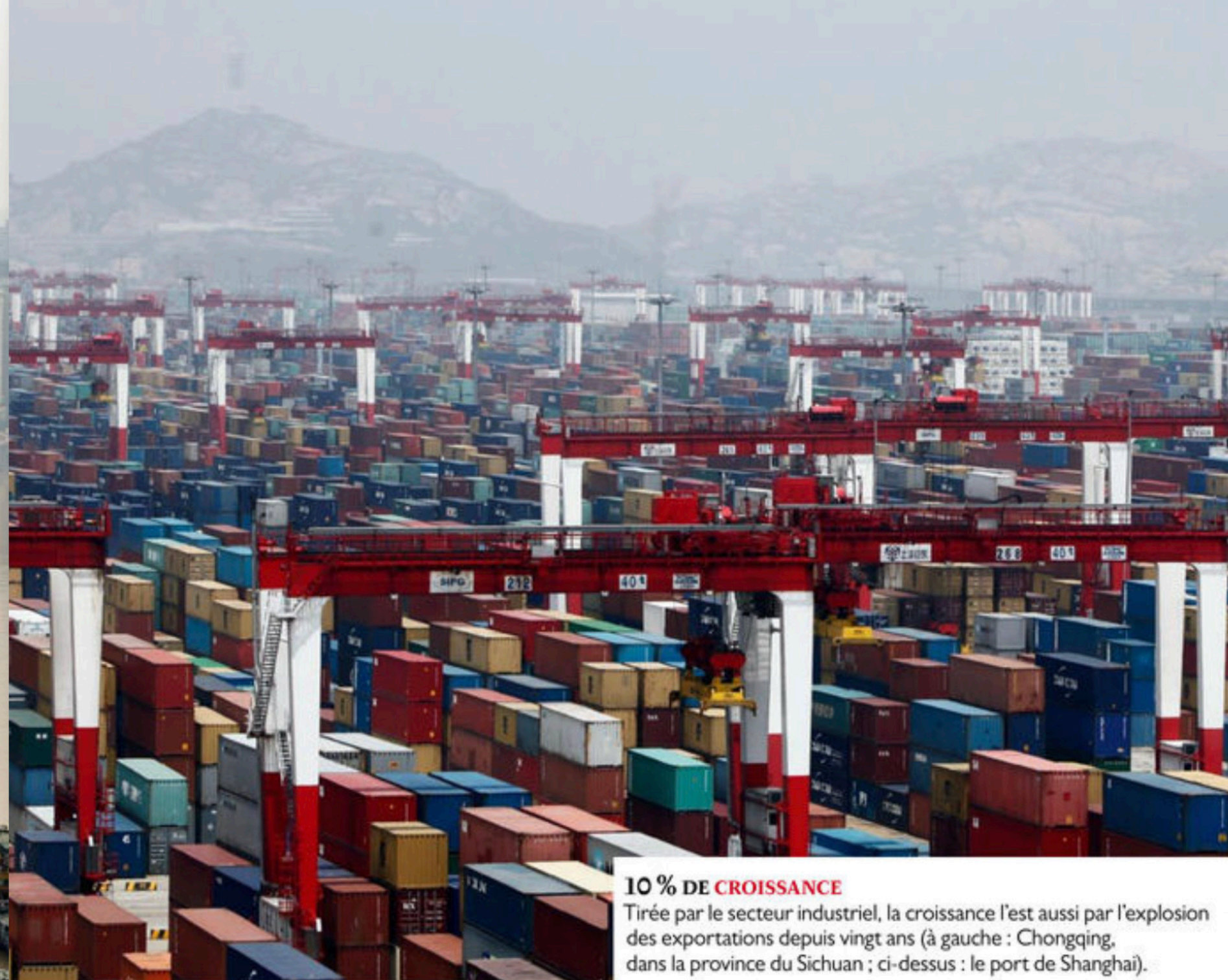
qui leur est propre et où ils sont majoritaires – qui a donné naissance à des revendications culturelles, voire séparatistes. Le Xinjiang (« nouvelle frontière ») ne fait partie de l'espace chinois que depuis 1759, date de sa conquête par la dynastie mandchoue.

Jusqu'en 1949, début d'une colonisation massive, les liens avec le pouvoir central sont restés très lâches. A plusieurs reprises, le Xinjiang s'est retrouvé en situation de quasi-indépendance. Seulement dix générations se sont écoulées depuis l'annexion, ce qui est peu à l'échelle de la mémoire collective des peuples, et leur sinisation n'est donc que très superficielle.

Parce que l'islam est, y compris en Chine, une puissance politique, le gouvernement n'a d'autre choix que de tolérer le besoin d'affirmation ethnique et religieuse des peuples du Xinjiang. Peut-être parce que la zone, lien avec le monde musulman et les émirats du pétrole, revêt une importance stratégique qui ne peut être négligée. En extrapolant la croissance actuelle, pourtant, la population musulmane du Xinjiang doublera à l'horizon 2050 et deviendra majoritaire dans la région, inversant les rapports de force.

Pour l'heure, la Chine tente de colmater les brèches à coup de vagues de migration dirigée, et use de la répression pour conserver sa mainmise sur le Xinjiang : fermeture d'écoles coraniques et de mosquées, emprisonnement d'imams, confiscation d'ouvrages religieux, arrestations de dissidents... Mais l'État-nation pourra-t-il longtemps résister aux manifestations centripètes, surtout lorsqu'elles reçoivent le renfort d'une démographie bien plus dynamique que dans le reste du pays ? ■

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.



10 % DE CROISSANCE

Tirée par le secteur industriel, la croissance l'est aussi par l'explosion des exportations depuis vingt ans (à gauche : Chongqing, dans la province du Sichuan ; ci-dessus : le port de Shanghai).

Capitalisme chinois : l'État derrière le marché

Un taux de croissance exceptionnel, des investissements étrangers record, une explosion de la consommation : ce modèle est peut-être en train d'évoluer.

par **MARIE-CLAIRE BERGÈRE**

Professeur émérite à l'EHESS et à l'Inalco,

Marie-Claire Bergère a notamment publié une *Histoire de Shanghai* (Fayard 2002) et *Capitalismes et capitalistes en Chine. Des origines à nos jours* (Perrin, 2007). La sortie de son nouvel ouvrage, *Chine. Le nouveau capitalisme d'État*, chez Fayard, est prévue pour janvier 2013.

Sauver la Chine ! Tel est le mot d'ordre du mouvement modernisateur, qui, à partir de la manifestation patriotique du 4 mai 1919, exprime tout à la fois sa colère contre l'impérialisme occidental et sa volonté d'arracher le pays à l'arriération économique et à l'obscurantisme. Un mot d'ordre dont les échos se prolongent à travers le xx^e siècle. En 1949, la victoire de Mao Zedong met fin à toute domination impérialiste et consacre la victoire du nationalisme chinois : reste à

assurer la modernisation. Mais le développement économique par la voie socialiste est un échec.

Le régime le reconnaît finalement en 1978, par la voix de Deng Xiaoping. Rallié à une politique de réforme et d'ouverture, il convoque l'économie de marché et le capitalisme pour accomplir la modernisation à laquelle les Chinois aspirent depuis si longtemps. Trois décennies plus tard, cette modernisation semble enfin en train de se réaliser. La Chine est-elle « sauvée » ?

Depuis 1978, l'abandon de l'économie de commande s'est opéré de façon progressive, pragmatique et décentralisée, dans le cadre d'un régime communiste maintenu. Produit de cette émergence laborieuse du secteur privé, un capitalisme bâtard, apparu dans les failles du système socialiste, a prospéré à l'ombre des bureaucraties locales. Jusque dans les années 1990, il est surtout demeuré rural. Ainsi, les foyers ruraux ont la possibilité d'exploiter la terre comme ils l'entendent, et même de la louer ; celle-ci appartient toutefois toujours aux collectivités locales... Le capitalisme rural, ou capitalisme

des « bourgs et villages », s'est développé très rapidement dans les années 1980 et 1990 par l'implantation ou l'extension dans les centres ruraux d'entreprises privées ou collectives (ces dernières financées et gérées par les communautés locales, souvent en coopération avec des intérêts privés). Les unes et les autres échappent au contrôle de l'État central et des autorités provinciales.

A partir de 1988, un statut officiel a en outre peu à peu été conféré au secteur privé. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 en a considérablement stimulé le développement.

36 MILLIONS DE MICRO-ENTREPRISES

Actuellement, le secteur privé ou, comme disent plus volontiers les Chinois, le « secteur non public », juxtapose 36 millions de micro-entreprises familiales (*geti*), 9 millions d'entreprises enregistrées comme « privées » (*siying*) et une foule d'entreprises au statut hybride, relevant théoriquement du secteur public, mais caractérisées à des degrés divers par l'autonomie de leur gestion

400 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté depuis trente ans : la population a atteint ce que les autorités appellent une « relative aisance »

et l'appropriation de leurs bénéfices par des personnes privées. Ces multiples décalages entre statuts et pratiques ne sont pas sans précédent en Chine : les entreprises qui tentent de combiner dynamique capitaliste et protection bureaucratique évoquent les « entreprises à supervision officielle et gestion marchande » (*guandu shangban*) sur lesquelles ont reposé les premières tentatives de modernisation économique, dans les années 1860-1880.

En dépit de son caractère hétérogène et des handicaps que fait peser sur lui la non-clarification des droits de propriété, ce capitalisme contribue de façon déterminante à la croissance de l'économie chinoise. Mais il est dominé par le secteur public, surtout depuis qu'à la fin de 2008, réagissant à la crise, le pouvoir a eu recours à un plan de relance qui a réinjecté 587 milliards de dollars dans les rouages de l'économie. En conséquence et selon la formule chinoise : « *Le public avance, le privé recule.* » On est bien dans cette configuration, même si le privé concourt, à hauteur d'un tiers du PNB, selon les chiffres officiels, à la force de l'économie du pays.

Par sa rapidité et son ampleur, cette croissance soutient la comparaison avec les « miracles asiatiques » des années 1960-1970. Pendant la dernière décennie, le taux annuel de croissance en Chine s'est maintenu aux environs de 10 %. Tirée par le développement du secteur industriel, la croissance l'est aussi par l'essor des exportations : la valeur du commerce extérieur est passée de 135 à 3 000 milliards de dollars entre 1991 et 2010. La Chine est le premier producteur mondial de charbon, d'acier ; au premier rang pour l'aluminium ou la construction d'automobiles (cf. p. 85). La production aéronautique n'est pas en reste. La Chine est en train de construire des avions de ligne destinés à concurrencer les Boeing et les Airbus.

La croissance est facilitée par l'importance des investissements étrangers directs, dont la Chine est devenue le premier destinataire mondial et dont le total cumulé représente 1 200 milliards de dollars en 2010.

Le niveau de vie a progressé : le PIB par habitant, qui était de 200 dollars à la fin des années 1980, est passé à 3 600 dollars en 2010 (7 500 dollars, en parité de pouvoir d'achat, PPA)¹, ce qui classe la Chine au rang des pays à revenus moyens, derrière la Thaïlande et devant l'Ukraine. D'après les calculs de la Banque mondiale, 400 millions de Chinois seraient ainsi sortis de la pauvreté absolue depuis 1978. La population, dans son ensemble, a atteint ce que les autorités appellent « une relative aisance » (*xiaokang*).

LA « SORTIE À L'EXTÉRIEUR »

Cette évolution intérieure est à mettre en parallèle avec l'esprit de conquête qui anime l'économie chinoise en dehors de ses frontières. Depuis 2008, la « sortie à l'extérieur », selon l'expression consacrée, a pris de l'ampleur. Un seul chiffre : les investissements directs de la Chine à l'étranger, dans les pays de l'ASEAN, en Australie, Afrique, Amérique latine et de plus en plus en Europe et aux États-Unis, ne cessent d'augmenter et ont atteint les 60 milliards de dollars. La Chine se permet même de racheter de la dette souveraine des pays en difficulté, comme la Grèce. Il y a quelques années, les investissements se portaient surtout sur les ressources énergétiques, les matières premières et les terres agricoles, en Australie, Afrique, Australie, Kazakhstan, Brésil. Maintenant, la pratique de l'investissement à l'étranger est devenue une politique systématique et la Chine acquiert à tour de bras entreprises et infrastructures dans les pays les plus développés, en Europe notamment.

La « sortie à l'extérieur » s'accompagne d'un effet de conquête culturelle. Présents dans de très nombreux pays, notamment dans les universités toujours à l'affût de fonds, les Instituts Confucius, conçus en principe sur le modèle de l'Alliance française ou des Instituts Goethe,



À SAVOIR

« Économie socialiste de marché »

Le terme, *a priori* paradoxal, indique qu'il est possible, selon le régime chinois, de « mettre le capitalisme au service du socialisme », comme le proclamait Sun Yat-sen. Il a été utilisé par Deng Xiaoping quand ce dernier abandonne l'économie planifiée, se rallie à une politique de réforme et d'ouverture au monde et engage son pays dans une économie de marché pour accomplir la modernisation de la Chine.



UNE CROISSANCE DÉSÉQUILIBRÉE

L'envol de la croissance débute dans les années 1980, notamment autour des zones économiques spéciales (ZES). L'industrialisation a entraîné, en même temps qu'un remarquable développement, des catastrophes environnementales et provoqué des déséquilibres entre une mince frange orientale et l'intérieur du pays. La Chine est aujourd'hui en quête de pôles intérieurs : les plus importants sont nés dans la vallée du Yangzi et autour des bassins énergétiques.

mais directement financés par le gouvernement chinois, enseignent la langue et la civilisation chinoises ; ils ne sont cependant pas dépourvus d'intentions idéologiques, même s'ils affichent leur volonté de neutralité – des sujets comme le Tibet, par exemple, ne peuvent pas y être évoqués.

Cela posé, ce modèle de croissance, fondé sur le développement des exportations et des investissements publics, commence à trouver ses limites. La crise mondiale a freiné la demande extérieure. En outre les principaux partenaires économiques de la Chine s'inquiètent du déficit de leurs échanges commerciaux avec elle, dû, estiment-ils, aux procédés déloyaux – sous-évaluation du yuan*, subventions et dumping – employés par Pékin, et sont agités par des tentations protectionnistes. >>>

À SAVOIR

Records mondiaux

- **Le premier producteur de charbon**
3,5 milliards de tonnes
- **Le premier producteur d'acier**
568 millions de tonnes
- **Le premier producteur d'aluminium, de ciment, d'engrais**
- **Le premier constructeur automobile**
13,8 millions de véhicules en 2009
- **Le plus long réseau de TGV**
6 552 kilomètres en 2010

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.
1. Cet indicateur est plus proche de la réalité économique que le chiffre en dollars obtenu par conversion de la monnaie nationale car il tient compte du niveau des prix dans le pays concerné.

Le bilan reste contrasté. La modernisation a concerné surtout les provinces côtières : de vastes régions intérieures restent sous-développées

» L'excédent commercial chinois se voit d'autre part rogné par l'augmentation en volume et en coût des importations de produits énergétiques et de matières premières indispensables à la poursuite de la croissance. Quant aux investissements publics, ils deviennent moins rentables, les zones les plus peuplées ayant déjà été équipées d'infrastructures urbaines et de réseaux de transport modernes. Le modèle d'un développement tiré par les exportations et les investissements paraît dépassé mais difficile à remplacer.

Celui qui reste à inventer, et qui pourrait être le chantier de la nouvelle direction autour de Xi Jinping, devrait encourager la consommation intérieure et prendre davantage en compte les besoins et les attentes de la population, qui réclame sa part des bénéfices de la croissance. Pour ce faire, les autorités seront-elles prêtes à libéraliser le système, à l'ouvrir à la concurrence au détriment d'un certain nombre d'intérêts acquis ? Rien n'est moins sûr.

Même si elle s'incarne en un homme, la direction politique de la Chine est collective et repose dans les mains des neuf membres du comité permanent du bureau politique du parti, tous soigneusement choisis selon les tendances qu'ils sont censés représenter. Chargé d'assurer et représenter le consensus, le futur président de la République et secrétaire du parti n'est que l'un d'entre eux. Lui-même a dû faire preuve d'une grande prudence pour assurer son ascension. Il ne peut prendre d'initiatives sans le concours de ses collègues. La libéralisation économique et politique, si elle doit se réaliser, sera longue à venir et ne pourra survenir qu'à l'issue d'un débat intérieur difficile.

La tendance libérale existe au sein du parti. Un Wang Yang, secrétaire du PC* du Guangdong, la province de Canton, en est aujourd'hui une des figures de proue. C'est lui qui, à l'automne 2011, a réglé pacifiquement la sécession des villageois de Wukan (Guangdong) entrés en rébellion à la suite de la saisie de leurs terres par des autorités locales corrompues : ces terres appartenant à la collectivité avaient été vendues à des promoteurs immobiliers et les cadres qui avaient négocié la vente s'étaient remplis les poches des indemnités dues aux paysans.

« L'ARISTOCRATIE ROUGE »

Les obstacles à l'ouverture sont au cœur du système. Ces dernières années, singulièrement depuis le plan de relance de 2008, le poids des patrons du secteur public s'est accentué sur l'économie, affectant même l'avenir politique de la Chine. Ces dirigeants de grandes entreprises d'État, la plupart des « fils de princes » issus de « l'aristocratie rouge », s'enrichissent en exerçant un monopole sur certaines branches d'activités (compagnies pétrolières, électricité, transports aériens, téléphonie mobile) tout en menant de front une carrière politique comme ministres ou gouverneurs de province. Ces entrepreneurs-bureaucrates ne sont pas prêts à renoncer à leurs privilèges ni à leur position en cas d'ouverture à la concurrence. Ce n'est pas de leur côté, en tout état de cause, qu'il faut attendre une plus grande souplesse dans la gouvernance du pays.

Le bilan, après des années d'un modèle de croissance à tout prix, demeure contrasté. De vastes régions intérieures restent sous-développées, car la modernisation a concerné surtout les provinces côtières. Certes, un gros effort de rattrapage en faveur de l'Ouest et du Centre a été accompli sous le mandat de Hu Jintao. Chongqing, dans le Sichuan, théâtre des activités du très antilibéral et sulfureux Bo Xilai (cf. p. 69), ou Wuhan, située sur le Yangzi, dans la province du Hubei, au centre du pays, ont bénéficié d'importants investissements publics, mais le décalage persiste entre les métropoles de l'intérieur et les cités de la côte.



À SAVOIR

200 millions de « sans-droits »

« Mingong » : de min (« peuple ») et gong (« travailleurs/ouvriers »), ce terme désigne les « migrants de l'intérieur ». Entre 175 et 250 millions de paysans sont partis vers les villes et les zones périurbaines depuis 1976. Le système du hukou (ce passeport intérieur qui fixe le lieu de résidence de la population) fait d'eux des clandestins. Sous-payés, ils fournissent la main-d'œuvre des grands chantiers mais vivent encore souvent comme des hors-la-loi.



L'AVERS ET LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Certes les plus riches connaissent un enrichissement continu. Mais l'industrialisation à tout va se moque souvent de l'environnement (photos prises à Pékin et à Wuhan).

Et le prix à payer pour les progrès accomplis est très lourd. Par sa brutalité, le nouveau capitalisme chinois évoque les tableaux de misère et d'exploitation que dénonçaient Charles Dickens ou Émile Zola dans l'Europe du XIX^e siècle.

Cette misère est le quotidien des dizaines de millions de migrants, issus des campagnes et détenteurs d'un hukou rural, ce passeport intérieur créé sous Mao pour éviter une urbanisation galopante (cf. p. 86). Les réformes ont entraîné, en dépit de ces restrictions à la mobilité, un énorme mouvement de migration rurale, tacitement toléré par les autorités. Les paysans ont formé dans les villes un sous-prolétariat proliférant. Sans la ressource d'un hukou urbain, ils ont été exclus par principe de tous les services réservés aux citoyens : logement, éducation, soins médicaux, et ne peuvent en général pas bénéficier de contrats de travail réguliers. Marginalisés, ils vivent encore dans des conditions de travailleurs clandestins.

A tous ces maux sociaux il faut ajouter le chômage. Depuis la crise de 2008 celui qui touche les ouvriers a augmenté. Celui des jeunes diplômés est un phénomène récent. Arrivant de province dans les grandes villes après la fin de leurs études et dépourvus des indispensables « relations sociales » (guanxi), ces jeunes peinent à trouver du travail dans des entreprises qui ont fait leur plein de « cols blancs ». Frustrés, ils représentent pour le régime un dangereux foyer de troubles potentiels.

ENVIRONNEMENT : « DES INCIDENTS DE MASSE »

Autre revers de la médaille d'une industrialisation à tout va : les normes de protection de l'environnement ne sont presque jamais respectées. Une prise de conscience est en cours, un ministère a même vu le jour et des ONG ont été autorisées, mais sans grand résultat. La pollution de l'eau, de l'air ou des sols donne lieu dans de nombreuses localités à ce que l'on appelle officiellement « des incidents de masse », manifestations plus ou moins violentes de mécontentement populaire. Des engrais, des déchets toxiques de toutes sortes sont déversés dans les lacs et les rivières. Il arrive que de grandes villes comme Harbin,

dans le Nord-Est, ou Wuhan, en Chine centrale, soient privées d'eau potable plusieurs jours.

Au moment des Jeux olympiques de Pékin, en 2008, et de l'Exposition universelle de Shanghai, en 2010, les autorités avaient pris la précaution de fermer des usines pour dissiper le smog au regard des étrangers. En juin 2012, le gouvernement a émis une protestation pour ingérence dans les problèmes internes de la Chine après que l'ambassade américaine eut publié sur Internet ses propres relevés de pollution de l'air à Pékin, lesquels, il va sans dire, ne correspondaient pas aux chiffres officiels et agitaient furieusement la Toile !

De plus, l'État est lésé par la fraude fiscale, gangrené par la corruption. De leur côté les partenaires étrangers sont victimes du piratage et de la contrebande. Ces maux qui accompagnent partout industrialisation et mondialisation revêtent une acuité particulière en Chine, du fait de la dimension continentale du pays et de la rapidité exceptionnelle de ses mutations.

En Occident, la révolution industrielle s'était accompagnée de l'apparition d'une bourgeoisie moderne qui a travaillé à réguler le développement du capitalisme en participant à la construction d'un cadre législatif et juridique, garanti par l'autorité de l'État. Rien de tel en Chine. Devenue plus autonome, la société chinoise ne s'est pas pour autant transformée en une société civile structurée par des instances représentatives intermédiaires, capables de dialoguer avec le pouvoir. Il existe pourtant des associations professionnelles d'entrepreneurs. Supprimées par le régime communiste, elles sont réapparues au cours des années 1980-1990 : associations des entrepreneurs individuels (getihu), des entrepreneurs privés (siying) et Fédération industrielle et commerciale de Chine, qui regroupe les entrepreneurs les plus importants. Encadrées et patronnées par un organisme du parti ou une agence d'État, comptant toujours des cadres du parti parmi leurs dirigeants, elles reçoivent le plus souvent des fonds publics et jouissent d'une autonomie limitée.

La cooptation des grands entrepreneurs, admis dans les organisations du parti, renforce elle aussi l'intégration des milieux d'affaires au système politique. Formulée par

Le régime accueille favorablement la révolution de la consommation : sa légitimité dépend désormais des succès de sa politique économique

Jiang Zemin en 2001, la doctrine « des trois représentations » fait du parti le représentant de toutes les forces vives de la nation et lève l'interdit qui pesait sur les entrepreneurs, considérés comme des exploités. Selon des sources officielles, 38 % d'entre eux seraient aujourd'hui membres du parti. Il est vrai que nombreux sont, parmi ces capitalistes rouges, ceux qui avaient adhéré au parti avant de se lancer dans les affaires.

Reste que, si les élites économiques et bureaucratiques vivent en symbiose, les premières demeurent subordonnées aux secondes. En l'absence de société civile et de transition démocratique, le rôle politique et social des entrepreneurs privés reste limité.

UN MILLION DE MILLIONNAIRES

Alors, l'économie de marché serait-elle sans influence sur la société chinoise ? Bien au contraire. Alors que le parti-État continue de contrôler les grandes orientations du développement, une culture de la consommation conquiert la Chine, la population urbaine tout particulièrement. Une élite riche s'est constituée, quelques centaines de milliardaires, près d'un million de millionnaires. La Chine est devenue l'un des principaux consommateurs de produits de luxe, des parfums aux vêtements et accessoires griffés, pour le plus grand profit de grandes maisons françaises, par exemple.

On connaît les formes variées que revêt la révolution de la consommation : les investissements affectés à l'acquisition et à l'aménagement du logement familial, les énormes dépenses consacrées aux caprices et à l'éducation des enfants uniques, l'engouement pour le luxe, la soif des loisirs, qu'il s'agisse de sorties au restaurant, ou de tourisme, etc. Le régime ne se montre pas hostile à ce consumérisme, car l'affaiblissement de l'idéologie révolutionnaire fait dépendre sa légitimité de l'élévation du niveau de vie de la population.

Pour autant, une « classe moyenne » a-t-elle acquis droit de cité en Chine ? Officiellement il n'est jamais question de « bourgeoisie », terme qui évoque trop l'ancien régime : on parle de « strates intermédiaires ». Lesquelles ont du mal à maintenir leur niveau de vie. Nous avons déjà évoqué le chômage des jeunes diplômés, issus de ces classes. Celles-ci doivent également affronter les effets de l'inflation, qui a repris après 2008, en conséquence du plan de relance et des masses d'argent public remises dans les tuyaux de l'économie. En outre l'absence d'un système compréhensif de protection sociale oblige les citoyens chinois à pratiquer l'épargne de précaution. Leur épargne, cependant, n'a guère d'occasion de fructifier car elle ne peut s'investir que dans des dépôts bancaires à taux d'intérêts fixés à un niveau très bas par le gouvernement ou dans une spéculation immobilière qui entretient une bulle des plus dangereuses.

Pour comprendre l'enthousiasme qu'inspire aux Chinois cette faculté de consommer – malgré les limites que l'on vient d'évoquer, malgré les scandales liés à quelques affaires retentissantes (le lait à la mélamine destiné aux nourrissons, la viande de porc lessivée pour la maquiller en viande de bœuf, etc.) – il faut se rappeler les années de pénurie vécues sous le maoïsme*. Pendant les trois décennies qui ont suivi la révolution de 1949, la consommation est restée subordonnée au plan de production et contrôlée dans les villes par l'attribution de tickets. Le droit d'occuper un logement s'acquerrait à l'ancienneté, au sein des unités de travail : il dépendait de la décision de cadres du parti, qu'il fallait solliciter et se concilier. La modernisation a transformé le consommateur : du « suppliant de l'État » il a fait un roi dont les publicités se disputent les faveurs. Mais peut-on, comme le fait le discours néolibéral, assimiler la liberté de choix entre les produits à la liberté du citoyen ?

Inutile de relancer, à propos de la Chine, le débat qui s'est élevé en Occident dans les années 1960 au sujet de la fragilité et des contradictions d'une liberté définie par la consommation. Car, en dépit de sa croissance accélérée et du rôle que joue la consommation dans sa culture – ou son manque de culture – actuelle, la Chine est loin d'être devenue une société de consommation. Les « classes moyennes » – les foyers au revenu annuel moyen (7 500 dollars en PPA) – ne représenteraient que 100 à 200 millions de personnes, moins d'un Chinois sur 10.

Il est clair qu'une grande majorité de la population urbaine et une fraction plus importante encore de la population rurale ne peuvent, faute de ressources suffisantes, participer à la nouvelle culture. L'enrichissement rapide et continu des plus riches et la stagnation des revenus des plus pauvres ne peuvent qu'accentuer ces phénomènes d'exclusion. Alors que la référence aux pénuries du passé perd de sa signification et que les lois du marché s'exercent plus durement, la culture de la consommation devrait inspirer aux nouvelles générations plus de frustration que de satisfaction et nourrir un sentiment croissant d'injustice sociale. La répression des multiples « incidents de masse » et la priorité donnée depuis 2003 par la direction du parti au maintien de « l'harmonie sociale », c'est-à-dire de l'ordre public, témoignent de l'importance des mécontentements.

L'économie de marché et le capitalisme ont fait accomplir à la modernisation chinoise d'énormes progrès, mais la Chine n'est pas encore « sauvée ». Ceux qui redoutent la manière dont la deuxième puissance économique mondiale (depuis 2010) pourrait exercer son pouvoir considéreront que c'est là une bonne nouvelle. A tort. Car un fort ralentissement ou un blocage de la croissance saperait la légitimité du régime dont le nationalisme resterait alors le seul recours. ■

L'Histoire VOTRE MAGAZINE FAVORI VOUS OUVRE SES ARCHIVES...

LE MAGAZINE

N° 329 mars 2008

Dossier : Martin Luther King, un rêve américain.
• Boudicca, la Vercingétorix anglaise
• L'inquisition, le prêtre et le sexe
• Friedländer, Hitler et les juifs.

N° 330 avril 2008

Dossier : Mai 68, le monde tremble.
• Comment on votait au Moyen Âge
• Israël, le vrai pouvoir des généraux
• Babylone, la Bible et l'archéologie.

N° 331 mai 2008

NUMÉRO ANNIVERSAIRE
SPECIAL : 30 ans qui ont changé L'Histoire.

N° 332 juin 2008

Dossier : Dante, le génie de l'Italie.
• Les racines du capitalisme chinois
• Pourquoi les Anglais mangent mal
• Les Perses à Jérusalem : la fin d'un monde.

N° 333 juillet-août 2008

SPECIAL : Le Japon.

N° 334 septembre 2008

Dossier : Lire et écrire. De Babylone à Jules Ferry.
• Les secrets de beauté de la Renaissance
• Quand Paris est sous les eaux
• La folle saison des jeunes turcs.

N° 335 octobre 2008

SPECIAL : Picasso. Engagement et Liberté.

N° 336 novembre 2008

Dossier : Il novembre 1918, récit d'une journée qui a fait le siècle.
• Archives : la transparence et le secret
• Vie et mort des empires berbères
• Nixon : le vrai bilan • Futurisme, l'avant garde maudite ?

N° 337 décembre 2008

Dossier : Les chrétiens d'Orient.
• Événement : Lee Miller, une femme en guerre • La « nouvelle cuisine » des Lumières • Les soldats noirs de la république • Le Rhône, odyssée d'un géant.

N° 338 janvier 2009

SPECIAL : Des animaux et des hommes.
• La prise du pouvoir par Fidel Castro
• Les grandes heures de la presse (1).

N° 339 février 2009

Dossier : Chicago d'Al Capone à Obama.
• La NRF à 100 ans
• Les grandes heures de la presse (2).

N° 340 mars 2009

Dossier : Le mystère Calvin.
• La splendeur oubliée de Gaza
• Les grandes heures de la presse (3).

N° 341 avril 2009

Dossier : La Rome de César.
• Le génocide des Arméniens
• Les grandes heures de la presse (4).

N° 342 mai 2009

Dossier : La Révolution et le peuple.
• Ce que l'Occident doit à l'Islam
• Les grandes heures de la presse (5).

N° 343 juin 2009

Dossier : Avignon ville éternelle.
• Enquête sur le peuple juif
• Les grandes heures de la presse (6).

N° 344 juillet-août 2009

SPECIAL : La Russie, d'Ivan le Terrible à Poutine.

N° 345 septembre 2009

Dossier : Le corps mis à nu, des Grecs aux naturalistes.
• La délation sous l'Occupation
• Les grandes heures de la presse (7).

N° 346 octobre 2009

Dossier : Le mur de Berlin 1961 - 1989.
• Teotihuacan, la cité des dieux
• Les grandes heures de la presse (8).

N° 347 novembre 2009

Dossier : Churchill, vérités et légendes.
• Kuwae ou la naissance du monde
• Les grandes heures de la presse (9).

N° 348 décembre 2009

Dossier : François d'Assise.
• L'adieu à Marx
• Les grandes heures de la presse (10).

N° 349 janvier 2010

SPECIAL : Les pauvres, de Job à Martin Hirsch.
• Camus l'Algérien
• Les grandes heures de la presse (11).

N° 350 février 2010

Dossier : Afrique 1960, la fin des colonies.
• Français, vos papiers !
• Les grandes heures de la presse (12).

N° 351 mars 2010

Dossier : L'assassinat d'Henri IV.
• Comment la Savoie et Nice sont devenues françaises
• Les grandes heures de la presse (13).

N° 352 avril 2010

SPECIAL : Autopsie d'une défaite, France 1940.
• Été 1970, la révolution MLF
• Les grandes heures de la presse (14).

N° 353 mai 2010

Dossier : La France et ses esclaves.
• La passion du football
• Les grandes heures de la presse (15).

N° 354 juin 2010

Dossier : Les Arabes, la terre de l'islam et du pétrole.
• Hermaphrodites, les incertitudes du sexe
• Les grandes heures de la presse (16).

N° 355 juillet-août 2010

SPECIAL : Les Grandes Découvertes.

N° 356 septembre 2010

Dossier : Gilgamesh, le plus vieux récit du monde.
• France-Algérie : la guerre des mémoires
• Les grandes heures de la presse (17).

N° 357 octobre 2010

SPECIAL : La peine de mort, de la loi du talion à l'abolition.
• L'histoire au défi du roman
• Les grandes heures de la presse (18).

N° 358 novembre 2010

Dossier : Mérovingiens, les premiers rois du Moyen Âge.
• Jérôme : l'histoire en spectacle
• Les grandes heures de la presse (19).

N° 359 décembre 2010

Dossier : La naissance du parti communiste français.
• Profession : professeur d'histoire
• Les grandes heures de la presse (20).

N° 360 janvier 2011

Dossier : 1910 - 1940 Révolution au Mexique !
• La leçon de méthode de Carlo Ginzburg
• Les grandes heures de la presse (21).

N° 361 février 2011

SPECIAL : Guerre de Sécession, la deuxième naissance des États-Unis.
• Comment on a obligé les Français à se faire vacciner
• Les grandes heures de la presse (22).

N° 362 mars 2011

Dossier : Eichmann devant ses juges.
• Peut-on vendre le patrimoine de l'État ?
• Les grandes heures de la presse (23).

N° 363 avril 2011

Dossier : Michelet, père de l'histoire de France.
• Alger, 1961, le vrai-faux putsch
• Les grandes heures de la presse (24).

N° 364 mai 2011

Dossier : Al-Andalus, le paradis perdu.
• Le 10 mai 1981, Mitterrand au pouvoir
• Les grandes heures de la presse (25).

N° 365 juin 2011

Dossier : Le siècle des réfugiés.
• 1789-2011, les déferlantes révolutionnaires
• Les grandes heures de la presse (26).

N° 366 juillet-août 2011

SPECIAL : Le Brésil.

N° 367 septembre 2011

Dossier : L'âge d'or de l'Afrique.
• À quoi sert le Sénat ?
• Les grandes heures de la presse (27).

N° 368 octobre 2011

Dossier : Le travail, de la Bible aux 35 h.
• Qu'est-ce que l'Orient ?
• Les grandes heures de la presse (28).

N° 369 novembre 2011

SPECIAL : Les derniers jours de l'URSS.
• Casanova, homme des lumières
• Les grandes heures de la presse (29).

N° 370 décembre 2011

Dossier : Les Etrusques.
• Huit cents ans de faillites d'État
• Les grandes heures de la presse (30).

N° 371 janvier 2012

Dossier : Sociétés coloniales, du côté des femmes.
• Plans-reliefs au Grand Palais, La France en miniature
• Les grandes heures de la presse (31).

N° 372 février 2012

Dossier : Le suaire de Turin, la vraie histoire d'un faux.
• Un président pour quoi faire ?
• Les grandes heures de la presse (32).

N° 373 mars 2012

SPECIAL : 1912, pourquoi les Russes ont battu Napoléon.
• Les Adieux à la reine, du roman à l'écran
• Les grandes heures de la presse (33).

N° 374 avril 2012

Dossier : Les Jansénistes. Dieu, la grâce et la politique.
• Ex-présidents, que deviennent leurs archives ?
• Les grandes heures de la presse (34).

N° 375 mai 2012

Dossier : La Syrie depuis 5000 ans.
• Élection présidentielle : Sarkozy face à l'histoire
• Les grandes heures de la presse (35).

N° 376 mai 2012

SPECIAL : Atlas des Amériques.

N° 377 juin 2012

Dossier : La Vendée, enquête sur les crimes de la Révolution.
• Moyen Âge, la démocratie au couvent
• Les grandes heures de la presse (36).

N° 378 juillet 2012

SPECIAL : Jérusalem, de la forteresse cananéenne aux Lieux saints de toutes les querelles.

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE

- N° 11 : Le temps des colonies
- N° 12 : Les châteaux de la Loire
- N° 14 : La droite
- N° 16 : L'aventure des chevaliers
- N° 17 : Les guerres de Religion
- N° 18 : Hitler, le nazisme et les Allemands
- N° 19 : La Russie des tsars
- N° 20 : Napoléon
- N° 21 : 1914-1918, la Grande Guerre
- N° 22 : L'Orient ancien
- N° 23 : Indochine - Vietnam
- N° 24 : La Méditerranée d'Homère
- N° 25 : La Révolution française
- N° 26 : Le Moyen Âge des hérétiques
- N° 27 : Les grandes batailles de la gauche
- N° 28 : Les drames de l'été 1945
- N° 29 : L'écriture depuis 5000 ans
- N° 30 : L'Islam et le Coran
- N° 31 : L'Espagne
- N° 32 : L'enfant et la famille
- N° 33 : Complots, secrets et rumeurs
- N° 34 : Quand les femmes prennent le pouvoir
- N° 35 : Les Anglais, un peuple pas comme les autres
- N° 36 : Héros et merveilles du Moyen Âge
- N° 37 : Ils ont résisté à Hitler
- N° 38 : 2000 ans de mondialisation
- N° 39 : Israël - Palestine
- N° 40 : Les Jeux Olympiques
- N° 41 : Les Européens
- N° 42 : De la Perse à l'Iran
- N° 43 : La Renaissance, un big bang culturel
- N° 44 : 1500 ans d'histoires de France
- N° 45 : Les Turcs
- N° 46 : Les grandes migrations
- N° 47 : Méditerranée, guerre et paix depuis 5000 ans
- N° 48 : Comment meurent les empires
- N° 49 : La fin des empires coloniaux
- N° 50 : L'Italie
- N° 51 : La folie, d'Erasmus à Foucault
- N° 52 : D'où viennent les révolutions arabes ?
- N° 53 : Alexandre le Grand
- N° 54 : Les Indiens
- N° 55 : L'Algérie et les Algériens



De véritables livres au prix d'un magazine.

Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur www.histoire.presse.fr



De la République au communisme de marché

1893 NAISSANCE DE MAO ZEDONG dans une famille de paysans aisés du Hunan.

1894-1895 GUERRE SINO-JAPONAISE au sujet de la Corée. Victoire japonaise et traité de Shimonoseki : la Chine cède la péninsule du Liaodong et Taiwan.

1898 11 JUIN-21 SEPTEMBRE GUANGXU LANCE LA RÉFORME DES CENT JOURS, pour améliorer les institutions chinoises. Sa tante, l'impératrice Cixi, organise alors un coup d'État contre lui.

1900 RÉVOLTE DES BOXEURS contre les Occidentaux. Le 7 septembre 1901, un protocole consacre leur défaite.

1911 MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES NATIONALISTES qui aboutissent en novembre à la création d'un gouvernement militaire provisoire à Shanghai.

1912 LA CHINE DEVIENT UNE RÉPUBLIQUE Sun Yat-sen fonde le Guomindang.

1914-1919 LE JAPON ENTRE EN GUERRE aux côtés des Alliés le 2 septembre 1914 et s'empare des possessions allemandes du Shandong. Le 14 août 1917, la Chine entre elle aussi en guerre du côté allié. Le 4 mai 1919, les étudiants de Pékin manifestent contre le transfert au Japon des droits que l'Allemagne avait acquis en Chine. La Chine refuse donc de signer le traité de Versailles.

1921 1^{ER} JUILLET FONDATION À SHANGHAI DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (PCC). Sun Yat-sen forme à Canton un gouvernement nationaliste.



1912 SUN YAT-SEN PROCLAME LA RÉPUBLIQUE Sun Yat-sen, élu président de la République fin décembre 1911, prend ses fonctions le 1^{er} janvier 1912, à Nankin. Sous la pression de Yuan Shikai, figure importante du gouvernement impérial, le jeune empereur Puyi abdique le 12 février. Sun aussi démissionne le 15 février et le Parlement provisoire de Nankin élit Yuan Shikai président. Investi le 10 mars, il établit un régime quasi dictatorial et, en décembre 1915, publie un projet de restauration qui doit faire de lui un nouvel empereur. Vivement contesté par l'armée et les révolutionnaires, Yuan Shikai meurt en juin 1916 sans avoir pu mettre ce projet à exécution. La Chine plonge dans le chaos des seigneurs de la guerre.

1925 MORT DE SUN YAT-SEN. Chiang Kai-shek lui succède à la tête du Guomindang.

1927 12 AVRIL « COUP DE SHANGHAI » : massacre des communistes et des syndicalistes par les nationalistes. Naissance de l'Armée rouge. Septembre : « soulèvement de la moisson d'automne », une guérilla lancée par Mao dans le Hubei et le Hunan. Après leur défaite, les communistes se réfugient dans le Jiangxi où ils montent la première « base rouge ».

1928 10 OCTOBRE LA CHINE SE RÉUNIT AUTOUR DU GUOMINDANG. Un gouvernement national est établi à Nankin. Chiang Kai-

shek lance des expéditions contre les bases communistes.

1931 DÉBUT DE LA PÉNÉTRATION JAPONAISE en Mandchourie. Fondation de la République soviétique chinoise dans les collines du Jiangxi le 7 novembre, avec Mao comme président.

1934-1935 LA LONGUE MARCHÉ : pour échapper à Chiang Kai-shek, près de 100 000 communistes partent pour un périple de près de 10 000 km. 8 000 parviennent au Shaanxi.

1937-1945 ACCORD SECRET entre le Guomindang et le PCC contre le Japon le 7 février 1937. Le 7 juillet, la

guerre sino-japonaise débute. L'Armée impériale prend Pékin en juillet, Shanghai en août. Du 13 décembre à fin février 1938, elle met à sac Nankin. En 1943, Chiang Kai-shek participe à la conférence du Caire. Le 15 août 1945, les Japonais capitulent.

1946-1949 REPRISE DE LA GUERRE CIVILE entre le Guomindang et l'Armée rouge, devenue Armée populaire de libération.

1949 1^{ER} OCTOBRE PROCLAMATION PAR MAO à Pékin, place Tian'anmen, de la République populaire de Chine. Il déclare : « Plus jamais les Chinois ne seront un peuple d'esclaves. » Chiang Kai-shek se replie à Taïwan qui devient la République de Chine, seule reconnue internationalement.

1950 TRAITÉ D'AMITIÉ AVEC L'URSS Loi sur le mariage, la réforme agraire et envoi de soldats en Corée du Nord (jusqu'en 1953). La Chine envahit le Tibet.

1951 CAMPAGNE DES « TROIS ANTI » (contre la corruption, le gaspillage et les anciens fonctionnaires).

1952 CAMPAGNE DES « CINQ ANTI » (contre les pots-de-vin, la fraude, l'évasion fiscale, le détournement des biens de l'État et l'obtention de secrets économiques).

1955 PROCLAMATION DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL (1953-1957) qui privilégie l'industrialisation à outrance. Accélération de la collectivisation agricole. La Chine participe à la conférence de Bandung.

1956 NATIONALISATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES et commerciales dans les grandes villes. Lancement de la « Campagne des Cent Fleurs », vite réprimée par la campagne antidroitière.

1958-1959 GRAND BOND EN AVANT : campagne de développement économique qui passe par la généralisation des communes populaires. Cette politique cause une famine sans précédent (36 millions de victimes jusqu'en 1962). En mars 1959, Lhasa se soulève. Le dalaï-lama se réfugie en Inde.

1960 RUPTURE AVEC L'URSS.

1962-1965 GUERRE SINO-INDIENNE DANS L'HIMALAYA. Début de la décollectivisation. Mouvement d'éducation socialiste et montée des divergences au sein du PCC.

1964 PREMIER ESSAI NUCLÉAIRE CHINOIS.

1966 DÉBUT DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE. Les Gardes rouges partent à l'assaut des cadres du parti et des élites, puis sont à leur tour réprimés et envoyés à la campagne. Bilan : 4 millions de morts.

1969 IMPORTANTS ACCROCHAGES MILITAIRES sino-soviétiques sur le fleuve Oussouri.

1971 MORT DE LIN BIAO, dauphin devenu rival de Mao. La Chine communiste supplante à l'ONU les nationalistes de Taïwan.

1972 VISITE DE RICHARD NIXON À PÉKIN : les États-Unis reconnaissent que Taïwan fait partie de la Chine.

1973-1975 DENG XIAOPING remplace progressivement Zhou Enlai et approuve son slogan des « Quatre modernisations » (l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, la défense nationale).

1976 8 JANVIER MORT DE ZHOU ENLAI. Deng Xiaoping est écarté du pouvoir. En juillet, le tremblement de terre de Tangshan fait plus de 200 000 victimes. **9 SEPTEMBRE** mort de Mao. **6 OCTOBRE** arrestation de la « Bande des quatre ».

1978 VICTOIRE POLITIQUE DE DENG XIAOPING, qui dirigera de fait la République populaire de Chine jusqu'en 1997. Il soutient l'ouverture et lance des réformes. Décollectivisation des terres. Politique de « l'enfant unique ».

1979 LA CHINE INTERVIENT AUX CÔTÉS DES KHMERS ROUGES après l'invasion vietnamienne du Cambodge.

1980 UNE LOI AUTORISE LA PROPRIÉTÉ FAMILIALE de la terre. Création de quatre zones économiques spéciales (ZES) à Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen, pour attirer les investissements étrangers. Ouverture du procès de la « Bande des quatre ».

1981 LA CHINE, ENTRÉE AU FMI EN 1980, INTÈGRE LA BANQUE MONDIALE.

1984 RÉFORME ÉCONOMIQUE URBAINE. Ouverture de quatorze villes côtières, dont Canton et Shanghai, aux investissements étrangers. Suppression des communes populaires.

1987 DESTITUTION DE HU YAOBANG, secrétaire général du PCC, à la suite des manifestations étudiantes. Il est remplacé par Zhao Ziyang. Émeutes au Tibet et répression.

1989 5-7 MARS ÉMEUTES À LHASA suivies de l'application de la loi martiale. Avril : mort de Hu Yaobang. Place Tian'anmen, des milliers d'étudiants lui rendent un hommage qui se transforme en manifestations prodémocratiques. Les 3 et 4 juin, l'armée écrase le mouvement.

1990 CRÉATION DE LA BOURSE DE SHANGHAI, puis de celle de Shenzhen l'année suivante.

1992 OUVERTURE DU PREMIER MCDONALD'S À PÉKIN.

1996 REGAIN DE TENSION AVEC TAÏWAN.



2012 LE NOUVEL HOMME FORT ? Xi Jinping, l'actuel vice-Premier ministre, devrait devenir secrétaire général du Parti communiste chinois en octobre 2012 et Président en mars 2013, succédant à Hu Jintao qui se retire. La Constitution ne permet, en effet, que deux mandats de cinq ans. Xi Jinping sera ainsi le nouveau maître de la Chine.

1997 MORT DE DENG XIAOPING. Jiang Zemin devient le nouvel homme fort. Rétrocession à la Chine de Hongkong (colonie anglaise depuis 1842).

1999 LA CHINE REPREND LE CONTRÔLE DE MACAO.

2000 GAO XINGJAN REÇOIT LE PRIX NOBEL de littérature.

2001 ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC. Les journaux et les sites Internet critiques sont censurés. Beaucoup de « dissidents » sont encore arrêtés ou contraints à l'exil.

2002 HU JINTAO DEVIENT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PCC. La théorie des « trois représentations » (forces productives, monde culturel, peuple) est inscrite dans la Constitution. Manifestations d'ouvriers licenciés dans le Nord-Est.

2003 LE PREMIER TAÏKONAUTE CHINOIS est envoyé dans l'espace. Hu Jintao devient président de la République.

2005 LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DU TEXTILE avec la fin des quotas d'importation.

2008 LES JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ À PÉKIN sont une démonstration de puissance.

2009 LE BARRAGE DES TROIS-GORGES, entrepris en 1993, est opérationnel.

2010 EXPOSITION UNIVERSELLE À SHANGHAI. L'opposant Liu Xiaobo reçoit le prix Nobel de la paix. La Chine devient la deuxième puissance économique mondiale.

Les mots de la Chine



L'idole déchue. Image déchirée de Mao dans une ferme d'un village du Jiangxi (1988).

ARMÉE ROUGE CHINOISE

Fondée le 1^{er} août 1927 par le PCC, au début de la guerre civile contre le Guomindang, elle est rejointe par de nombreux paysans pauvres. Après la guerre sino-japonaise (1937-1945), les troupes sont rebaptisées « Armée populaire de libération » (APL). Avec ses deux millions de soldats actifs, elle forme aujourd'hui, en termes d'effectifs, la plus grande armée du monde.

BANDE DES QUATRE

Groupe formé de dirigeants maoïstes actifs pendant la Révolution culturelle : Wang Hongwen, Zhang Chunqiao,

Jiang Qing (veuve de Mao) et Yao Wenyuan. Accusés de trahison et de complot, ils sont arrêtés en octobre 1976. Leur procès (novembre 1980-janvier 1981) débouche sur la condamnation de Yao Wenyuan à vingt ans de prison et des autres à mort, peine commuée en détention à perpétuité en 1983.

CENT FLEURS

Lancée par Mao en avril 1957 avec le slogan : « *Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent* », cette campagne encourage le peuple à critiquer les abus de la révolution. En

mai, journaux muraux et manifestes ébranlent le parti et l'armée. Très vite, administrations, milieux intellectuels et universitaires qui se sont exprimés sont considérés comme « droitiers » et purgés. Plus de 550 000 personnes sont déportées. Elles n'ont été réhabilitées qu'en 1979.

COL MAO

Col droit et sans bouton caractéristique des vestes que portait Mao. La mode en fut lancée en Occident par Pierre Cardin en 1968, avec succès.

COMMUNE POPULAIRE

Créées en 1958 pour mener le Grand Bond en avant, ces communes remplacent les coopératives socialistes. 99 % des familles rurales en sont alors membres. Une commune compte environ 25 000 habitants et est la circonscription administrative et politique de base, avec son unité agricole et industrielle, son centre médical, éducatif, militaire et sa milice. Tout y est collectivisé, même les repas sont pris en commun. Devant l'échec de cette politique, les décisions sont prises à plus petite échelle à partir de 1962, puis les communes abolies en 1982.

« CRUS » / « CUIITS »

Parmi les 55 minorités (*minzu*) qui composent la population, on distingue les « cuits » (*Shou*, cuits par la civilisation, soumis, acculturés) des « crus » (*sheng*, bruts, indépendants, qui ont gardé leur culture originelle). A la première catégorie appartiennent les Mandchous ou les Hui ; à la seconde les

Ouïgours, les Kazakhs ou les Tibétains.

DAZIBAO

Affiche placardée et rédigée à la main par un citoyen. Tradition impériale, les *dazibao* refont leur apparition en 1957, puis lors de la Révolution culturelle, où ils sont suffisants pour mettre fin à une carrière. Également utilisés illégalement pour le débat, ils contribuent à véhiculer une information non officielle. En 1978, un « mur de la démocratie » s'érige à Pékin. Malgré la répression, cette pratique n'a pas disparu.

DIASPORA

Les « Chinois d'outre-mer » (*Hua qiao*), soit 50 à 60 millions de personnes, forment des communautés diverses. D'abord dirigés vers l'Asie du Sud-Est, les mouvements migratoires se portent dans la deuxième moitié du XIX^e siècle aux Amériques, en Afrique du Sud, aux Caraïbes et dans l'océan Indien. Les départs continuent au moment de l'invasion japonaise en 1937 et ne reprennent qu'en 1980. Longtemps repliées sur elles-mêmes, les diasporas jouent un rôle de plus en plus important dans leur pays d'accueil et renforcent les liens entre la Chine et l'étranger.

GARDES ROUGES

Lycéens et étudiants – de 12 à 30 ans – manipulés et fanatisés s'attaquant aux cadres, aux intellectuels, aux artistes et à tout Chinois soupçonnés de s'opposer à Mao pendant la Révolution culturelle. Les

établissements scolaires sont fermés de 1966 à 1972 pour favoriser ce mouvement. Ces jeunes se livrent à de terribles excès (destruction du patrimoine, humiliations publiques, exécutions). Dès 1966, ils s'affrontent en gangs rivaux, puis sont à leur tour rééduqués dans les « Écoles du 7 mai » en 1968.

GRAND BOND EN AVANT

Cette politique (1958-1961) vise à rattraper le retard de la Chine : celle-ci lance de grands travaux hydrauliques, des constructions d'infrastructures, une production d'acier – inutilisable – dans des hauts-fourneaux villageois, etc. Faute de main-d'œuvre, les récoltes sont catastrophiques et le Grand Bond cause la plus grande famine de l'histoire mondiale (jusqu'à 36 millions de morts).

GUOMINDANG

Parti nationaliste fondé en 1912 par Sun Yat-sen qui vient de proclamer la République. Chiang Kai-shek en prend la tête en 1925 et mène la lutte contre les communistes. Après la victoire de Mao en 1949, les nationalistes s'installent à Taïwan, où ils conservent le pouvoir jusqu'aux élections de 2000, avant de le reprendre aux présidentielles de 2008.

HAN

Ethnie majoritaire en Chine (à ne pas confondre avec la dynastie Han, 206 av. J.-C., 220 ap.). Elle représente 92 % de la population. Les Hans se sont toujours considérés comme supérieurs aux minorités qu'ils ont souvent exploitées, voire massacrées.

LAOGAI

Des termes *lao* (« travail ») et *gai* (« redressement »), réseau de plus de 1 000 camps de rééducation par le travail et l'idéologie, inspiré du Goulag soviétique (4 000 si l'on compte ceux qui prennent l'apparence d'usines, de fermes ou de mines). Sous Mao, les « ennemis » du PCC y étaient incarcérés (propriétaires, paysans riches, contre-révolutionnaires, mauvais éléments, agents du Guomindang, capitalistes, intellectuels). 50 millions d'individus y seraient passés depuis 1949. On y produit aussi bien des jouets, des pièces automobiles, des produits chimiques ou agricoles. Deux millions d'individus au moins y sont encore détenus.

LONGUE MARCHÉ

Ce périple d'un an et de près de 10 000 km, du 15 octobre 1934 au 19 octobre 1935, est d'abord une retraite. 86 000 membres de l'Armée rouge et une partie de l'appareil du PCC fuient le Guomindang. Ils traversent, dans des conditions extrêmes, la Chine du Sud au Nord. Seuls 8 000 arrivent en vie dans le Shaanxi qui devient leur nouvelle base. Cette épopée devenue légendaire permet à Mao de s'affirmer comme le chef des communistes chinois.

MAOÏSME

Le mot n'est pas utilisé en Chine où la « pensée de Mao » a reçu des contenus évolutifs. C'est en Occident qu'on a érigé en théorie une révolution paysanne et non ouvrière qui se poursuit après

la prise de pouvoir grâce à de grands mouvements de masse. En Occident, de nombreux mouvements gauchistes se sont réclamés du maoïsme dans les années 1960 et 1970.

PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Fondé le 1^{er} juillet 1921 par 57 membres. Il prend le pouvoir en 1949, sous la présidence de Mao Zedong où il connaît des périodes de troubles internes. Plus nationaliste que communiste, il dirige encore la République populaire de Chine et regroupe plus de 75 millions d'adhérents. Le Congrès national se réunit tous les cinq ans, élit un comité central (25 membres), qui, aujourd'hui, choisit un comité permanent de neuf membres, dont le secrétaire général, qui est aussi le président de la République, est le numéro un de la vie politique chinoise.

PETIT LIVRE ROUGE

Édité à partir de 1964, le Petit Livre rouge, catéchisme civique qui mêle des extraits des œuvres de Mao et les aventures du soldat exemplaire Lei Feng, est publié et distribué par le chef de l'APL Lin Biao. Pendant la Révolution culturelle, son étude est obligatoire dans les écoles, les usines, les unités agricoles ou militaires, les administrations. Mao touche des droits sur chacune de ses ventes, or, avec ses 900 millions d'exemplaires achetés, c'est le livre le plus vendu au monde après la Bible.

QING

D'origine mandchoue, les Qing prennent le pouvoir au milieu du XVII^e siècle. La Chine connaît alors une expansion territoriale et un rayonnement intellectuel sans précédents. A la fin du XIX^e siècle, de timides réformes sont tentées sous la régence de l'impératrice Cixi

(qui règne de 1861 à 1908). Les Qing, jugés incapables de résister à l'intrusion des Occidentaux, sont renversés par la révolution nationaliste du Guomindang et, en 1912, leur dernier empereur, Puyi, âgé de 6 ans, abdique.

RÉVOLUTION CULTURELLE

Mouvement politique lancé par Mao en 1966, officiellement pour combattre les « quatre vieilles » (idées, culture, coutumes, habitudes) et créer un homme nouveau. Il s'agit en fait d'une révolution de palais visant à écarter du pouvoir de nombreux cadres – et d'abord Liu Shaoqi. Une partie de la bureaucratie détruite, la plupart des écrivains, artistes, anciens professeurs sont harcelés, humiliés, torturés. Beaucoup d'intellectuels se suicident, sont emprisonnés ou psychologiquement brisés. Elle a causé la mort de 4 millions de personnes.

TIMONIER

Par analogie avec l'homme qui barre un bateau, l'expression « Grand Timonier » désignait Mao Zedong et « Petit Timonier », Deng Xiaoping.

YUAN

Jusqu'en 1914, la monnaie chinoise est le tael (frappé sur des pièces de cuivre). En 1914, le président de la République Yuan Shikai frappe la première monnaie chinoise en argent ; le tael est supprimé en 1935, date à laquelle le premier yuan papier est imprimé. Aujourd'hui, le yuan est l'unité monétaire principale de la Chine, à l'exception de Hongkong et Macao. Un yuan est divisé en 10 jiao et en 100 fen. A l'automne 2012, il faut 8 yuans pour faire un euro. Une sous-évaluation du yuan qui joue un rôle décisif dans la croissance des exportations chinoises.

À lire, voir et écouter

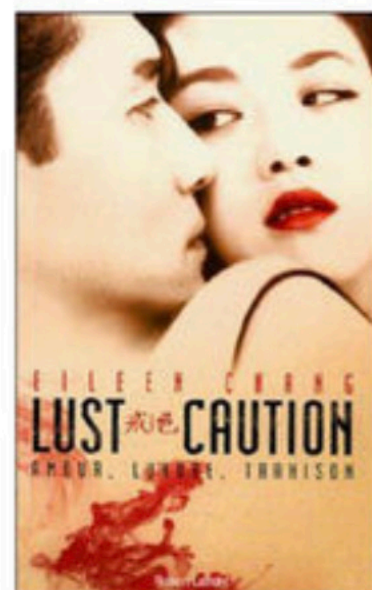
Littérature

Documentaire

Témoignage

Cinéma

Et aussi...



ESPIONNAGE

Des étudiants chinois ourdissent l'assassinat du chef des services secrets japonais à Shanghai durant la Seconde Guerre mondiale. Un livre adapté au cinéma par Ang Lee en 2008.

Eileen Chang, *Lust, Caution*, Robert Laffont, 2008.

LA GUERRE CIVILE

Des révolutionnaires préparent le soulèvement de Shanghai en 1927. Un classique.

A. Malraux, *La Condition humaine*, Gallimard, 1972.

HISTOIRE DE FAMILLE

Un document émouvant sur l'occupation japonaise qui reflète l'amour pour Pékin de l'auteur, lequel s'est suicidé pendant la Révolution culturelle.

Lao She, *Quatre générations sous un même toit*, Gallimard, 1998.

GAO XINGJIAN

L'œuvre complète du prix Nobel de littérature avec des nouvelles inédites. Gao Xingjian, *La Montagne de l'âme. Une canne à pêche pour mon grand-père. Le Livre d'un homme seul. L'Ami. Vingt-Cinq Ans après*, Seuil, 2012.



LE RÉVEIL CHINOIS

Un ministre gaulliste analyse la Chine des années 1970. De façon inattendue, il est fasciné par l'expérience chinoise. A. Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973.

RETROUVAILLES

Nankin avant et après l'établissement de la République populaire. De retour après huit années, le héros observe les changements survenus et manifeste sa nostalgie du temps écoulé. M. Taveily, *Chine deux fois perdue*, Julliard, 1963.

PARFUM POÉTIQUE

En 1912 paraît, à Pékin, *Stèles*, un recueil de poèmes relié à la chinoise. A (re)découvrir. V. Segalen, *Stèles*, Gallimard, 1973.

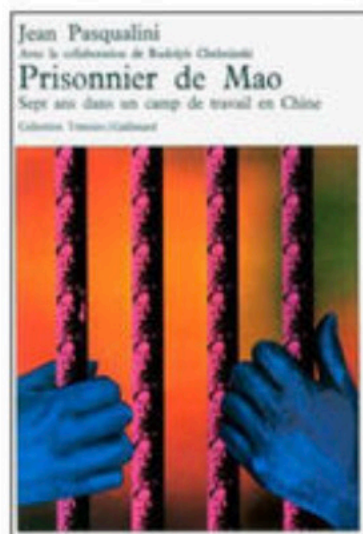
SIMON LEYS

Toute l'œuvre de Simon Leys sur la Chine contemporaine en un ouvrage. Ces analyses, très contestées par les maoïstes, restent incontournables. S. Leys, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, « Bouquins », 1999.



Chung Kuo

Mon film n'est pas tant un film sur la Chine que sur les Chinois », déclara Antonioni. Tournée en 1972, avec l'accord des autorités chinoises et sous étroite surveillance, *La Chine* veut dévoiler et suggérer plutôt qu'imposer une vision du pays, de ses institutions et de sa politique. Le film nous plonge dans la vie des Chinois, de la place Tian'anmen aux campagnes du Henan, de la réunion d'un comité révolutionnaire aux marches des ouvrières qui se rendent à l'usine. Il déclencha les passions chez les partisans du maoïsme autant que chez les antimaoïstes. Côté chinois, une grande campagne fut déclenchée contre le réalisateur par Jiang Qing, la femme de Mao : en 1974, le *Quotidien du Peuple* publia à sa demande une attaque très dure contre le film. Mais *La Chine* fut aussi attaquée par Simon Leys, pourfendeur de la Révolution culturelle, qui dénonçait la naïveté du réalisateur dont l'approche restait superficielle. Reste que ce document (3 h 40) demeure un des seuls à faire découvrir la Chine des années 1970.



MÉMOIRE DES CAMPS

Le premier témoignage sur le système carcéral. Ce Franco-Chinois a passé sept ans dans les camps et est le seul Occidental à en être sorti.

J. Pasqualini, *Prisonnier de Mao. Sept ans dans un camp de travail en Chine*, Gallimard, 1975.

SOUVENIRS D'UN GARDE ROUGE

Les massacres de population auxquels se livre l'armée pendant la Révolution culturelle vus par un jeune Chinois qui a embrassé la cause de Mao. Hua Linshan, *Les Années rouges*, Seuil, 1987.

À L'HEURE DU NET

Le blog le plus lu au monde rassemble des analyses sur tous les faits brûlants de société et ne ménage pas le régime de Pékin. Maniant la dérision, il fait mouche. Han Han, *Blogs de Chine*, Gallimard, « Bleu de Chine », 2012.

HOMMAGE

Ce recueil de textes du prix Nobel de la paix 2010, toujours emprisonné en Chine, témoigne de l'itinéraire d'un dissident humaniste. Liu Xiaobo, *Vivre dans la vérité*, Gallimard, 2012.



CITY OF LIFE AND DEATH

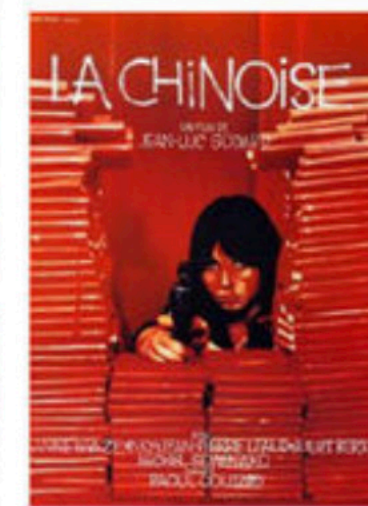
Lors du « massacre de Nankin » (1937), le jeune soldat japonais Kadokawa prend part au saccage tout en l'observant avec effroi. Trop favorable aux Japonais pour les Chinois, trop pro-Chinois pour les Occidentaux, le film de Lu Chuan (2009) demeure une reconstitution de qualité.

LES DÉMONS À MA PORTE

Des paysans deviennent les geôliers d'un soldat japonais et de son interprète chinois pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce film de Jiang Wenn fut Grand Prix du jury à Cannes en 2000.

SHE, UNE CHINOISE

Mei ne trouve ni à Chongqing ni à Londres la vie qu'elle espérait. Gui Xialou dresse le portrait d'une génération née après 1980, qui ignore tout de la Révolution culturelle et qui veut quitter la Chine (2009).



LA CHINOISE

À la veille de 1968, la vie d'une cellule pro-chinoise de Paris. Le film de Godard (1967) traduit l'émergence de la vogue Mao.

LE DERNIER EMPEREUR

1908. Un prince de 3 ans est assis sur le trône de l'empire de Chine. Pendant seize ans, il reste un demi-dieu prisonnier de la Cité interdite, avant de mener une vie insouciante sous protection japonaise. Bernardo Bertolucci (1987) retrace l'incroyable destin de Pu Yi, dernier des Qing.

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

Une fresque en douze tableaux de la Chine après la Révolution culturelle. Marceline Loridan et Joris Ivens filment le quotidien. La volonté de montrer dans le documentaire la construction de la nouvelle société chinoise contraste avec la tristesse qui s'en dégage.



Un barrage, deux histoires

L'intrigue de *Still Life* de Jia Zhangke se déroule dans la ville de Fenjge, dans la vallée des Trois-Gorges, en amont du plus grand barrage du monde. Au cœur d'un gigantesque chantier qui entraîne la destruction de villages entiers et les déplacements de population, des hommes et des femmes partent à la recherche de leur passé. Les personnages évoluent dans un paysage dément, absurde et oppressant, comme de simples pions dans un projet global et gigantesque. Un symbole de l'ambition chinoise mais aussi du coût inhumain que la conversion à l'économie de marché fait payer au peuple et à la tradition. Jia Zhangke recrée l'atmosphère de mélancolie et l'inquiétude diffuse des personnages. Leurs rudes conditions de travail dans les mines contrastent avec leurs rêves d'Eldorado. Une métaphore de la Chine actuelle et un film très original qui a valu à son réalisateur le Lion d'or à Venise (2006).

ARTS

Musée Cernuschi : une des plus belles collections d'art chinois d'Europe. Outre 5 000 objets d'art (laques, céramiques, bronzes, ivoires) et des pièces archéologiques, le musée accueille des peintures contemporaines. 7, avenue Vélasquez, 75008 Paris, cernuschi.paris.fr

La galerie Loft : spécialisée dans l'art contemporain chinois, elle organise régulièrement des expositions. 3 bis, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris, galerieloft.com

La galerie Paris-Beijing, qui dispose d'antennes à Pékin et à Bruxelles, est spécialisée dans la photographie contemporaine. Pour découvrir la nouvelle génération d'artistes chinois et asiatiques. 54, rue du Vertbois, 75003 Paris, parisbeijingphotogallery.com

LIBRAIRIES

A Paris, de nombreuses librairies proposent livres, journaux, revues, DVD et CD en chinois ou sur la Chine : Le Phénix (72, bd de Sébastopol, 75003 Paris), La librairie du musée Guimet (6, place Iéna, 75016 Paris) ou encore You Feng (45, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris).

BD

Une collaboration sino-belge exceptionnelle. La Chine vue de l'intérieur, des années 1950 à l'ouverture des années 1980. Kunwu Li, Philippe Otié, *Une vie Chinoise*. T. I, *Le Temps du père* ; t. II, *Le Temps du parti* ; t. III, *Le Temps de l'argent*, Kana, 2009.

POUR CHANGER DE L'OPÉRA CHINOIS ET DÉCOUVRIR CE QU'ON ÉCOUTE AUJOURD'HUI. > *Le père du rock chinois*, Cui Jian à découvrir sur : myspace.com/cuijian > *Côté pop*, les New Pants : myspace.com/beijingnewpants > *La musique folk* de Hang Gai, à écouter sur myspace.com/hanggaiband. > *Enfin, pour les amateurs d'électro*, le groupe Nova Heart : myspace.com/nova-heart

LES LIEUX DE LA CHINE À PARIS > **Centre culturel de Chine** Ouvert en 2003, il possède une salle de projection pour découvrir documentaires et fictions et une médiathèque. 1, boulevard de la Tour-Maubourg, 75007 Paris. > **La Maison de la Chine** On peut y voir des expositions sur la Chine. On y écoute des conférences et on y prépare des séjours culturels en Chine mais aussi dans d'autres pays d'Asie. > **La Maison du thé** permet un agréable voyage gustatif. 76, rue Bonaparte, 75006 Paris - Métro Saint-Sulpice. www.web.fr



OUVRAGES GÉNÉRAUX

M.-C. Bergère, avec **L. Bianco, J. Domes (dir.)**, *La Chine au xx^e siècle*, 2 vol., Fayard, 1989-1990 ; *La Chine de 1949 à nos jours*, Armand Colin, rééd., 2000 ; *Histoire de Shanghai*, Fayard, 2002 ; *Capitalismes et capitalistes en Chine. Des origines à nos jours*, Perrin, 2007.
L. Bianco, avec **Y. Chevrier (dir.)**, *La Chine*, Éditions ouvrières, 1985 ; *La Chine*, Flammarion, 1994 ; *Jacqueries et révolutions dans la Chine du xx^e siècle*, La Martinière, 2005.
J. Gernet, *Le Monde chinois*, Armand Colin, rééd., 2003.
A. Roux, *La Chine au xx^e siècle*, Armand Colin, rééd., 2006.
T. Sanjuan, *Atlas de la Chine contemporaine*, Autrement, 2007.

LA RÉPUBLIQUE

M.-C. Bergère, *Sun Yat-sen*, Fayard, 1994 ; *L'Age d'or de la bourgeoisie chinoise, 1911-1937*, Flammarion, 1986.
L. Bianco, *Les Origines de la révolution chinoise*, rééd., Gallimard, 1997.
R. Bin Wong, *Historical Change and the Limits of European Experience*, Cornell University Press, 1997.
J. K. Fairbank, *La Grande Révolution chinoise*, Flammarion, rééd., 1997.
J. Guillerma, *Histoire du Parti communiste chinois, 1921-1949*, Payot, rééd., 1975.
P. Paquet, *Madame Chiang Kai-shek*, Gallimard, 2010.

M. Prazan, *Le Massacre de Nankin, 1937*, Denoël, 2007.
H. Van de Ven, *War and Nationalism in China*, New York, Belknap Press, 2009.

LES ANNÉES MAO

Y. Chevrier, *Mao Zedong et la révolution chinoise*, Paris-Florence, Casterman-Giunti, 1993.
F. Dikotter, *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-1962*, Bloomsbury, 2010.
J.-L. Domenach, *Chine, l'archipel oublié*, Fayard, 1992 ; *Mao, sa cour et ses complots. Derrière les Murs rouges*, Fayard, 2012.
J. Guillerma, *Le Parti communiste chinois au pouvoir, 1949-1979*, Payot, rééd. 2004.
C. Johnson, *Nationalisme paysan et pouvoir communiste*, Payot, 1969.
S. Leys, *Ombres chinoises*, UGE, 1974.
R. MacFarquhar, *The Origins of the Cultural Revolution*, 3 vol., Oxford University Press et Columbia University Press, 1974, 1983 et 1997.
R. MacFarquhar, **M. Schoenhals**, *La Dernière Révolution de Mao*, Gallimard, 2009.

K. Manning, F. Wenheuer (dir.), *Eating Bitterness. New Perspectives on China's Great Leap Forward and Famine*, University of British Columbia Press, 2011.

P. Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 2005.

F. Teiwes, *Politics and Purges in China*, Sharpe, Among, rééd., 1993.
Yang Jisheng, *Stèles. La Grande Famine en Chine*, Seuil, 2012.

DE DENG À XI JINPING

G. Antier, *Les Stratégies des grandes métropoles*, Armand Colin, 2005.
I. Attané, *Une Chine sans femmes ?*, Perrin, 2005 ; (dir.), *La Chine au seuil du xx^e siècle : questions de population, questions de société*, Les Cahiers de l'INED n° 148, 2002.
F. Bobin, *Good bye Mao ?*, La Martinière, 2006.
Chen Yan, *L'Éveil de la Chine. Les bouleversements intellectuels après Mao*, Éditions de l'Aube, 2003.
J.-L. Domenach, *L'Asie en danger*, Fayard, 1998 ; *Où va la Chine ?*, Fayard, 2002 ; *La Chine m'inquiète*, Perrin, 2008.
F. Godement, *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*, Odile Jacob, 2012.
E. Izraelewicz, *Quand la Chine change le monde*, Grasset, 2004 ; *L'Arrogance chinoise*, Grasset, 2011.

V. Poisson (dir.), « Chinois de France », *Hommes et migrations* n° 1254, mars-avril 2005.
T. Sanjuan, *La Chine : territoire et société*, Hachette, 2001.

MINORITÉS, DIASPORAS

K. Buffetrille, avec **C. Ramble (dir.)**, *Tibétains. 1959-1999 : 40 ans de colonisation*, Autrement, 1998.
J.-P. Cabestan, *La Politique internationale de la Chine*, Les Presses de Sciences Po, 2010.
J.-F. Doulet, M.-A. Gervais-Lambony, *La Chine et les Chinois de la diaspora*, Atlande, Clef concours géographie régionale, 2000.
F. Mengin, *Trajectoires chinoises. Taïwan, Hongkong et Pékin*, Karthala, 1998.
T. Sanjuan, *A l'ombre de Hongkong : le delta de la rivière des Perles*, L'Harmattan, 1997.
P. Trolliet, *La Diaspora chinoise*, rééd., PUF, 1994.

Plus de titres sur
www.histoire.presse.fr

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L. 122-4 du Code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19). L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec L'Histoire, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.

Commission paritaire n° 0413 K 83242. ISSN 0182-2411.

L'Histoire est publiée par Sophia Publications.
 Président-directeur général et directeur de la publication : Philippe Clerget.
 Dépôt légal octobre 2012. © 2012 Sophia Publications.
 Imprimerie G. Canale & C., Via Liguria 24, 10071 Borgaro (TO), Italie.
 Imprimé en Italie. Printed in Italy.